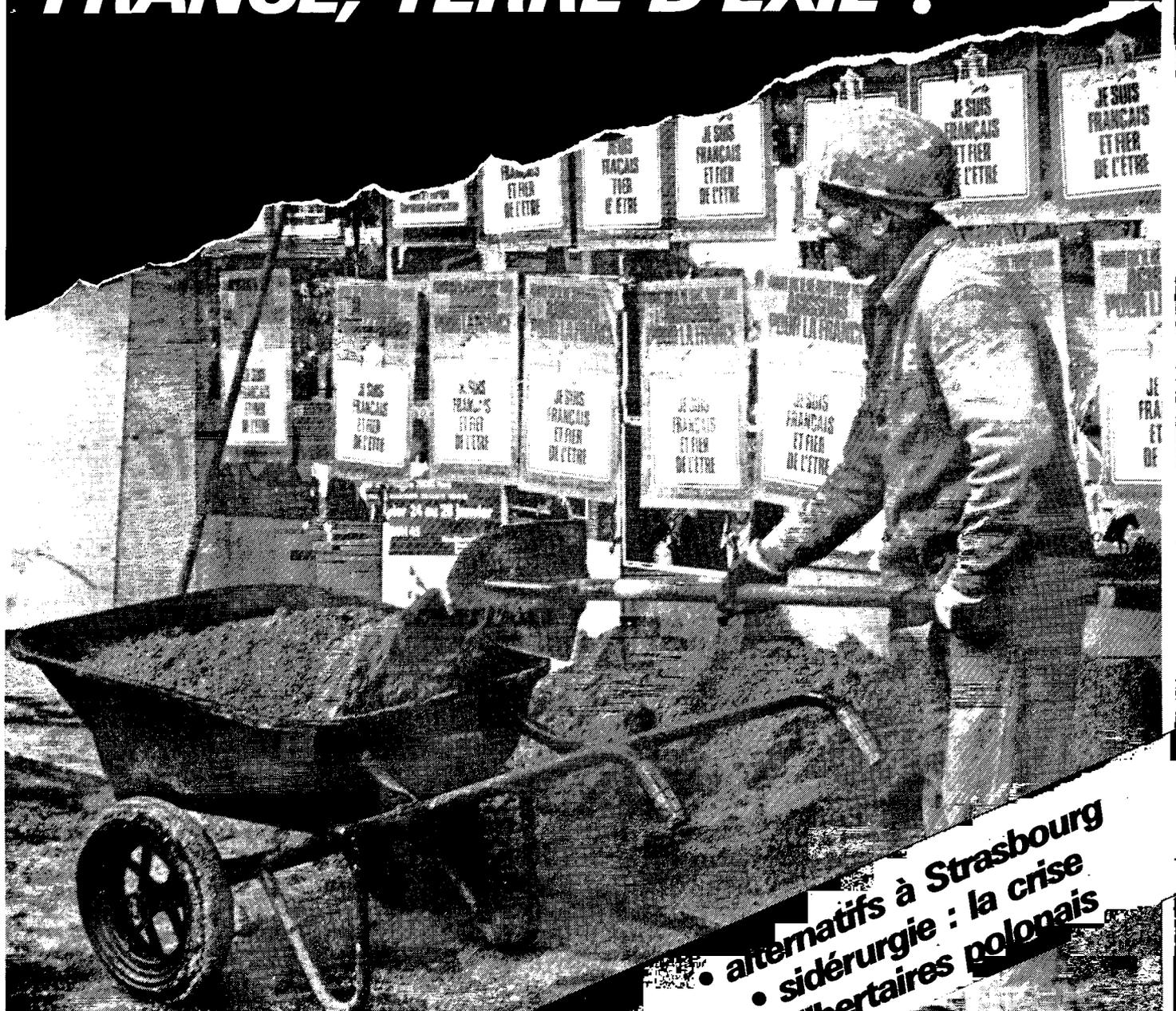


AGORA

REVUE LIBERTAIRE BIMESTRIELLE / N° 14 / HIVER 83 / 12 F.

FRANCE, TERRE D'EXIL ?



- *alternatifs à Strasbourg*
- *sidérurgie : la crise*
- *libertaires polonais*



AGORA

revue libertaire

Périodicité : bimestrielle

Directeur de publication : Solon Amoros

Dépôt légal : 1^{er} trimestre 1983

Commission paritaire : 62 601

I.S.S.N. : 0245 3630

Imprimerie : "Sacco" - 10, rue Gazagne, 31300 Toulouse. Tél. 42.03.30

Façonnage : "M.D.P." - 10 bis, rue des Teinturiers - 31300 Toulouse

Composition : "Caractères" - 16 impasse Bélou - 31200 Toulouse. Tél. 23.96.75

Equipe de rédaction : Claude Ariso, Juanito Marcos, Michel Auvray, Tony Alvarez, Solon Amoros, Violette Marcos.

Rédaction et administration : AGORA, BP 1214, 31037 Toulouse Cédex

Prix du numéro : 12 F.

Abonnement : 5 numéros, 55 F.

Abonnement de soutien : 100 F et plus

Diffusion militante : 5 exemplaires, 55 F.
10 exemplaires, 100 F.

Pour tout versement :

AGORA, CCP 3 716 17 Y Toulouse.

Ont été mis à contribution pour ce numéro :

Christian Belisson, Xavier Vadillo-Aurtenetxe, Christian Foisnon, Bisou Fruité, Solon Amoros, Tony Alvarez, Violette Marcos, Michel Auvray, Paul Astin, Pierre Joannin, Ghislain Bellorget, Patrick Bertrand, Juanito Marcos, Batellier, Hervé Favreaud, Claude Ariso, Genevière Azam, Marc Letondor, Mouvement Anti-Apartheid, Presse Libertaire allemande et les copains et copines de l'Atelier de façonnage MDP, de l'imprimerie SACCO et de la Coopérative Caractères.

CE N'EST PAS PARCE QU'ON EST LIBERTAIRES QU'ON N'A PAS BESOIN D'ARGENT !

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom

Prénom

Adresse

Abonnements :

5 numéros : 55 F.

Par avion : 85 F.

Etranger, TOM-DOM 65 F.

Soutien 100 F et plus.

A retourner à AGORA

B.P. 1214

31037 TOULOUSE-CEDEX

C.C.P. 3-716-17-Y Toulouse



DU CÔTÉ DES PRINCIPES

• AGORA est une revue libertaire indépendante de toute organisation. L'équipe de rédaction, composée d'individus ayant par ailleurs leurs propres engagements, n'est pas un groupe réuni sur une stratégie politique. En conséquence, les articles expriment la position de leurs auteurs. Etrangers au sectarisme, nous les publions, non parce que nous nous reconnaissons dans ces positions, mais parce qu'elles nous paraissent intéressantes à diffuser.

« Ils chantent tous ensemble mais chacun chante son propre chant. Ils sont maîtres de la nuit et chacun s'y veut maître de soi. » (Pierre Clastres).

dans ce numéro

AGORA S'AFFICHE

Le poster central de ce numéro est en vente au prix unitaire de 5 F (à partir de 10 exemplaires : 3 F pièce), frais de port compris. Versements à AGORA, CCP 3.716.17 Y Toulouse.

HEXAGONE

5. Municipales : les alternatifs saisis par la politique
8. Sidérurgie : l'acier n'a plus le moral
10. La Hague : les ordures nucléaires
12. En marge

CASE LIBRE

13. Mouvement Anti-Apartheid

SANS FRONTIÈRE

14. URSS : parcours des dissidences
17. Afrique : faut-il expulser les Blancs ?
19. Pologne : libertaires
21. Tutti Frutti

AGORA S'AFFICHE

22. Etre étranger en France

REPÈRES

25. France, terre d'exil ?
26. Droit d'asile : libertés au rabais
28. Boucs émissaires : Souriez, vous êtes fichés !
29. Basques : pris dans l'étau socialiste
30. Italiens : l'alibi antiterroriste
31. Immigrés : le temps des inquiétudes

ARGUMENTS

34. Crayon noir : Batellier.
36. Aragon-la-gâteuse
38. Kiosque

NOTRE MÉMOIRE

40. Séverine : la révolte est un être vivant

NOIR C'EST NOIR

43. Faut tout vous dire

LA ZIC...



Le bloc-notes de bisou fruité

LE BRUIT ET LA FUREUR



« FERMEZ la télé, ouvrez les prisons ! » Vous vous souvenez ? C'était il y a longtemps. L'été 74 et les détenus sur les toits des prisons. Révoltes en liberté, matraquées et matées. Et la bouche des médias s'était refermée sur leur silence. Jusqu'à aujourd'hui. Entre-temps, quoi ? Des années d'isolement, l'arrogance des matons et des conditions de détention médiévales. La légitime défense étatique ne travaille pas dans l'humanisme. Des chiffres et des êtres : prisons pourrissoirs. Il y a, en France, 35 000 détenus entassés, en vrac, dans des prisons surpeuplées. Comme à Montpellier : 250 pour 80 places ! C'est cela l'indécence d'un pouvoir. Entre ces murs, on espérait la gauche. Les Q.H.S. sautaient : un bon point pour elle. Puis, plus rien. Le ton montait. Badinter promet ceci et jure cela sans que rien de réel, de concret ne se réalise là, tout de suite, maintenant. « Faut attendre 84 », dira-t-il. Le type même de la provocation, pour des hommes qui patientent depuis tant de temps. Colère des Baumettes, Nîmes, Beauvais et Fleury, mégalo-pole

carcérale, avec ses 3500 détenus à elle seule. Et deuxième provocation de la Chancellerie : « Le désordre compromet les réformes ». Cynisme des gens "libres".

Toute politique nouvelle qui ne cherche pas à rompre avec la justice actuelle, avec sa logique imbécile (peine égale prison) est désormais clairement vouée à l'échec. L'acharnement du pouvoir contre la montée de la petite délinquance en est le symptôme. Remords sans doute d'en être le responsable direct par son chômage, son urbanisme fou, sa désagrégation concertée du tissu social, son mépris des jeunes...

La France compte un flic pour 262 habitants. Record européen. La délinquance économique, elle, se porte comme un charme : en moyenne 92 milliards de francs par an ! Ces petits et gros patrons de l'escroquerie n'étaient certainement pas ni sur les toits des Baumettes, ni dans les cellules de Fleury. Le pouvoir ne châtie jamais ceux qui lui ressemblent et le soutiennent.

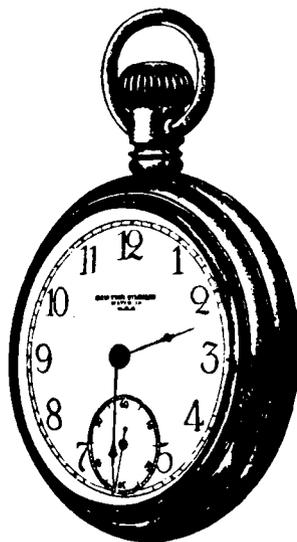
PARLEZ- MOI DE NOUS

UN APARTIDAIRE DE COMBAT

La pratique du poster en pages centrales est à poursuivre. Pour la propagande des groupes isolés ou autonomes, il serait bon qu'AGORA édite simultanément ces posters en affiches. La rubrique "Notre Mémoire" est sans doute la meilleure (hélas !). Si AGORA devient mensuel, les articles sur l'actualité se doivent d'être plus étoffés. Exemple : grands reportages sur les grandes luttes du mouvement : squat à Paris, Radio-Libertaire, lutte des lieux de vie (Coral), combat des sidérurgistes du valenciennois, mouvement anti-nucléaire... Bref, si AGORA devient mensuel, des articles d'actualité traités en profondeur.

Conclusion : le mensuel AGORA doit faire figure de mensuel libertaire de COMBAT sans tomber dans le dogmatisme, bref, a-partidaire.

J.-P. (Laval)



UN PEU DE MODESTIE

Vos derniers numéros m'ont paru intéressants, notamment le numéro traitant des palestiniens. Cependant, un peu de modestie... vous n'êtes pas les premiers à remettre en cause l'idéologie pro-sioniste dans le courant libertaire. Il est, certes, pitoyable de voir des gens se prétendant anarchistes s'abreuver aux billevesées de la propagande sioniste, mais n'oublions pas que nous sommes dans le monde occidental et que les mythes ont la vie dure.

Jean-Pierre (Chambéry)

ENCORE BRAVO

Iidéologies à pas cher sur le marché de la bonne conscience, doctrines sans emprise sur le quotidien... Autant de choses auxquelles AGORA ne semble pas vouloir sacrifier l'actualité. Bravo. Parce que la banalisation des terrorismes d'Etat se base de manière grandissante sur les légitimations "populaires" que procurent facilement nos "démocraties avancées". Parce que la concentration des pouvoirs s'appuie de plus en plus sur la décentralisation de la jouissance de ces pouvoirs, je crois que la propagande d'une sensibilité anti-autoritaire en général, et des idées libertaires en particulier, est pleinement justifiée et valorisée.

Parce que l'ensemble des chantages qui ont pour but de nous mener à l'orthodoxie sociale, qu'ils soient d'ordre moral, économiques ou policier, agresse chacun dans son quotidien, je pense que les réalisations susceptibles de transformer, dans la vie de tous les jours, les désespoirs individuels en stratégies collectives, sont à promouvoir.

AGORA, avec ses articles variés et non doctrinaires, avec sa mise en page parfaite, avec ses infos plus spécialement axées sur le mouvement libertaire (particulièrement importantes pour rompre l'isolement), représente à mes yeux la recherche d'une subversion nécessaire et d'un lieu de dépassement à trouver. Encore bravo.

Robert (Paris)

DIVISION DU TRAVAIL

Il y a parfois chez vous une tendance à faire quelque chose comme du Nouvel Obs pour libertaires. Si vous alliez trop loin en ce sens, ce serait dommage. Votre choix de mettre sur pied une publication à grande audience, susceptible d'être diffusée au-delà des petits cercles militants ou initiés implique évidemment certaines contraintes quant au style de la revue.

Ceci étant dit, il serait important que vous preniez l'initiative (avec d'autres) d'organiser une rencontre de travail au sujet de la presse libertaire dans son ensemble, afin de réaliser une entente tacite qui permettrait aux différents journaux de déterminer leur propre objectif. Le développement actuel de la presse libertaire nécessite une sorte de répartition des tâches... Si une telle division du travail ne s'opère pas, il est certain que les revues, les journaux se chevaucheront et, à plus ou moins long terme, tous répèteront exactement les mêmes choses et, pour beaucoup, ce sera la mort rapide ou la mort lente par désintérêt progressif.

Je crois que ce serait aussi une mauvaise chose que de vouloir faire de la revue un moyen pour des lieux de rencontre ou de réflexion. Une revue est une revue. Le mouvement a tout aussi besoin de revues que de lieux de rencontres. Mais vouloir tout centrer autour d'une revue, c'est reconstruire ces sectes centralistes dont la plupart d'entre nous ne veulent plus entendre parler à aucun prix, vu les souvenirs amers qu'elles nous ont laissés.

Claude (Reims)

POUR OU CONTRE LA PENSÉE ANARCHISTE

Faut-il peu ou prou de théorie dans la revue AGORA ? Il ne s'agit pas là de prévoir une pagination, d'établir une maquette. La question posée doit être entendue comme une interrogation sur la place de la théorie en milieu anarchiste. Le refus de la prise en compte théorique caractérisant l'anarchisme du XX^e siècle, s'accompagne curieusement d'une demande d'accroissement de la pratique ou de l'information sur les pratiques. Théorie et pratique sont-elles antinomiques ?

Le rejet de la théorie au profit de pratiques interroge. Penser serait-il infamant ? Serait-ce une maladie qu'il faille fuir comme la peste sous peine de devenir "intellectuel" ? L'anathème jeté résoud-t-il le problème ? Se faire acéphale pour ne pas voir sa tête gonfler est stupide et n'empêche pas d'autres d'en tirer profit et pouvoir.

Sans théorisation diffuse, la théorie se cristalliserait en des lieux séparés, elle s'autonomiserait par rapport au mouvement et permettrait la formation (déjà commencée) d'une intellocratie. Refuser la théorie revient à spécialiser un secteur théorique avec un mandarinat important.

Le "profil" de l'anarchiste est-ce celui d'un homme aux gros bras... et à la tête vide, ou est-ce tout bonnement un être humain pensant et ensuite agissant ?

Dominique (Angers)

STYLE LIBÉ RÉNOVÉ

Je suis malheureusement tout à fait d'accord avec Gilles (07) au sujet du manque de contenu "libertaire" des articles. Et tout particulièrement dans le dernier numéro, le dossier sur le Moyen-Orient. Il est dommage de dénoncer — avec acidité ! — l'attitude des libertaires, et de proposer d'autre part un dossier qui n'apporte rien d'autre qu'une information (disons style Libé rénové) et pas d'analyse ni de propositions alternatives (ou si peu !).

Christian (Brest)

NOTRE PLAISIR A TOUS

On a beaucoup apprécié ce dernier numéro : les articles, la maquette. Alors, à bientôt AGORA mensuel. On le souhaite très fort pour notre plaisir à tous.

Avis de Recherche (Paris)



INVITATION

Lecteur de votre excellente revue depuis le tout premier numéro, j'ai pris connaissance dans votre n° 13 du dossier "Coral". Je trouve ce dossier pour le moins partial et relativement mal informé. Hervé Favraud cède aux jugements de valeur (ce qui est son droit) pour le moins douteux et j'aimerais rectifier, sans pour autant céder à la paranoïa (faut dire qu'en ce moment il y a de quoi !). A cet effet, nous l'invitons chez nous très amicalement et nous pourrions longuement lui parler du contrôle, du distingué entre lieu de vie et d'accueil, du fait que nous refusons d'entrer dans le moule des "structures intermédiaires", du "devenir" des jeunes qui nous quittent et qui "ne retournent pas en H.P.". Nous pourrions lui expliquer les différences fondamentales entre les "professionnels de l'accueil" et les lieux de vie de notre Collectif. Voilà qui me paraît un peu plus correct pour engager le débat et mieux informer vos lecteurs sur ce que nous sommes, faisons et voulons être.

Jean-Claude (CRA, Gers)

METTEZ DE LA COULEUR

"C'est bien les jeunes, continuez comme ça !" disait-il. Voilà dix sacs pour l'abonnement et le reste. J'essaye de "vulgariser" le canard. Suggestions : (tu crois peut-être qu'on n'y avait pas pensé ? dit-il) faites un journal pas trop triste, même si autour de nous c'est la zone ! Evitez le style vieux combattant. Mettez de la couleur, les photos noir et blanc rendent la présentation austère (je sais, c'est cher !). Et pas la peine de passer mensuel si c'est pour se casser la gueule !

Yveline (Marseille)





LES ALTERNATIFS saisis par la politique

A STRASBOURG, un certain Rudloff est candidat. Ce monsieur s'était signalé au Sénat, le 18 mai 1982, en affirmant « la nécessité d'une défense permanente des libertés, défense qui incombe au premier chef à l'armée ». Pinochet n'aurait pas dit mieux !

Mais, à Strasbourg, il y aura aussi l'une des rares listes "alternatives" de France. Depuis l'été 82, un collectif de personnes d'horizons variés, pour la plupart actives dans leur quartier ou sur leur lieu de travail, s'est constitué pour mettre en mouvement une démarche alternative. Cherchant à rompre avec la pratique des cartels, des négociations d'organisations, et à se garder d'approches idéologiques, elle regroupe environ 70 militants actifs réunis régulièrement en assemblées générales et organisés en commissions (quartiers, santé, désarmement, femmes, luttes ouvrières...). Par-delà les péripéties électorales et électoralistes, y a-t-il là l'embryon d'un espoir pour les mouvements et les luttes ?

EN 1977, deux listes municipales, critiques face à la gauche traditionnelle, recueillaient plus de 15 % des voix sur Strasbourg (10 % pour l'alliance écologiste, et 5 % pour la liste d'extrême-gauche). Soyons cependant prudents, pour éviter de projeter sur l'ensemble du territoire national des phénomènes qui correspondent aux particularismes culturels et socio-économiques de l'Alsace.

ÉPARILLEMENTS ET CONVERGENCES

SI le gauchisme hériste à Strasbourg d'une forte assise électorale, il le doit, en grande partie, à la tradition allemande (gauche de la social-démocratie) et il lui faut, pour la conserver, faire preuve de rigueur théorique et d'un esprit d'ouverture guère fréquent au sein du gauchisme français. D'ailleurs, l'échec aux élections législatives de juin 1981 des candidats du CLIPS (1) et du PSU, qui s'étaient répartis dans les deux circonscriptions de Strasbourg, a provoqué un vent de panique dans les rangs gauchistes. Et cette amère déception n'est certainement pas étrangère à l'initiative d'une liste alternative, prise par les militants du CLIPS, en collaboration avec des militants "inorganisés" de divers fronts de lutte (écologistes, féministes, quartiers, culture, etc.).

A l'inverse, le mouvement écologiste doit son développement à sa modération politique et à son pragmatisme. Le reflux du gauchisme des années 68, et les revirements

des partis de gauche sur les questions nucléaires permettront, un temps, aux écologistes alsaciens de conserver une neutralité (a)politique propice au développement de leurs thèses. La conjoncture évolue et les choix politiques auxquels sont acculés les écologistes (constitution du parti, vote au second tour des présidentielles, participation à la liste alternative...) conduisent à



une dispersion ou, tout au moins, à un effritement de leur base. Crainte de la récupération politique pour les uns, évolution des autres vers la social-démocratie, radicalisation des derniers face à la politique des pouvoirs publics, etc.

Mais, ce qui caractérise la situation alsacienne (et explique le développement du mouvement écologiste et, en même temps, l'ambiguïté du mouvement autonomiste), c'est l'existence d'une bourgeoisie qui, pour s'enrichir, préconise un développement économique similaire à celui de l'Allemagne (croissance économique) et de la Suisse (mutuellisme), sans trop parvenir à réaliser ses ambitions et en lorgnant, d'un œil jaloux, sur ses voisins. Les revendications régionalistes sont, en Alsace, à double face : si elles font revivre la tradition culturelle (chansons et théâtre), elles favorisent aussi la concentration dans les mains des pouvoirs publics locaux du capital nécessaire à ses ambitions, au détriment de la politique sociale préconisée en France. Ce qui se vérifie déjà à travers la politique de prestige pratiquée par la ville de Strasbourg au détriment des services et des logements sociaux.

L'ÉCHO ALLEMAND

DANS les années 70, un certain nombre de projets industriels et infrastructurels, qui avaient pris corps pendant la décennie gaulliste se précisent :

— désertification économique des vallées vosgiennes et industrialisation de l'axe rhénan (Mulhouse-Colmar-Strasbourg) ;



— développement d'une importante infrastructure de communication pour favoriser la mobilité de la population (axes routiers et autoroutiers) et l'implantation industrielle (zones portuaires).

Cependant, ces projets ambitieux se heurtèrent de plus en plus à l'opposition des milieux ruraux concernés par l'expropriation des terres, des populations ouvrières des vallées pour la défense de l'emploi, et des classes moyennes, peu favorables à un tel développement industriel qui nuirait à l'environnement et se ferait au détriment de la politique sociale.

En octobre 82, le journal *USM Follik* décrit justement la situation : « Les répercussions de la crise à partir de 75 mettront fin en partie au projet mégalomane défini conjointement par l'Etat et les instances politiques et économiques régionales... Les luttes écologico-foncières disparaissent avec l'abandon ou le report des projets... Car ce sont les luttes pour l'emploi qui progressivement deviennent dominantes, luttes défensives de plus en plus éloignées d'un

projet régionaliste et autogestionnaire en gestation... Mais, globalement, l'heure est à la morosité, au repli sur soi, individuel, en fonction des préoccupations des uns et des autres : écologistes, culturalistes, femmes, immigration, santé, syndicalisme... »

Pour trancher avec l'optimisme d'une interprétation de la vie alsacienne projetée à la lumière de la vie parisienne, précisons tout d'abord que l'unification autour de la liste alternative (si elle se réalise) se fera en pleine période de reflux des mouvements sociaux et de déclin électoral.

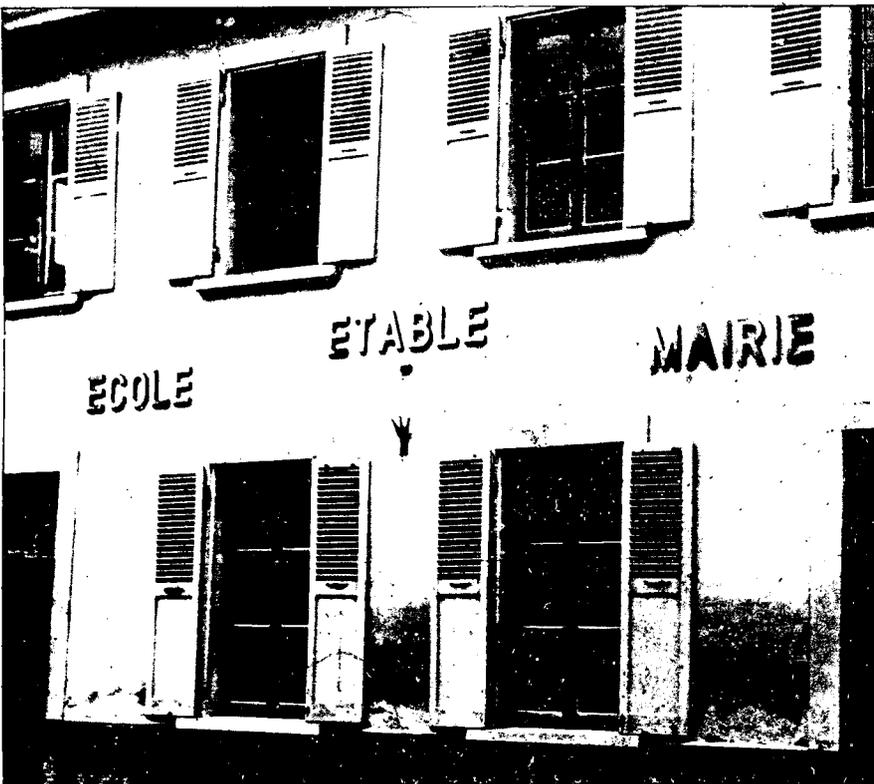
Seul le CLIPS est actuellement partie prenante du projet, et ceci dès l'initiative. C'est lui qui, de par les structures de communication contrôlées par ses militants (APIEL (2), USM Follik (3), CEDETIM...) a su capitaliser l'expérience des mouvements alternatifs étrangers pour les traduire dans la réalité alsacienne : projet politique des écologistes belges et alternatifs allemands, dynamique sociale des mouvements autonomes et du Partito Radicale italiens.

PEUT-ON CONTOURNER L'ÉTAT !

DANS la continuité de ce qu'était le projet du CLIPS, l'objectif de la liste est de servir de pôle organique de convergence à un certain nombre de militants atomisés par la diversification des luttes et le reflux des grands mouvements sociaux de contestation (mouvement autogestionnaire des années 70 et mouvement écologiste des années 75). Le point de rencontre serait la critique de la politique institutionnalisée et le souci de faire converger la praxis autogestionnaire de divers militants de base sur différents fronts de lutte. A ce titre, la liste alternative apparaît comme le fruit du patient travail d'organisation des militants gauchistes (non-dogmatiques) de Strasbourg. Par la remise en question des structures initiales qui servirent d'élément moteur (l'OCT au sein du CLIPS, puis le CLIPS au sein de la liste alternative), au fur et à mesure que s'est élargie la base de ce travail de coordination politique, les ex-militants de l'OCT ont montré qu'ils n'entendaient pas noyauter les divers mouvements et luttes (à l'instar de la pratique soixante-huitarde), mais impulser réellement un mouvement alternatif critique envers la politique institutionnelle de la gauche traditionnelle.

Mais la phase actuelle, qui consiste à organiser, à partir d'une réflexion collective "marginale", une convergence politique plus large, n'est pas exempte d'écueils. Si cette tentative de rompre avec les schémas sectaires laisse une impression favorable à de nombreux militants, le peu de perspectives immédiatement réalisables ne permet guère à la liste de s'enraciner dans le tissu social strasbourgeois et cela explique certainement la très grande mobilité des participants aux assemblées générales réunies autour d'un noyau central assez stable, celui-là même qui a été à l'initiative du projet.

DEBORDER LA
POLITIQUE
INSTITUTIONNELLE.



LE MOUVEMENT OU LA POLITIQUE ?

L'élection des Grün Alternative Liste est l'expression politique des luttes sociales qui traversent la RFA ces derniers temps : mouvements antinucléaires et pacifistes, squatters à Berlin, luttes de quartier à Brême et Hamburg, conflits autour de l'aéroport de Frankfurt, etc. L'objectif des G.A.L. n'est pas de servir de direction politique à ces mouvements mais de traduire, au niveau parlementaire, l'épreuve de force sociale. Cette stratégie semble bien réussir aux G.A.L. puisqu'elle est devenue la troisième force du pays et oblige les dirigeants du SPD à évoluer en faveur des thèses pacifistes et écologistes.

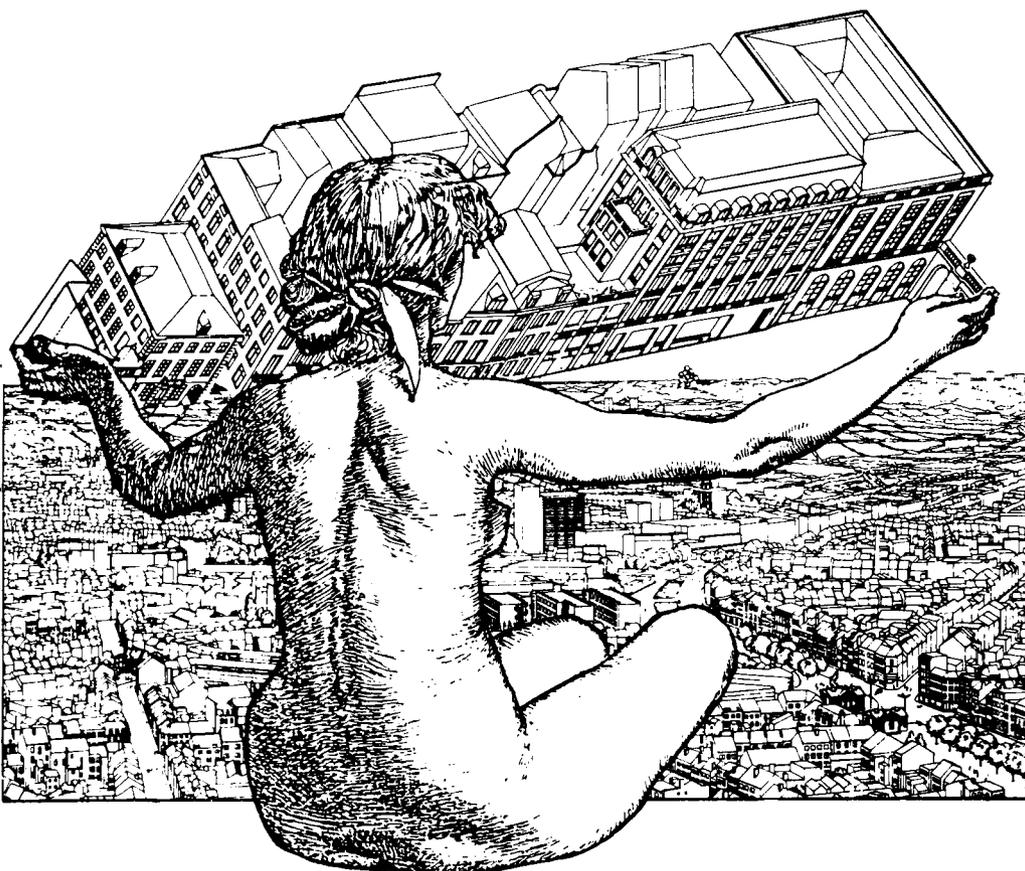
Mais le pragmatisme de la politique allemande ne correspond guère à la tradition française, où les déclarations idéalistes précèdent toujours l'action politique. Les alternatifs strasbourgeois n'ont pas failli à la règle avec leur "Charte des droits municipaux". De plus, l'organisation politique de la France n'est pas celle de l'Allemagne ou de l'Italie. Dans le meilleur des cas, c'est-à-dire avec 10 % des voix, l'épreuve de force avec la social-démocratie se transformera en une négociation pour le second tour, conduisant éventuellement à quelques élus alternatifs, minoritaires au sein d'une liste de gauche.

Dès lors, le risque est grand de privilégier, par de grands mots et un programme fourre-tout, une orientation exclusivement politique (avoir des élus) au détriment d'une réflexion sur les moyens politiques de favoriser l'initiative de la base. Tout au plus, la liste permettra-t-elle ainsi de récupérer les voix des "décus" et des "mécontents", tels que le préconisent la LCR et LO qui formeront leur propre liste "unitaire", avec toujours la même prétention de diriger ce mécontentement. Aussi la Liste Alternative n'est-elle pas encore à l'abri de l'enlisement dans le jeu politique "à gauche" de la social-démocratie, ni des luttes de pouvoir du gauchisme dogmatique.

Et ces écueils seront difficiles à combattre sans la définition d'une stratégie qui dise en quoi la participation politique peut apporter quelque chose aux expériences et luttes sociales (pression sur les pouvoirs publics et la social-démocratie ?). Et les idées autogestionnaires ne seront que des phrases creuses sans une pratique politique qui respecte l'autonomie des luttes et des mouvements sociaux.

Christian BELISSON
(19 janvier)

- (1) CLIPS (Collectif de Lutte et d'Intervention Politique sur Strasbourg) créé à l'initiative des militants de l'OCT aujourd'hui dissoute.
- (2) APIEL (Association Pour l'Information et l'Expression Locale) gère le local du 101, Grand-Rue, lieu d'accueil de divers groupes militants sur la ville.
- (3) *USM Follik*, journal de contre-information strasbourgeois paraissant depuis 1972.



"RADIO-LIBERTAIRE"

"Le jeudi 13 janvier à 11 heures, Radio Libertaire a été reçue par la Haute Autorité de l'Audiovisuel (HAA), avec Fréquence Gaie et Radio Arc-en-Ciel (Radio Verte absente). Au cours de cette entrevue, l'ensemble des radios présentes s'est vue notifier, avec surprise, un projet de regroupement sous un délai le plus court qui soit. "Aucune fréquence ne sera attribuée à une seule radio", dicit Michèle Cotta. Or, depuis sa création, Radio Libertaire est un regroupement de fait :

- 1) regroupement des anciennes radios anarchistes émettant sous Giscard d'Estaing, le 1.09.81 (Radio Trottoir, Radio Alarme, Radio du Il^e) ;
- 2) regroupement avec Radio Espéranto, Radio Liberté (humanistes), Radio Libertaria (CNTE) et Radio Libertaire Paris (FA), et ceci le 3.07.82.

Vouloir regrouper Radio Libertaire avec trois autres radios (Fr. Gaie, Arc-en-Ciel et R. Verte) qui n'ont aucune affinité idéologique et aucun point commun dans leur méthode de travail c'est donc :

— vouloir intégrer un regroupement existant (un des premiers sur la bande F.M.) à un autre ;

— nier le travail et l'aspect spécifique des deux principales stations (F.G. et R.L.) qui émettent depuis 17 mois, alors que nombre de regroupements incluent des radios qui n'existent que sur le papier ;

— marginaliser deux entités culturelles et sociales qui n'ont de possibilités de s'exprimer que sur leur propre station ;

— restreindre la liberté d'expression de mouvements ouvriers, social et culturel tels que : les anarchistes, les libre-penseurs, les humanistes, les libertaires espagnols en exil, les antimilitaristes, les dissidents des pays de l'Est, les artistes... et les très nombreuses organisations et associations (Ligue des droits de l'homme, Union Pacifiste de France, consommateurs, Indiens d'Amérique, défenseurs de l'environnement...) qui s'expriment régulièrement sur Radio Libertaire.

— amputer les possibilités d'accueil très larges offertes aux artistes de langue française et à la chanson française (80 % du programme).

Pourquoi le gouvernement ne veut-il pas lui accorder une dérogation ? Pourquoi ne s'est-il jamais prononcé sur son regroupement ? Pourquoi T.D.F. n'a-t-elle jamais remis en cause son dossier technique sur la gestion de la bande F.M. où coexisteraient plus de 18 fréquences ? L'auditoire de Radio Libertaire (100 000 auditeurs/jour) ne saurait admettre une restriction de sa station."

RADIO LIBERTAIRE, F.M. 89,6
145, rue Amélot - 75011 Paris

SIDÉRURGIE

L'ACIER N'A PLUS LE MORAL

LES ouvriers de la Chiers continuent à donner aux Ardennes, le dernier week-end de chaque mois, des allures d'insurrection. A Denain, Mauroy et sa bonhomie sont visés par les invectives et les huées des "désespérés du socialisme", badge syndical en boutonnière et casquette vissée sur le crâne. A Longwy, des actes de sabotage paralysent les engins de terrassement s'employant à faire disparaître le crassier, témoin muet des luttes de la cité sidérurgique, haut symbole des affrontements de 1979.

Partout une même volonté avouée : face aux aléas du reclassement, les sidérurgistes français entendent garder leur identité, refusent de faire les frais de la restructuration industrielle.

Si on s'accorde à situer le début de la crise actuelle de la sidérurgie en 1975, personne n'ose aujourd'hui prédire son terme. L'Europe doit se rendre à l'évidence : la situation des années 50 lorsque la CECA (1), deuxième producteur mondial, coude à coude avec les USA, se partageait avec ce pays les deux tiers du marché mondial, appartient définitivement au passé. Dans ces années-là, c'est sur le continent européen, en pleine reconstruction d'après-guerre, que l'on relevait l'accroissement le plus important de la consommation d'acier. Mais dans les années 70, ce sont les pays en voie d'industrialisation, et les pays du tiers monde, qui ont contribué essentiellement à soutenir la demande mondiale.

Le premier choc pétrolier et les débuts de la récession internationale vont modifier profondément les structures du marché et, en conséquence, la géographie de l'acier. A la faveur d'une crise qui affaiblit particulièrement l'Europe, les USA renforcent leur position, n'hésitant pas à avoir recours à des chantages en tout genre pour garder leur primauté. Par ailleurs, nombre de pays importateurs traditionnels développent leur propre production, produisant à moindre coût, soit à cause de leurs installations plus récentes (Japon) ou des sources d'énergie meilleur marché (Mexique, Venezuela...).

LES HABITS VIEUX DE LA SIDÉRURGIE EUROPÉENNE

LA sidérurgie européenne ne s'est pas adaptée aux mutations techniques de l'heure et doit faire face aux pays produisant de l'acier à oxygène dont les frais de



fabrication sont sensiblement inférieurs à ceux du procédé Martin traditionnel. Construits sur les ports, ces nouveaux complexes sidérurgiques supportent des coûts de transport bien moindres que leurs homologues européens.

Lorsque enfin on se décida en Europe à développer des usines littorales à supercapacités, dont Dunkerque et Fos, le ralentissement de la consommation était déjà amorcé. Les maîtres de forges, ne tenant pas compte du ralentissement de la demande tant sur les marchés nationaux que mondiaux, vont aller jusqu'à augmenter leurs capacités de production. Encore en 1976 la CEE tablait sur un accroissement annuel de 3 % pour la décennie en cours. De même, elle préjugait de sa compétitivité, pensant placer à l'étranger les énormes quantités d'acier excédentaire.

De ce fait, la surproduction est devenue une constante de la sidérurgie européenne constituant une faiblesse structurelle de la branche dans l'ensemble des pays de la CEE.

... OÙ L'ON PARLE DE LA TRILATÉRALITÉ

AVEC la création de l'EUROFER (2) en 1977, la Commission des communautés européennes va s'atteler à restreindre l'offre sur le marché européen. Le Plan de restructuration sera confié au vicomte Etienne Davignon. Ce n'est pas un inconnu : déjà, en 1974, il a été le premier président de l'Agence Internationale de l'Energie (3). Lié à la Trilatérale et au club de Bilderberg, Davignon n'est pas le seul lien entre les "constructeurs" de l'Europe et les milieux d'affaires américains. Georges Berthouin, directeur de la Trilatérale pour l'Europe, est l'ancien secrétaire particulier de Jean Monnet, le "père de l'Europe".

La recette de l'homme à tout faire de la restructuration en Europe est simple : former un carter, répartir le marché, baisser la production, détruire les usines "superflues" et licencier les travailleurs en trop. Au passage, Davignon se taillera une part substantielle du gâteau. En effet, lié à l'ARBED, trust de l'acier luxembourgeois, celui-ci absorbera en décembre 1977 l'ensemble sidérurgique sarrois, licenciant au passage 10000 travailleurs et faisant rentrer au Conseil d'Administration Otto von Amerongen, membre fondateur de la Trilatérale. Quelques mois plus tard l'ARBED fera main basse sur le bassin de Charleroi, en Belgique, avec le désormais habituel cortège de licenciements (4). L'autre groupe dominant l'acier européen est l'allemand Thyssen, directement représenté dans la Trilatérale.

S'accompagnant de la destruction d'une partie de l'appareil de production, la restructuration de l'acier européen par Davignon fait suite à l'arrivée au pouvoir de Carter, ce même Carter dont les mauvaises langues attribuent le triomphe aux efforts de l'omniprésente Trilatérale, à laquelle il appartient et dans laquelle il choisit ses collaborateurs.

En ce temps-là, les lamentations des producteurs américains sur le "dumping" de l'acier européen ne trouvaient pas grâce auprès de Carter. Cela changera tout de suite avec l'arrivée de Reagan. De même l'ascension des groupes liés au Club international va ralentir.

ÉCHEC AUX SYNDICATS

FACE à l'inévitable levée de boucliers provoquée par les licenciements découlant de la restructuration, Davignon essaya d'enfermer les syndicats dans des négociations sur les modalités d'application des mesures de restructuration. Evitant ainsi un affrontement direct sur l'opportunité de ces mesures elles-mêmes.

La crise économique aidant, les syndicats se laisseront prendre à cette position de repli et il faudra toute la colère et le désespoir des travailleurs, agissant en dehors des centrales syndicales, pour que celles-ci se décident à

UN an après la nationalisation quasi totale de la sidérurgie française, le gouvernement doit affronter la colère des hauts fourneaux.

prendre la tête du mouvement de revendication, sans élaborer toutefois une contre-proposition industrielle cohérente.

Pour la CGT, après l'échec de la gauche en mars 1978, vient l'époque du durcissement au sein même de la gauche. Les luttes des sidérurgistes, en 1979, seront l'occasion d'un règlement de comptes interne. Henri Krasucki, à la tête du secteur Action Revendicative, va préparer l'offensive contre le 40^e congrès, ce qui fera tomber à terme le syndicat dans ses mains. Pour Krasu, « en période de crise, ce qui compte ce n'est plus la démocratie ni le débat des propositions, mais l'organisation de la lutte et son amplification ». A la proposition des sidérurgistes CGT, après la marche du 23 mars, d'organiser des états généraux régionaux, la direction syndicale répond par le mot d'ordre d'occupation des usines. Ce sera le fiasco... mais l'important était sans doute la normalisation interne !

Quant à la CFDT, si elle s'efforçait de repenser son action, refusant l'oscillation entre l'illusion et l'échec, et cherchant à reconsidérer complètement la notion fondatrice "d'intérêt de classe", son action contre le démantèlement n'aboutira pas davantage.

UN SOCIALISME EN ACIER TREMPÉ

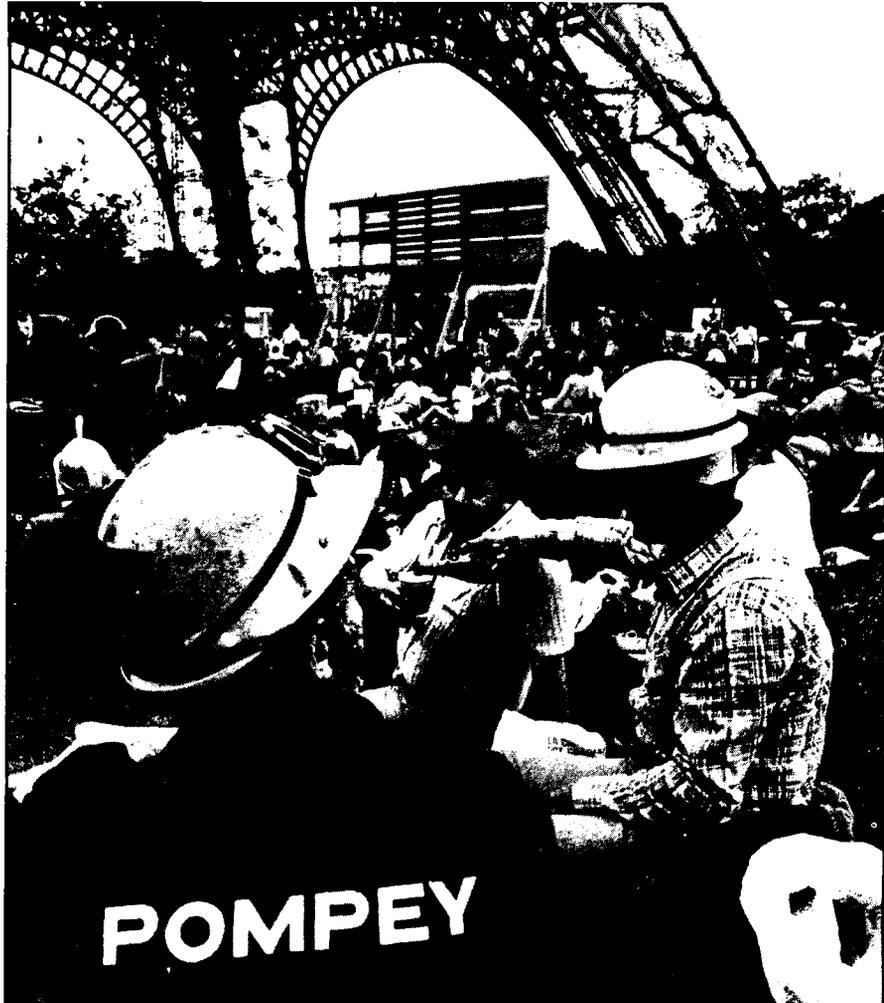
SOUS le règne de Giscard, qui était lié au clan Rockefeller, le démantèlement de la sidérurgie française se poursuit allègrement : le Plan Barre entérine la suppression de 20000 emplois. L'attitude des socialistes est alors toute différente : réclamant le maintien intégral du potentiel de production de l'époque, soit plus de 30 millions de tonnes, "quelle que soit l'évolution du marché mondial", ils iront même jusqu'à proposer la construction de deux nouvelles aciéries à Longwy et Denain.

Il serait bien cruel de brandir aujourd'hui ces déclarations face aux nouveaux discours de rigueur économique. Le rapport Judet dépeint un sombre avenir pour la sidérurgie française : les investissements devront être qualitatifs, nulle place pour l'accroissement des capacités de production. Au niveau de l'emploi, ce rapport constate que 77 % des emplois de l'acier relèvent de l'investissement et 23 % seulement de la consommation. Le maintien de l'emploi s'avère donc difficile par ces temps d'investissements frileux.

Le Plan acier du gouvernement cherche l'équilibre d'exploitation de l'industrie sidérurgique pour 1985 (5) et se propose d'atteindre pour la même date une capacité de production de 24 millions de tonnes. Propositions qu'ont fait d'ores et déjà à irrealisables, l'excédent des capacités de production subsistant sans aucun doute en 1985. La Commission européenne l'ayant chiffré dès maintenant à 55 millions de tonnes, ("chiffre insoutenable pour la viabilité économique du secteur"), vient d'avoir recours à l'article 58 du traité de la CECA instaurant de nouveaux quotas de production, conduisant à une réduction plus importante qu'il n'était prévu.

L'arrivée des socialistes aurait pu marquer le début de nouveaux rapports, mais si les syndicats ont été dûment consultés pour la préparation du troisième Plan acier, celui-ci a dû être révisé en baisse avant même sa publication. La conjoncture économique et les problèmes du secteur sidérurgique rendent vaines toutes les tentatives de concertation visant à un réajustement en douceur.

Il semblerait que le plus clair de la politi-



que sidérurgique du gouvernement Mauroy va se centrer autour des emplois de substitution créés sur place, afin d'atténuer, dans la mesure du possible, la portée des conflits qui suivront l'inévitable succession de licenciements en série (6).

L'avenir de la sidérurgie française, et même européenne, se laisse deviner aisément. Il est aussi noir que les crassiers constituant l'horizon quotidien des cités sidérurgiques.

Xavier VADILLO-AURTENETXE

- (1) Communauté européenne du charbon et de l'acier.
- (2) Entente conclue entre les plus grands producteurs d'acier de la CEE : Thyssen, Mannes-

mann, Krupp, Klöckner, Estel-Hoesch, Arbed, Usinor, Sacilor, British Steel et Italsider.

- (3) Créée sous l'impulsion de Kissinger, cette agence, dénoncée à l'époque par Michel Jobert comme instrument de soumission à l'hégémonie américaine, proposait des aides financières aux gouvernements européens en échange de leur soutien à la politique US.
- (4) "Knack" du 8 février 1978.
- (5) L'exercice 1981 s'est soldé pour la sidérurgie française par des pertes de l'ordre de 6 milliards de francs
- (6) A Denain, par exemple, on a perdu 5000 emplois en 1979, auxquels s'ajouteront 12000 en 1984. Avec les emplois induits, le chiffre approche les 30000 licenciements. Or, le gouvernement ne propose que quelque 1500 emplois de substitution... pour 1985 !

MENSONGES !

POUR tenter de faire passer en douceur les fermetures et les diminutions d'effectif, le Gouvernement et les dirigeants de la Sidérurgie font croire que tous les sidérurgistes seront reclassés : C'EST FAUX ! Pour calmer les esprits, diviser les travailleurs, faire croire que tout s'arrange, ils établissent des plans de reconversion avec des EMPLOIS QUI N'EXISTENT QU'EN CHIFFRE SUR DU PAPIER !

La réalité est autre :

- en 79 à Longwy : il était prévu des reconversions dans l'automobile. La réalité c'est que les 2/3 de ces emplois promis n'ont pas été créés.

- en 79 à Denain : ils ont créé avec les syndicats un comité de bassin pour des entreprises qui, aujourd'hui n'existent toujours pas. Là aussi, l'automobile devait embaucher des ouvriers, en réalité très peu d'emplois ont été créés.

- en 82 à Vireux : le plan de reconversion propose pour 800 personnes :

- 30 places dans le groupe, 30 à Haute Rivière ;
- 150 en formation (mais après la formation ?) ;

- d'ici 85 : 200 créations d'emplois (mais ils ne disent pas où) ;

- d'ici 85 : 221 emplois à la centrale nucléaire de Chooz, mais à partir de 1986 ils seront progressivement licenciés pour arriver à 0 en 1989... et l'on annonce pompeusement qu'ils pourraient être à nouveau embauchés dans des emplois qui pourraient être créés d'ici là...

Ainsi ce Plan a pour but de faire croire à un futur paradis alors que la réalité sera le chômage à plus ou moins long terme pour la plupart, des emplois déclassés pour les autres...

Le seul moyen qu'ont les travailleurs pour s'en sortir, c'est d'EMPECHER L'APPLICATION DES PLANS DE RESTRUCTURATION et pour cela de DEVELOPPER LA LUTTE DANS TOUS LES BASSINS CONTRE LES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS, LA BAISSSE DES SALAIRES, LE CHOMAGE...

Syndicat de Lutte des Travailleurs Usinor-Dunkerque.



LES ORDURES NUCLÉAIRES

A l'heure où les mouvements antinucléaires semblent marquer le pas, dans cette France socialiste désormais nucléarisée, le combat a surgi là où on l'attendait le moins : La Hague.

LE problème du retraitement des déchets radioactifs des centrales nucléaires ne date pas d'hier, même s'il est reparu sur les devant de la scène à la suite de l'action menée par Greenpeace à Cherbourg en janvier dernier.

Il n'existe, en Europe, que quatre centres de retraitement : Mol en Belgique, Windscale en Grande-Bretagne, Marcoule et La Hague en France. L'usine de Marcoule, dans le Gard, programmée en 1955, fonctionne depuis 1958 pour les déchets des centrales françaises de la filière gaz-graphite. Celle de La Hague (Cotentin) fonctionne depuis 1967 pour le retraitement des déchets d'oxyde d'uranium de la filière à eau ordinaire.

En 1976, l'usine de La Hague se voyait agrandie par la création d'une seconde usine, l'unité HAO (haute activité d'oxyde) pour les déchets des réacteurs à eau et à uranium enrichi. La France est le seul pays au monde à procéder à ce type de retraitement, les USA ayant décidé de l'abandonner pour stocker leurs déchets sans retraiter...

UN PAYSAGE ÉDIFIANT

LE retraitement des déchets de la filière à uranium enrichi est bien plus polluant (stockage dans des "piscines", dissolution des composants par de l'acide nitrique bouillant) que celui de Marcoule. Il s'agit d'une série d'opérations, mécaniques et chimiques, pour séparer des combustibles irradiés, uranium, plutonium, produits de fission et autres éléments transuraniens. On récupère alors plutonium et uranium afin de les réutiliser dans les centrales nucléaires, séparer les déchets en fonction de leur durée de radioactivité et les stocker.

Les déchets à faible activité sont les pièces contaminées (gants, chiffons, équipements non réutilisables) dont le volume était de 5000 m³ pour la seule année 75. On estimait qu'il y en aurait 20000 m³ en 85 et quelque 50000 à l'an 2000.

Les déchets à haute activité ont, quant à eux, des durées de vie radioactive fort variables : 28 ans pour certains, 90 ans pour

le trontium, 30 ans pour le cesium. Restent les produits de fission qui ne pourront jamais être récupérés en raison même de la durée de leur radioactivité : 6000 ans pour le plutonium 240 et jusqu'à 24000 ans (oui, vingt-et-quatre mille !) pour le plutonium 239...

A leur sortie des réacteurs, les déchets devront tout d'abord être stockés de 6 mois à un an en piscine dans les centrales nucléaires. Ensuite, les usines de retraitement étant rarement sur les mêmes sites que les réacteurs, interviennent les problèmes de transport afin de les stocker un an de plus dans les usines de retraitement avant de pouvoir les traiter. Des transports qui se font par route, chemin de fer ou par mer. On estime qu'en 85, ce sont 500 transports annuels qui convergeront vers La Hague en provenance des seules centrales françaises, auxquels il convient d'ajouter le double ou le triple pour les déchets en provenance de l'étranger. Car La Hague c'est aussi cela : une poubelle européenne avec des apports du Japon. Le planning pour les années 79-85 prévoyait : 1600 tonnes du Japon, 2100 de Suisse, 710 de Suède, 400 de Belgique et 120 des Pays-Bas, en plus des 1590 tonnes de France.

La Hague c'est aussi une belle opération commerciale : de par la situation de monopole en Europe, elle impose ses prix et ses conditions. Le nucléaire étant une gigantesque machine et son coût phénoménal, l'Etat à lui seul n'en viendrait pas à bout sans l'intervention du privé. Ainsi, le site de La Hague est divisé en deux zones : celle dépendant du Commissariat à l'Energie Atomique où sont stockés et traités les déchets des combustibles irradiés ; celle gérée par une société privée qui reçoit les déchets des utilisateurs de produits radioactifs (industries, hôpitaux, laboratoires), des centrales nucléaires EDF (hormis les combustibles, relevant du CEA) et des centres du CEA qui ne stockent pas eux-mêmes. Un intéressant marché que celui du nucléaire : vente de la France à l'étranger d'usines de retraitement, mais aussi aide nucléaire dans plusieurs pays d'Afrique qui, pour nombre d'entre eux, possèdent d'énormes réserves d'uranium (1). A tous les maillons de la chaîne, on retrouve donc l'armée... qui a su jusqu'à ce jour si bien rentabiliser le secteur "recherche"





LA MORT QUI GUETTE

LE danger nucléaire est certes aussi bien politique (le type de société qu'il induit en est la preuve flagrante) que physique. Et la mort nous guette à chaque maillon de la chaîne.

Ainsi, le risque encouru lors des transports en direction des usines de retraitement n'est pas des moindres. Et les exemples sont déjà nombreux ! En voici deux, en guise d'illustration. Décembre 74 : à la suite d'un accident ferroviaire à Narbonne, deux containers déversent de l'uranate de magnésium qui se répand sur 4 km de voie ferrée. Février 75 : un camion d'uranate de sodium perd une partie de son chargement à Béziers.

Les accidents ont déjà eu lieu à La Hague même. Comme en témoignait, il y a quelques années, le syndicat CFDT de l'énergie atomique :

« En 1971-72, l'uranium s'enflammait spontanément sous eau, suite à un phénomène non expliqué à l'époque ; des dégagements gazeux en résultaient qui venaient d'exploser en grosses bulles à la surface des piscines, dispersant la contamination dans le hall (...). En 1973, la mise en place de nouvelles installations a permis de diminuer ces risques (...). Le chantier est donc ouvert. Le chantier dure près de 6 mois et prend un peu de retard. Le planning de fabrication prend du retard aussi. Qu'importe, on démarre sans avoir mis en place des éléments de sécurité essentiels. Le pépin arrive : explosion, contamination étaient prévisibles (...). C'est une image de La Hague et de ses méthodes de commandement qu'il ne faut pas oublier » (2).

Il faut d'autant moins l'oublier que, depuis, La Hague s'est agrandie, que les déchets affluent toujours plus nombreux et que, rentabilité oblige, ces accidents ne peuvent que se reproduire. Déjà, en octobre 68, la consommation du lait avait été interdite pendant plusieurs jours. En 76, on constatait une pollution du lait, à nouveau, à La Hague. Des études médicales font apparaître que le canton a 203 morts par cancer sur 1000 contre 163 dans le canton voisin de St-Lô.

Autre type d'accident : une forte concentration de plutonium entraînant une réac-

tion en chaîne : l'usine explose et la chaleur ainsi dégagée fait fondre les citernes de stockage lâchant dans l'atmosphère des milliers de m³ de produits irradiés. Cet accident a été évité de justesse en avril 80, lors de la coupure du courant (3). Le 6 janvier 81, un silo de déchets s'enflammait entraînant une forte montée de la radioactivité et irradiant un travailleur...

Les dangers sont sans cesse croissants et les risques d'accidents constants. Le Centre de sûreté nucléaire de Cologne a calculé les victimes probables de l'explosion d'une cuve de stockage des déchets à haute activité : 30000 personnes ! En décembre dernier, le comité de surveillance des centrales atomiques (CESAM) révélait que, dans le Cotentin, les taux de mortalité par cancer avaient augmenté de 60 % depuis la mise en fonctionnement de l'usine de retraitement (4).

Des risques dont le capitalisme à visage socialiste n'a que faire. Début janvier, l'Agence Nationale pour la gestion des Déchets Radio-Actifs (ANDRA), dépendant du CEA, avançait que la France devrait, rapidement, se doter d'un second centre de stockage des déchets à faible et moyenne activité, du type de La Hague. Elle prévoyait également, pour 1990, un centre de stockage en profondeur pour les déchets à longue activité ainsi qu'une "installation pilote" de stockage en profondeur des déchets à très haute activité, toujours pour 1990.

Dans ce sens, l'action des 3/5 janvier derniers à Cherbourg aura permis de retarder le déchargement, de faire reparler du retraitement des déchets et que les médias s'en saisissent.

Dans cette France socialiste désormais nucléarisée, près de 40 % de l'énergie produite en 82 provient du nucléaire, une part qui, n'en doutons pas, ira sans cesse croissant. Et les divers barouds d'honneur d'un mouvement antinucléaire en plein essoufflement ne sauront remettre en cause le choix étatique du terrorisme nucléaire. Le dire aujourd'hui, même si cela doit provoquer des hurlements parmi les camarades antinucléaires, ne me semble être ni une démission, ni une trahison. C'est le simple constat d'une donnée terrifiante, mais hélas bien réelle !

Il reste, toutefois, que le combat contre



le retraitement des déchets, pour partiel, "humaniste", voire "réformiste" qu'il soit, est peut-être encore l'un de ceux que l'on peut remporter.

Paul Astin.

(1) Voir, à ce propos, le dossier *De la bombe à l'atome* publié par *Objection* et *Super-Pholix*.

(2) in *L'Electro-nucléaire en France*, syndicat CFDT de l'énergie atomique, Ed. Seuil, 1975.

(3) Ces exemples d'accidents sont tirés de la brochure *Nucléaire, refus immédiat*, éditée par l'OCL.

(4) in *Libé* du 28/12/82.

EN MARGE

LUTTE PAYSANNE

C'est sur une ferme de Beaumont-en-Diois (Drôme), aux terres non cultivées depuis plus de 20 ans, que s'installent Marianne et Gérard. Soutenus par les syndicats agricoles et par le conseil municipal de Beaumont, ils engagent une procédure de récupération des terres incultes conformément à la loi (Art. 39 du Code Rural, loi peu connue et donc peu utilisée). En réponse, le Préfet déclare les terres "incultes et récupérables" et l'autorisation d'exploiter est accordée au jeune couple par le Tribunal paritaire des baux ruraux de Die. A noter que ces terres sont la propriété de la Société Riccardi frères, négociants en vins à St-Maximin, SARL qui est actuellement en liquidation judiciaire et dont le syndic avait antérieurement (janvier 81) refusé une demande en location.

Depuis, pour contrecarrer l'application de la loi, le syndic des propriétaires a fait appel et fait mettre en vente la propriété aux enchères publiques au tribunal de Draguignan. Par deux fois les agriculteurs de la Drôme se sont déplacés à Draguignan et, par deux fois, la vente fut reportée. Le jeudi 4 novembre, les enchères devaient avoir lieu de nouveau et les agriculteurs étaient présents pour la troisième fois. Eteindre les bougies rituelles pour empêcher la vente, bousculades. Le commissaire Espitalier, en civil, ceinture M. Veyret qui, d'un coup de poing lui casse le nez. Beaucoup d'agriculteurs se lancent dans la bagarre. Un nouveau renfort de gendarmes et de grenades lacrymogènes finissent par évacuer la salle. Claude Veyret, jeune agriculteur à Meuglon dans le Diois, président d'une section de la FDSEA, qui s'est un peu trop mis en avant, est inculpé. Soixante personnes se portent solidaires et demandent alors leur co-accusation.

A Die, 400 personnes manifestent leur soutien le 13 novembre. M. Veyret est emprisonné aux Baumettes et condamné le 26 novembre à huit

mois de prison dont 4 avec sursis, trois ans de mise à l'épreuve et 40 000 francs d'amende ! Il est finalement mis en liberté conditionnelle le 6 janvier.

Pour comprendre ces luttes, il faut savoir que les paysans sont directement victimes des spéculations foncières par les ventes aux enchères et qu'ils s'endettent pour acquérir leur outil de travail.

Un comité de soutien s'est créé. Toute participation financière est la bienvenue. Adresse : Odile Reveillault, 2, rue du Tambour, 26150 Die.



DÉLIT D'OPINION ANTIMILITARISTE

L'accalmie n'aura visiblement été que de courte durée. Prévisible et s'accordant parfaitement avec la politique militariste du gouvernement de gauche, la récente recrudescence des poursuites intentées pour délit d'opinion antimilitariste n'en est pas moins fort inquiétante. Perquisitions, interrogatoires et garde à vue, à Aubenas, pour des militants anarchistes soupçonnés d'avoir collé une affiche, condamnation à une peine d'amende pour huit membres du groupe anarchiste d'Amiens (F.A. également) accusés d'avoir perturbé la parade commémorative

du 11 novembre 1981 et, même, lourde peine d'emprisonnement avec sursis, à Nice, pour l'auteur d'inscriptions sur un monument aux morts : les atteintes à la liberté d'expression se multiplient sous les prétextes habituels, tandis que les réfractaires sont menacés de voir leur parole étouffée. Des insoumis sont incarcérés et des objecteurs insoumis comparaissent à nouveau devant les tribunaux : après Avesnes et Le Mans, d'autres procès s'annoncent alors même que l'adoption d'un nouveau statut serait, aux dernières nouvelles, reportée à l'automne.

C'est dire l'importance que revêtiront, pour les opposants à la militarisation, leurs deux prochaines rencontres : le camping antimilitariste qui, cet été, aura lieu du 4 au 8 juillet dans le Tarn et, auparavant, la réunion de la coordination nationale antimilitariste les 12 et 13 mars à Bordeaux (contact : GRAAB c/o "L'En Dehors", 46, rue du Mirail - 33000 Bordeaux).

BRICE LALONDE : A DROITE TOUTE !

Comme bien d'autres, les écologistes ont été floués par la gauche : en particulier sur la question du nucléaire et sur le scrutin proportionnel aux municipales. Mais ils sont aussi en passe d'être joués par les leaders qu'ils se donnent ou qui s'imposent. Ainsi en est-il de l'opportuniste Brice Lalonde qui renoue savamment avec la politique politicienne, teintée de poujadisme, en voulant être, selon ses propres termes, "à droite et à gauche". Très épris par les médias, Lalonde multiplie les déclarations affligeantes qui valent leur pesant d'environnement. Dans "Libération", il affirme : « On ne peut à la fois partager l'emploi et garantir les salaires. Il faudra avoir en même temps le beurre et l'argent du beurre. La solidarité, ce serait d'annoncer aux gens : vous avez voté pour la gauche, maintenant vous allez gagner moins ». Dans "Combat Nature", il va encore plus loin : « Il faut favoriser les horaires à la carte et le temps partiel sans alourdir les charges de l'entreprise... (Il faut) admettre l'idée sacrilège qu'il existe des patrons exploités et des travailleurs exploités ». Lalonde/Gattaz, même combat ?

DÉLÉGUÉS DE LUTTE

Depuis deux ans, les grèves ou conflits dans l'automobile se succèdent et ne se ressemblent pas. Dans cette période "d'accalmie" sociale, le mouvement ouvrier se transforme lentement et les luttes, dans ce secteur, s'enrichissent de formes nouvelles. En ce sens, ce sont les immigrés qui ont innové, eux qui, auparavant, contrôlés par la CFT et les diverses amicales inféodées aux ambassades, bougeaient peu. Depuis, ils ont bien changé. Installés depuis plus de dix ans en France pour la plupart, sédentarisés malgré eux, ils acceptent moins facilement d'être surexploités et en butte au racisme.

Lors des conflits de l'année 82, chez Citroën, parmi les OS dont la quasi totalité est immigrée, sont nés les "délégués de lutte". Lorsqu'il s'est agi de mettre à bas le monopole syndical de la CFT, les immigrés ont été à la pointe du combat. Epaulés par la CGT, ce sont surtout eux qui ont mené la lutte. Et c'est ainsi que certains ouvriers maghrébins, les plus nombreux et souvent polyglottes, sont devenus l'intermédiaire nécessaire entre les OS et les syndicats. Les "délégués de chaîne" ou "de lutte" étaient nés et on les retrouve aujourd'hui chez Talbot à Poissy.

Le paradoxe c'est que, nés dans et pour la lutte, ces délégués n'ont pas disparu à la fin du conflit. Bien que le patronat ne les reconnaisse pas en tant que tels, ils ont toujours un poids énorme auprès de leurs camarades d'atelier qui les ont choisis. Et ceci n'est pas sans inquiéter la CGT notamment.

Ainsi, en septembre dernier, à Aulnay-sous-Bois, les OS découvrant leurs salaires amputés de 400 à 1 000 F, arrêtent spontanément le travail. Les "délégués de lutte" présentent leurs revendications et se heurtent à l'hostilité du patronat, bien sûr, mais aussi des cadres CGT qui firent tout pour arrêter ce conflit. "Les immigrés, même après 10 ou 15 ans en France, ne se sentent pas concernés par la problématique de leur entreprise" : c'est un syndicaliste CGT qui le dit et, il est vrai qu'entre le "produisons français" de la direction syndicale et le "améliorons nos conditions de travail" des immigrés, il y a parfois un monde.

Pour éviter ce type de conflit, la CGT a entrepris de le contrôler. Lors des élections professionnelles (où la CGT a obtenu plus de 60 % des suffrages ouvriers), une quarantaine de "délégués de lutte" ont été catapultés à des postes de responsabilité. La tactique peut s'avérer payante car il y a le souvenir tout frais de ces autres délégués de lutte apparus en 1981 à Usinor-Dunkerque. Préconisant la mise en place de comités de grève élus en A.G., réclamant un pouvoir décisionnel et la démocratie directe, ils s'opposèrent très vite à la CGT et en furent chassés. Ils se retrouvèrent alors avec d'autres exclus (de la CFDT cette fois-ci) pour former le SLT (Syndicat de lutte des Travailleurs). Après cette expérience, la CGT tente aujourd'hui de normaliser la lutte des immigrés de la même façon. Espérons qu'elle n'y parviendra pas.



PAS DE NOUVELLE CENTRALE NUCLEAIRE POUR L'AFRIQUE DU SUD !

D'APRÈS les informations parues dans "Africa Confidential" du 20 octobre, et dans "Libération" du 15 novembre, le gouvernement français envisagerait la possibilité de vendre une deuxième centrale nucléaire à l'Afrique du Sud. Pourtant, des engagements avaient été pris : la politique du gouvernement socialiste « s'appuiera sur une révision de nos rapports avec l'Afrique du Sud » (lettre de François Mitterrand au Mouvement Anti-Apartheid, du 7 mai 1981).

On sait qu'actuellement un débat s'est ouvert au sein de la majorité à propos de ce contrat de vente d'une centrale nucléaire, contrat qui rappelle fâcheusement celui signé par le gouvernement giscardien. Il est important de s'élever contre ce projet scandaleux en rejoignant les actions proposées par le Mouvement Anti-Apartheid.

APARTHEID NON !

LE Mouvement Anti-Apartheid a été créé en 1975 suite au lancement d'une campagne de boycott des oranges Outspan provenant d'Afrique du Sud : les ventes Outspan ont diminué de 40 % en moins de deux ans. Fort de ce succès, le M.A.A. a pu se structurer et s'engager dans des campagnes de plus longue haleine. Citons pour mémoire quelques victoires du MAA : l'annulation du congrès du tourisme sud-africain qui devait avoir lieu en France, l'annulation d'une tournée de rugby des Springboks en France en 1979, la vie sauve pour un jeune militant anti-apartheid sud-africain, James Mangé, en 1980. La campagne contre les prêts bancaires à l'Afrique du Sud, démarrée en 1979 n'eut pas le retentissement escompté ; la complexité et l'engagement demandés ont été autant d'obstacle au bon déroulement de l'action.

Face à la sous-information, si ce n'est la "désinformation" de l'opinion publique française, la première des tâches du MAA est d'informer et sensibiliser l'opinion sur ce qui se passe en Afrique Australe. Susciter la mobilisation est la suite logique de ce travail. Le MAA, à l'écoute des mouvements de libération et de nombreuses autres organisations et personnalités anti-apartheid sud-africain, a pour principal objectif l'isolement total du régime raciste dans tous les domaines. Toute forme de collaboration militaire, nucléaire, bancaire, commerciale, touristique, sportive ou culturelle est condamnable. L'isolement total est en effet la seule arme pacifique à notre disposition

pour hâter des changements démocratiques en Afrique du Sud. Elle seule peut, conjuguée aux luttes de l'intérieur, affaiblir le pouvoir "blanc" et l'obliger à se plier aux exigences d'une société non-raciale désirée par la majorité du peuple sud-africain qu'il réprime, par l'organisation d'un système raciste d'exploitation économique. Par ailleurs, le MAA fait une campagne de solidarité en faveur du peuple Namibien dont le pays est occupé illégalement par le régime de Prétoria. Les peuples Namubiens et Sud-Africains luttent pour leur libération dans l'indifférence générale, en particulier dans nos pays occidentaux. Notre responsabilité est immense et notre soutien peut être déterminant. Notre solidarité ne doit pas s'arrêter aux frontières de la Pologne et de l'Amérique Latine : un seul pays dans le monde se réclame du nazisme et a inscrit le racisme dans sa constitution : l'Afrique du Sud. Ne laissons pas faire là-bas ce qui pourrait renaître ici. La lutte anti-apartheid est aussi notre affaire. Et ceux qui croiraient que le 10 mai 81 a fait de la France une ennemie irréductible de l'apartheid, n'ont qu'à prendre connaissance de l'éventuelle livraison d'une deuxième centrale nucléaire à l'Afrique du Sud par le gouvernement français pour s'apercevoir de la nécessité de rester vigilants et mobilisés.

Soutenez l'action du Mouvement
Anti-Apartheid ! MAA, 46, rue de Vaugirard
-75006 Paris. Tél. 770.29.09

Permanence tous les jours, heures de bureaux.



PARCOURS DES DISSIDENCES



BREJNEV est mort. La dissidence aussi ? Depuis des années que l'on parle, en France, du goulag, que nous en reste-t-il ? Des larmes séchées, des souvenirs d'horreurs... mais, autant l'avouer : les camps de concentration soviétiques sont désormais banalisés et Sakharov ne fait plus les gros titres.

Par son passage au K.G.B. pendant 15 ans, Andropov, aujourd'hui secrétaire du P.C.U.S., aurait-il fait le vide et mis fin à toute dissidence ? Pourtant, les procès se multiplient et les camps ne désemplissent pas. Sur eux, le silence se fait. Où est donc passée la dissidence ?

Le XX^e Congrès du PCUS en 1956, mériterait le titre de "congrès des dupes". Il a montré l'habileté d'un pouvoir absolu. Le fameux "rapport secret" dont la presse mondiale s'empara, constitua l'astuce suprême. Désormais, et pour plus de vingt ans, le stalinisme sera synonyme de goulag. L'horreur, l'absurde, seront dénoncés, traqués dans toutes les informations. Enfin ! dira-t-on. Mais en même temps un coupable solitaire sera désigné : Staline ! Quant au pouvoir soviétique lui-même, il sortait blanchi de cette opération et provoquait même une certaine admiration pour le courage de son auto-critique. A long terme, pour l'URSS, cela ne pouvait être que positif.

DEGEL ET REGEL VONT EN BATEAU

Mais, en 65, le champ de la critique reste apparemment aux yeux de tous, très ouvert. L'intelligentsia s'engouffre dans la dénonciation des aspects spectaculaires du stalinisme. Délaissant toute analyse politique de fond, oubliant que les premiers camps furent ouverts sous Lénine (1), tous les écrits de cette période de "dégel" s'attaquent à la partie visible (la plus scandaleuse sans doute), de l'iceberg soviétique.

Ainsi, pendant quelques temps l'illusion fut de règle : il paraissait possible de rénover le parti, de le nettoyer. Vieille thèse sur les mauvaises "directions ouvrières". Mais, le

"révisionnisme", même modéré, atteint vite ce que le pouvoir fixe comme frontière de l'acceptable. La destitution de Kroutchev sonna le glas de la rénovation du parti par lui-même. La dissidence pouvait naître.

"Penser autrement", en URSS, c'est être dissident. On peut le devenir à tout moment. Nombreux l'ont été, nombreux le restent. Mais "agir autrement", c'est devenir un dissident subversif, et cela comporte bien plus de risques.

Avec l'échec du "légalisme oppositionnel" des années kroutchéviennes, la dissidence adopte une nouvelle tactique. Désormais, elle n'aborde plus le problème politique, elle se tient dans le cadre précis de la légalité et n'avoue officiellement qu'un seul objectif : faire appliquer et respecter la Constitution. Ce sont des juristes chevronnés et tâtillons qui se dressent face au pouvoir.

Le 5 décembre 1965, à Moscou, donne le coup d'envoi au mouvement. Une manifestation, qui réunit 200 personnes, est appelée par un texte signé "Résistance", dont un des auteurs est le mathématicien Essenine-Volpine. Le rassemblement a pour but de protester contre l'arrestation des écrivains Siniavski et Daniel, il se termine par de nombreuses interpellations. Mais, désormais, la stratégie des dissidents est fixée : se battre pied à pied, pour le strict respect des lois, tout faire pour obtenir la publicité des débats judiciaires. Leur interlocuteur et adversaire est donc le pouvoir ; leur porte-voix et leur outil, sera la presse occidentale.



L'écrivain Vladimir Boukovski :
condamné en 1972 à deux ans
de prison, plus cinq ans
de camp et cinq ans d'exil...

Les liens entre dissidents et mouvements sociaux (grèves, révoltes) sont inexistantes : c'est aux pays de l'Ouest que les dissidents s'adressent, et non à l'opinion publique russe.

L'écho rencontré en Occident par les procès va cependant gêner l'Union Soviétique. Le pouvoir "terni" par les dénonciations dissidentes, décide de réactiver les opérations du K.G.B.

PROFESSION : DISSIDENT

Dès son arrivée au K.G.B. en 67, Andropov va rénover et réajuster tous les services. La machine répressive devient, à la fois, moins brutale en apparence et plus efficace dans la réalité. Maîtres d'œuvre de cette politique : de jeunes cadres et des intellectuels nés et formés dans le giron du parti et dont Antropov a su s'entourer. Ils définissent deux lignes : limiter la dissidence et surtout, la marginaliser au maximum.

Pour la limiter, on diversifie la répression. Certes, les peines restent très élevées (Siniavski et Daniel sont respectivement condamnés à 7 et 5 ans de détention dans les camps), implacables (les procès se multiplient). Mais, en même temps, elles s'affinent : on met en place les hôpitaux psychiatriques et on déborde d'imagination dans les délits. A la violation de l'ordre public s'ajoutent, maintenant, l'hooliganisme, le trafic de devises, etc.

Même si, procès à huit clos ou pas, la presse occidentale continue à donner un large écho à la dissidence, celle-ci, déjà limitée par ses orientations initiales, se trouve peu à peu enfermée dans un cadre "spectaculaire". Dans ces procès, à l'idéologie, le dissident oppose la loi. A l'anonymat de la répression, il répond par la publicité et le vedettariat. Les "professionnels" de la dissidence sont nés. Soljenitsyne, Sakharov, Guinzbourg, Boukovski... se partagent la "une" de la grille de procès qui s'abat.

Mais, derrière eux et à travers eux, le parti s'attaque à une opposition plus diffuse. A travers les "Samizdat", très nombreux depuis 68, les analyses de la dissidence vont se diversifier. Dans la plupart de ces textes, il est difficile d'y trouver alors une critique radicale du régime. Mais on peut y repérer, des courants, des évolutions. Au fil des années, les "révisionnistes", plus ou moins proches du parti, se font moins présents, alors qu'augmentent les interventions des "démocrates" et des nationalistes plus ou moins religieux.

Dans les années 70, le courant "néo-radical" se trouve représenté par le marxiste Medvediev. Il développe une analyse assez limitée, puisqu'il fait du stalinisme "un phénomène profondément étranger au marxisme-léninisme", ce qui lui permet d'entretenir toutes les illusions, et notamment celle de croire que "c'est à l'intelligentsia que revient la tâche de guider les masses pour accroître ses initiatives et promouvoir, dans notre société, des traditions démocratiques". Medvediev était alors, cependant, un des rares dissidents à se méfier des rapports noués entre la dissidence et l'Occident.

Aujourd'hui, l'absence d'une opposition claire et franche est toujours notable dans la plupart des Samizdat. Au contraire, le courant "démocratique" y est dominant et produit des analyses pour le moins bizarres : "Nous considérons que le capitalisme assure aujourd'hui dans le monde, le plus haut niveau de vie, les plus grandes libertés individuelles et que la lutte contre le capitalisme sous toutes ses formes est criminelle et inutile".

ANDROPOV, FLIC NUMÉRO UN

L'atomisation de la société soviétique explique, en partie, la "minceur" des débats. Les mouvements sociaux, les grèves, ne sont connus que bien plus tard (par exemple, Novotscherkass qui eut lieu en 62, ne fut "officialisé" que dans les années 73). La cassure entre dissidents et société est donc liée aux structures existantes. L'Etat s'empresse d'ailleurs d'accentuer cette marginalisation de l'opposition en jouant sur des thèmes racistes ou nationalistes qui confortent les sentiments entretenus dans la classe ouvrière. Le thème des droits de l'homme, choisi par la dissidence, va accroître ce processus.

A la fin des années 60, la détente domine. Brejnev est au mieux de sa forme... En 68, l'ONU inaugure l'année des "droits de l'homme" et les dissidents s'en saisissent. La "Chronique des événements en cours", célèbre samizdat, va désormais y consacrer la majorité de ses articles. Ses sources d'information sont alors inépuisables, puisque les camps brejnéviens comptent, selon les sources, entre 1,7 et 5 millions de prison-

niers, dont 10 à 20000 "politiques".

Dans cette perspective, les groupes d'initiative pour la défense des droits de l'homme se succèdent et se ressemblent. Créés, comme le premier en 69, à l'instigation de quelques personnalités (Sakharov, Plioutch, etc.), il affirment toujours se situer dans le cadre de la loi et vouloir "prêter concours aux autorités pour la création et l'application des garanties des droits de l'homme". Il y a là, à la fois, comme une auto-limitation de l'action et une ironie face à l'Etat.

Poursuivant des buts analogues, est créé à Moscou en 76, le "Groupe de contribution à la réalisation des accords d'Helsinki",





L'Institut Serbskii, 23, rue Kropotkine, en plein centre de Moscou.

signés l'année précédente. A la tête de ce groupe, Youri Orlov.

Si la stratégie de la dissidence n'a pas évolué depuis 10 ans, la répression, elle non plus, n'a pas cessé. Aux moyens traditionnels, s'ajoute maintenant, lorsque toutes les autres mesures répressives s'avèrent inefficaces, ou bien lorsque l'opinion internationale s'intéresse trop au contestataire, l'expatriation forcée. Soljénitsyne fut ainsi banni en 74 et on empêcha le biologiste Medvediev en 73 de revenir en URSS. A l'heure actuelle, tous les groupes dissidents, humanitaires ou non, subissent un sort analogue. La répression, l'isolement et les sunlights de l'Occident semblent avoir eu raison de la dissidence des années 70.

UNE GÉNÉRATION SE LÈVE

Même limitée dans ses objectifs, cette dissidence des années 70 avait tenté, à sa manière, de soulever la chappe qui pèse sur la population soviétique. C'est à partir de ce travail que naissent aujourd'hui des groupes ayant tiré le bilan des erreurs de la génération précédente.

Plus politisés, ils ne s'adressent plus à l'Occident mais tentent de briser les cloisons qui isolent les groupes sociaux entre eux.

En 78, naît le "Groupe d'Initiative pour la Défense des Droits des invalides en URSS" dont une des premières déclarations est un appel à la solidarité avec les victimes de la guerre en Afghanistan. Une façon de critiquer cette intervention militaire dans la technique du langage au deuxième degré si employé par tous les dissidents. L'année suivante, l'"*Almanach Femme et URSS*" dénonce l'exploitation de la femme soviétique devenue "l'esclave de l'esclave" comme l'écrit N. Malakhovskaja.

On retrouve la même démarche dans le SMOT (Union interprofessionnelle libre des travailleurs) créé en 1977. Ce "syndicat" se donne comme but "*de défendre ses membres en cas de violation de leurs droits dans les différentes sphères de leurs activités*" et il s'adresse au prolétariat. Même démarche encore du "Groupe d'Initiative pour la démocratie populaire" créé en 81 dont l'objectif est d'impulser "*dans un proche avenir, des organisations politiques, de tendances différentes et en les tournant vers les 'gens d'en-bas'*" (2).

Après l'arrestation du groupe, il semblerait qu'il y ait même eu des relations entre celui-ci et le SMOT.

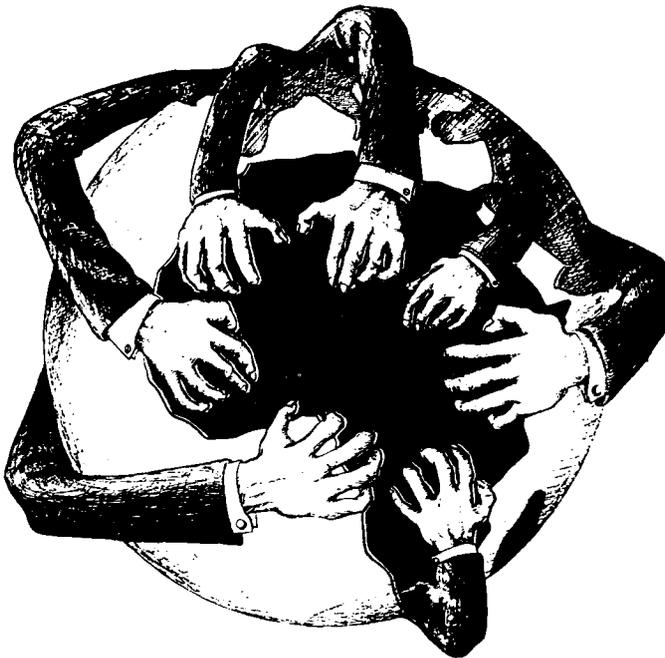
A un moment où la répression s'amplifie (décembre 82 : arrestation du dernier dirigeant "connu" du SMOT), la dissidence semble avoir évolué. Le "leaderat" est abandonné, de la même façon que le rejet systématique de tout socialisme. La dissidence paraît ainsi s'engager davantage sur la voie plus fructueuse d'une critique sociale de l'Etat soviétique. La période ouverte par le XX^e Congrès, ses illusions, sera peut-être alors définitivement close. Andropov ne peut plus se permettre de mythifier la situation réelle de l'URSS. La dissidence, non plus. Le temps des dupes est révolu.

Violette MARCOS

(1) Cf. Soljénitsyne

(2) Cf. la revue "Variantes" dans l'interview parue dans "L'Alternative" (mars/avril 82).

CAMEROUN-R.C.A.



FAUT-IL EXPULSER LES BLANCS ?

Africa ! Africa ! Qu'ont-ils fait de toi ? Chassez le colon par la porte, il vous revient par la fenêtre. Une longue marche et un long combat.

C'EST un petit village du Nord-Cameroun, dans une région assez privilégiée, avec des collines aux courbes douces et un vert qui rappelle celui des rizières. La saison des pluies est généreuse et facilite la vie des paysans qui vivent d'agriculture et d'élevage. Le lait crémeux des zébus, le mil, la viande, les volailles, bananes, papayes, avocats, mangues, miel sauvage : c'est l'abondance chez des gens qui vivent un rythme tranquille sans courir après le cumul.

Pourtant, phénomène assez rare lorsqu'il fait l'unanimité, personne n'envoie ses enfants à l'école. Renseignements pris auprès du seul villageois qui parle français, ayant travaillé par le passé pour un blanc, les paysans veulent garder leurs enfants à la terre, et s'ils vont à l'école — c'est inéluctable —, ils quitteront la terre.

DÉSIRÉ VEUT ÊTRE GENDARME

Le souvenir de Désiré revient alors. C'est un enfant de 12 ans qui parle un français impeccable et qui habite un village plus au nord, pas très loin de Garoua, une zone très chaude, pénible, où les conditions de vie sont plus difficiles et qui disait : « *Moi, je serai gendarme* ». Tout un programme quand on sait que gendarme, policier et douanier sont les métiers les plus convoités. Un gendarme est plus payé qu'un instituteur pour un niveau scolaire bien moindre. Avec un niveau C.E.P. on devient gendarme, alors

qu'on exige d'un instituteur le même niveau qu'ici ; mais surtout, le salaire réel d'un gendarme n'a pas de plafond — et ceci n'est pas particulier au Cameroun, mais à la majorité de l'Afrique.

Gendarmes, policiers et douaniers font de nombreux barrages fixes sur les grands axes, principalement à l'entrée et à la sortie des grandes villes et s'y livrent à une compétition zélée pour rançonner les camionneurs, chauffeurs de bus, voyageurs. Voilà des fonctionnaires qui ont compris que le péage n'avait pas besoin, comme chez nous, d'une infrastructure compliquée ni de cartes perforées. Et, pour ceux qui sont en infraction, on peut s'arranger... mais c'est plus cher. Quand on n'a pas d'argent, on se voit fouiller les bagages et prélever noix de coco, poule, pièce de tissu, bouteille... c'est selon.

Tout ça pour dire que Désiré avait déjà vu le mirage des villes, la puissance de l'argent, et que les paysans, eux, n'avaient pas envie d'être un jour rançonnés par leurs enfants.

Mais la gendarmerie n'est jamais qu'un des cadeaux empoisonnés qu'ont laissés les colonialistes pour perpétuer les structures, les frontières et le développement aberrants qu'ils avaient savamment mis en place. Et s'il fallait résumer de façon péremptoire la somme des impressions qu'on accumule en parcourant des pays comme le Cameroun ou le Centrafrique, ce pourrait être une sentence du genre "A bas le développement !", ou encore, sous forme de question "Faut-il expulser les blancs ?", en précisant que seuls

sont concernés les blancs qui travaillent en Afrique.

L'ÉTAT OU LES PAYSANS

VOILA de quoi faire hurler les intellectuels, les experts, les technocrates et les politiques. Ceux-ci, lorsqu'ils regardent le Tiers-Monde, ne voient que les intérêts des Etats, les statistiques, les planifications, la coopération entre les Etats, ce qui ne les empêche pas de placer le mot démocratie dans n'importe quel contexte. Cette attitude est tout simplement méprisante pour la grande majorité des oubliés : les paysans. Tant qu'on ne voudra pas ouvrir les yeux sur la condition et les intérêts des paysans il est inutile de faire semblant de s'intéresser au Tiers-Monde. Or, les paysans, qu'ils soient du Centrafrique, du Cameroun, du Niger ou de Haute-Volta, n'ont aucun intérêt au "développement".

D'abord, ils ne bénéficieront **jamais** de la manne, parfois généreuse, qui est fournie au Tiers-Monde par les Etats ou les associations charitables. Dans aucun domaine, on ne trouve un aspect du développement sur le modèle occidental qui soit profitable au paysan pauvre. Ne parlons pas de la structure étatique, aberration par essence dans ces pays aux frontières artificielles et aux nations tout autant artificielles. Ni de ceux qui sont chargés de maintenir ces structures et la coercition qu'elles impliquent : les forces de police, de gendarmerie et des douanes qui sont partout des foyers de racketteurs redou-

tés par la population.

Le racisme de la majorité des blancs du privé est une gifle quotidienne pour les Africains. Le colonialisme a gardé tout son arrogance d'antan. Un exemple parmi tant d'autres : en Centrafrique, une exploitation forestière dans la zone de grande forêt équatoriale, proche du Congo. Huit blancs. Environ 800 Africains. On abat les grands arbres et on les transforme en contreplaqué. Un manoeuvre africain gagne 10000 CFA, soit 200 francs par mois. Un contremaître blanc 1400000 CFA, soit 28000 francs. Autrement dit, un blanc du bas de la hiérarchie gagne autant que 140 manoeuvres africains. On se croirait à Prétoria ! Et 3000 blancs travaillent en Centrafrique dans le secteur privé. Honnêtement, quel est l'intérêt pour la R.C.A. de telles sociétés forestières ? Elles détruisent les derniers grands arbres de la forêt équatoriale qui sont le milieu écologique des Pygmées ; elles sont censées reboiser, mais elles ne le font pas ; le contreplaqué et les grumes partent pour l'Europe ; des blancs racistes y bâtissent des fortunes ; et les Africains y vivent plus mal que les paysans.

On pourrait cependant croire que dans certains secteurs, l'aide occidentale est positive. La médecine par exemple. Or, il n'en est rien. En R.C.A., au Cameroun, les paysans ou les citadins pauvres disent la même chose : « On va au dispensaire, on nous ausculte, et on nous donne une ordonnance, mais on ne peut pas payer les médicaments ». En effet, les médicaments viennent d'Europe ou d'Amérique et sont très chers. Au lieu de faire dépendre le Tiers-Monde des trusts pharmaceutiques, il serait plus intelligent de développer une médecine par les plantes dans les nombreux cas où elle pourrait être utilisée.

En agriculture, le colonialisme a remplacé les cultures vivrières par la monoculture (coton, café...). Les paysans sont devenus ouvriers agricoles et travaillent pour des salaires de misère. Les Etats africains prélèvent de maigres royalties. Les produits partent vers les pays industrialisés. Seuls les colons font de gros bénéfices. Et le paysan vit plus mal que lorsqu'il vivait en quasi autarcie. En R.C.A., il existe un Institut Supérieur de Développement Rural où les élèves apprennent l'agronomie et l'élevage. Là aussi, on pourrait voir un aspect positif de la coopération. Un professeur m'a détrompé : « La majorité des élèves finiront fonctionnaires au Ministère de l'Agriculture ! » Encore des ronds-de-cuir qui vont vivre sur le dos des paysans !

Aujourd'hui, l'Afrique n'a guère le choix. Elle a été entièrement colonisée et les maîtres ont fait de telle sorte que la décolonisation ne soit qu'une façade. Les blancs avaient réussi à jeter le discrédit sur la "tribu", le "primitif". Dès lors, les intellectuels noirs formés par les blancs n'avaient pas d'alternative. On pouvait rejeter le pays colonisateur, comme en Guinée-Conakry, mais on acceptait l'aide de Moscou pour l'indispensable "développement", et une fois de plus, un modèle du monde des blancs, très peu différent de l'autre, s'imposait peu à peu.

L'ARROGANCE DES COLONIALISTES

M AINTENANT l'Afrique reste divisée sur les mêmes critères que les occidentaux. Ceux qui se sont ingénies à

« LE GOUVERNEMENT SOCIALISTE FRANÇAIS N'A RIEN CHANGÉ. »



diviser le monde entre l'Est et l'Ouest (quelle de frères ennemis) ont gagné. Le non-alignement est vide de sens et les réserves vis-à-vis des occidentaux sont timides (on sait pourtant là-bas que les blancs ont déjà à leur actif deux guerres mondiales) et fourbissent leurs armes pour la troisième, mais on joue la carte du développement car il faut alimenter les caisses de l'Etat. Ainsi on additionne deux maux. On accepte sans réserve le progrès technologique qui va déraciner les paysans, mais on refuse les quelques idées progressistes qui pourraient venir des "démocraties" occidentales. En R.C.A., par exemple, on trouve des familles de 10, 15 ou 20 enfants. C'est la tradition. A la campagne, plus on a d'enfants, plus on a de bras pour cultiver la terre. Mais à la ville les gens commencent à comprendre que pour élever ses enfants décemment, il faut limiter les naissances. La raison d'Etat y est opposée. La densité de la population est très faible en R.C.A. Donc, aucune éducation sexuelle, aucune contraception et Dieu continue à faire les enfants. Bien sûr, la femme, comme les enfants, restent des inférieurs et doivent obéissance au chef de famille qui lui, peut être polygame s'il le désire.

Paroles de blancs entendues à Bangui en 1982 : « Bokassa était très bien. Les Africains sont de grands enfants. Il savait s'y prendre avec eux. Un pas de travers ? Pan ! pan ! et tout rentrait dans l'ordre... » « Le cerveau des noirs est plus petit. C'est pour ça qu'ils sont moins intelligents... » « Les petits blancs, ce sont eux qui composent avec les noirs. Ceux-là sont perdus. Aucune relation avec les noirs en dehors du travail »...

Bien entendu, le gouvernement socialiste français n'a rien changé et ne changera rien. S'il pouvait faire quelque chose d'intelligent ce serait de tout mettre en oeuvre pour que les Antilles, la Guyane, la Nouvelle Calédonie obtiennent une indépendance qui ne soit pas calquée sur le modèle africain. Et en finir avec le néo-colonialisme en Afrique. Mais ce n'est pas son souci. En cas de contestation de l'ordre colonisateur, les gendarmes mobiles ou la 11^e Division de Parachutistes sont prêts.

Ghislain BELLORQUET



POLOGNE

Clandestins parmi les clandestins, les libertaires polonais sont complètement méconnus sinon inconnus de ce côté-ci du rideau de fer. Bien que datant de plusieurs mois, le texte du groupe Sigma, de Varsovie, est à bien des égards intéressant.



SOLIDARNOŚĆ

Appel au mouvement libertaire de l'Ouest (Extraits)

LIBERTAIRES POLONAIS : LE RENOUVEAU ?

DANS les pays de l'Est, les activités des groupes libertaires ne cessèrent pas avec l'arrivée au pouvoir des léninistes. Ainsi, en Pologne, les tentatives visant à ranimer la tradition libertaire ont été nombreuses.

Peu avant la Deuxième Guerre Mondiale, la composante la plus forte du mouvement anarchiste polonais était l'*Anarchistyczne Federacje Polski* (Fédération Anarchiste polonaise), fondée en 1926. Son influence était considérable dans le bassin houiller de Silésie, à Varsovie et à Cracovie. Sous l'occupation allemande, l'AFP s'engage dans les activités de la Résistance, puis, après la fin de la guerre, se transforme en *Federacja Polskich Anarcho-Syndykalistów*, soulignant ainsi son évolution, déjà amorcée avant la guerre, vers l'anarcho-syndicalisme. La stalinisation, croissante de la société polonaise marquant les années 50, la FPAS n'arrive pas à se maintenir face à la répression et s'autodissout.

Le renouveau libertaire va voir le jour, vers le milieu des années 60, au sein de l'opposition de gauche et du mouvement pour les droits civiques. Ceci à l'initiative

de Zdzisław Szpakowski, ancien membre du FPAS, tenant des positions libertaires au sein du groupe de défense des Droits de l'Homme formé autour de Jacek Kuron. A partir de la création de Solidarność, Szpakowski va défendre les positions libertaires à l'intérieur du syndicat. Arrêté après la proclamation de l'état de siège, il est probablement encore détenu aujourd'hui.

A l'intérieur du mouvement étudiant la personnalité libertaire la plus connue est Abraham do Lata Jesse, "Aby J", clown dévastateur à la rhétorique acérée, qui finira par faire éclater l'association des étudiants, d'obédience communiste stricte. Aujourd'hui assez isolé, il vit à Varsovie où il s'efforce de monter ses happenings artistiques.

Les groupes libertaires actuels se sont créés pendant l'"été polonais" ou peu avant. Si on ne connaît pas le nombre exact de ces groupes, la plupart d'entre eux étant clandestins, on sait qu'il y avait des groupes importants à Varsovie, Cracovie, Lublin et Wrocław. Le nombre total de militants et sympathisants, avant le 13 décembre 1981, était estimé à 1000 membres environ.

NOUS sommes un groupe de libertaires et d'anti-autoritaires réunis, depuis début 1980, pour former le cercle de discussions "*Sigma*". Nous avons alors en commun une attitude critique face au système politique de notre pays. La plupart d'entre nous n'ont découvert l'anarchisme que plus tard, à travers la littérature.

C'est en effet au début des années 50 qu'ont été publiées en Pologne quelques œuvres de l'anarchiste russe Pierre Kropotkine : "*L'Entraide*", "*la Grande Révolution Française*", "*Autour d'une vie*", "*L'Ethique*"... Malgré leur tirage limité, elles n'en étaient pas moins accessibles dans les bibliothèques. Une autre source importante fut pour nous la collection "*Biblioteka Myśli Socjalistycznej*", qui publiait dans les années 60 des textes des socialistes utopiques (Owen, Saint-Simon, Fourier) ainsi que des ouvrages de Joseph Proudhon et Michel Bakounine. Il y avait également un recueil, très petitement édité, d'Edward Abramowski, importante figure de l'anarchisme polonais.

Ces textes, très souvent flanqués de commentaires marxistes-léninistes fidèles à la ligne officielle ou fréquemment défigurés par l'élimination de certains passages, ont cependant suscité un intérêt pour l'anarchisme, surtout en milieu étudiant.

TUTTI FRUTTI

UNE CERTAINE LOGIQUE "RÉVOLUTIONNAIRE"

La CIA serait-elle entrée au gouvernement sandiniste ? Telle devrait, en tout cas, être la conclusion à tirer si, comme d'aucuns l'affirmaient encore récemment, les massacres, déportations et tentatives d'acculturation des indiens Miskitos n'étaient que "pure invention impérialiste" visant à "poignarder dans le dos les combattants sandinistes en lutte dans les tranchées avancées du prolétariat mondial". Car, aujourd'hui, ce n'est plus la presse bourgeoise, ce ne sont pas des libertaires (voir Agora n° 13) ou quelque comité de soutien aux indiens qui l'affirment. C'est le ministre nicaraguayen de l'intérieur, Tomas Borge soi-même qui vend la mèche : « *Quand la révolution est arrivée sur la côte atlantique, elle ne savait rien des Indiens. Elle n'avait aucune connaissance ethnologique. Elle a donc commis des maladrotes, utilisé des méthodes parfois expéditives. Les Miskitos se sont rebellés, certains ont pris les armes contre nous. Nous avons été obligés de les réprimer. Il n'est pas dans la nature ni dans les intentions de notre révolution de réprimer, mais nous avons dû le faire* » (in "Le Monde" du 19/12/82).

Ainsi donc, les sandinistes auraient commis des "maladrotes" et "utilisé des méthodes parfois expéditives". Mais, comme de juste, ce sont les Miskitos qui ont fait les frais d'une telle myopie politique et, à en croire Borge, il n'y aurait là rien de scandaleux... Ben voyons, lorsque les bourgeoisies sont confrontées à leur propre crise, n'est-il pas dans la logique révolutionnaire d'en faire payer la facture aux travailleurs qui, bien évidemment, ont tout intérêt à encaisser sans broncher ?

MAROC - RÉPRESSION

Au Maroc il y a toujours :

— 130 prisonniers d'opinion, incarcérés au moins depuis 6 ans, certains depuis 20 et 10 ans ; deux sont condamnés à mort, cinq à perpétuité, d'autres à 30, 20 et 10 ans.

— Plus de 1 000 détenus : militants politiques, syndicaux ou simples manifestants, arrêtés et condamnés à l'occasion des journées de juin 1981.

Des centaines de disparus :

• des familles sahraouies arrêtées en 1976 dans le sud du Maroc ;

• 150 militaires condamnés après les coups d'Etat de Skhirat (1971) et de Kenitra (1972), puis enlevés dans leur prison en 1973, déportés dans le bagne de Tazmamart où ils meurent lentement dans des conditions affreuses de détention ;

• des dizaines de militants, d'étudiants, de lycéens ;

• trois français, enlevés chez eux par arbitraire royal, le 3 juillet 1973.

— Des dizaines de personnes, qui ont été libérées mais qui n'ont toujours pas recouvré leurs droits.

— Des centres policiers de torture et de détention dans lesquels toute personne arrêtée passe plusieurs mois ou plusieurs années avant d'être jugée.

— La pratique courant de représailles s'exerçant sur les familles de détenus ou de disparus, véritables otages du pouvoir.

— Des cas nombreux d'interdiction professionnelle.

— Des entraves continuelles au droit d'expression, de réunion, d'association, donc à la liberté syndicale et à la liberté de la presse.

— Des inégalités sociales, qui font coexister l'extrême richesse d'une minorité et l'extrême misère de sept millions de Marocains vivant au-dessous du seuil de pauvreté absolue.

Voilà le résultat du régime que Hassan II fait subir depuis vingt cinq ans au peuple marocain. Les Comités de lutte contre la répression au Maroc tenaient à le rappeler dans une lettre ouverte à Mitterrand au moment où celui-ci va réaliser une visite officielle dans ce pays. Solidarité des pouvoirs oblige, gageons que notre Président n'en soufflera mot à son collègue marocain.



— Hassan II

IRLANDE LIBRE

28 août 82 : trois jours après la création du Secrétariat à la Sécurité Publique, la France socialiste se lance à la chasse aux terroristes. Pour justifier le dispositif mis en place, on monte un coup d'esbrouffe en interpellant trois militants irlandais, à Vincennes, appartenant à l'Irish National Liberation Army (INLA). Encouragés en cela par un communiqué de la Présidence de la République faisant état d'arrestations "jugées importantes opérées dans les milieux du terrorisme international", les médias se lancent à corps perdu dans l'intox dont la palme revient sans doute à TF1...

Aujourd'hui, la baudruche a fini par se dégonfler. Des terroristes récemment débarqués en France ? En fait ils y vivaient depuis plusieurs années et les RG les filaient depuis des mois ! Ils préparaient un attentat à Amsterdam ? Les flics hollandais n'ont eu vent d'aucun préparatif allant dans ce sens... Ce sont de dangereux individus ? Aussi bien la RFA que la Grande Bretagne affirment ne pas trouver leurs noms sur leurs tablettes ! Ce sont des terroristes ? Allons donc, l'Irlande du Sud déclare bien les connaître, mais comme "politiques" et non pas "militaires"... Et tout à l'avenant !

Toujours est-il que Mary Reid, Mick Plunkett et Stephen King crouissent encore dans nos geôles. Afin d'amplifier la campagne de soutien, leur permettre de "cantiner" en prison, verser un acompte aux avocats et publier un appel à la presse, le **Comité Irlande Libre** lance une souscription. Tout versement est à libeller à l'ordre d'Annick Monot (mention "aide aux prisonniers") et à adresser à : "Irlande Libre", 1, rue Keller, 75011 Paris.

ERRARE AGORA EST

Dans le dernier numéro d'AGORA, à propos de la libération de Roger Noël emprisonné en Pologne, une illustration reproduisait une affiche de solidarité. Cette reproduction était tronquée de la signature des éditeurs, à savoir, la Fédération Anarchiste. A celle-ci, nous présentons nos excuses pour une telle "désinformation" et rappelons qu'effectivement cette organisation a développé un soutien très actif pour la libération du camarade Babar.

Fédération Anarchiste,

145, rue Amelot - 75011 Paris

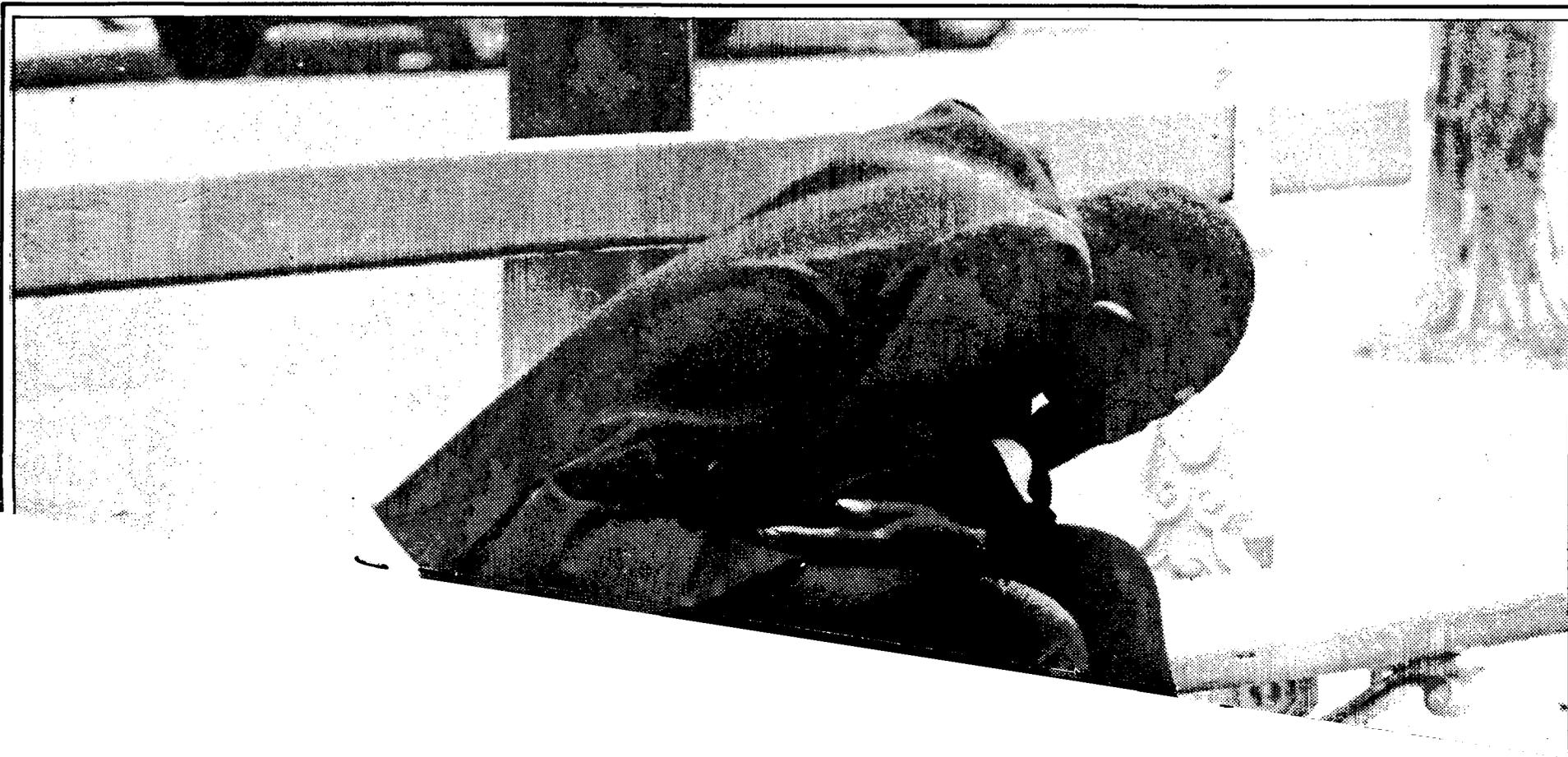
GRÈCE : PROVOCATION POLICIÈRE

Début octobre, cinq camarades d'Athènes ont été inculpés de violence contre les autorités, vol, coups, etc. Les faits : en janvier 82, à la suite de la répression contre les squatters anarchistes d'Athènes, Tessalonique et Eraclion, se tient un meeting libertaire dans les bâtiments de l'Université d'Athènes. Pendant le meeting, un provocateur est repéré dans la foule des assistants. Se voyant démasqué, celui-ci tente de fuir en prenant un otage et en le tenant sous la menace d'un couteau. Après une brève échauffourée, les camarades réussissent à le désarmer. Il se justifiera en se présentant comme un pauvre voleur utilisé parfois par la police pour espionner le mouvement anarcho-autonome d'Athènes et pour provoquer des incidents lors des manifestations de masse appelées par ce dernier. Sur lui, on trouve une carte d'identité établie au nom d'Agelos Dinitropoulos, chômeur. Les camarades l'expulsèrent après l'avoir photographié, couteau en main, auprès d'une inscription : « **Je suis un policier et je vends de l'héroïne** ». Cette photo fut immédiatement transmise à la presse. Peu après l'incident, des centaines de policiers encerclent l'Université dans l'intention de donner l'assaut. Après trois heures de face à face, ils finiront par quitter les lieux.

Par la suite il sera prouvé que le "provocateur" n'était pas un pauvre chômeur, mais bien un policier dont le vrai nom était Agelos Karpis. C'est une pratique policière constante que de violer ses propres lois en utilisant la provocation, la falsification et en occupant militairement le territoire universitaire. Dix mois après, 5 camarades se retrouvent donc inculpés de vol, violence à agent (!), etc. Le plus amusant de cette affaire, c'est que ces 5 là, dont les noms ont été fournis par le policier démasqué, étaient réellement absents du meeting en question. La police n'est plus ce qu'elle était...



**être étranger en France,
c'est être encore plus
dominé, fiché, contrôlé,
surveillé, méprisé,
surexploité, bâillonné,
expulsé, refoulé, pourchassé...**





et Basta!

agora mensuel libertaire b.p. 1214 31037 toulouse cedex

LA DERNIÈRE LIGNE DROITE !

ENTRE vos mains, le dernier numéro bimestriel d'AGORA. Pour nous, équipe de rédaction, s'ouvre maintenant une période de réflexion sur ce que doit être le mensuel, dans sa forme comme sur le fond. Fonction de vos encouragements et de nos désirs, de vos critiques et de nos possibilités, nous allons mettre en place ce premier galop d'essai du mensuel libertaire. Deux mois encore pour poursuivre le débat entamé par nos lecteurs sur la fonction de notre revue. Mais, deux mois aussi, pour accomplir le bond technique nécessaire. Et là, nous sommes encore loin du compte. Certes les abonnements se sont multipliés, la diffusion a augmenté, une dizaine de lettres s'entassent quotidiennement dans notre boîte postale. Mais, l'objectif n'est pas encore totalement atteint : doubler notre audience reste indispensable. Trouver de nouveaux lecteurs, de nouveaux points de vente, abonner des amis, diffuser AGORA... C'est sur cette dernière ligne droite, d'ici avril, que tout se joue. Nous comptons sur vous tous.

AGORA

COTE D'ALERTE

INQUIÉTANT. Après un bon départ, la souscription pour le local nécessaire à AGORA mensuel, s'essoufle légèrement. Nous n'avons accompli qu'un peu plus de la moitié du chemin et il ne reste que deux petits mois pour recueillir les quelques 8 000 F qui manquent. Ce n'est pas le moment de baisser les bras. Ce local il est là, presque prêt à fonctionner. Mais, pourrions-nous le conserver si vous ne nous soutenez pas pour le mettre totalement en place ? Il vous faut savoir que sans local, il sera extrêmement difficile de faire vivre notre mensuel. Il y a deux mois pour rendre possible l'existence matérielle de la revue. Vite, maintenant ça presse. La solution est dans vos poches.

Envoyez vos chèques à la revue, C.C.P. 37 1617 Y Toulouse, mention "un local pour AGORA."

SOUSCRIPTION LOCAL

Malet, Strasbourg (55) ; Julien T., Paris (200) ; Cariou, Marseille (115) ; Nadège A., Breteuil (200) ; Divers, Toulouse (35) ; Rochelet, Paris (55) ; Victor G., Orléans (100) ; Christophe, St-Mathieu (20) ; Du vignac, Créil (10) ; Jacques, Vierzon (200) ; Richard M., Châteauroux (100) ; Brunet, Le Puy (15) ; Andorin, Renazé (45) ; Clémence V., Colombes (300) ; Maurice, Colonge (100) ; Etourneau, Bordeaux (45) ; Barthélémy, Annonay (100) ; Jean M., Auch (100) ; Pierre B., Rouen (50) ; Collectif, Toulouse (500) ; Mormiche, Niort (45) ; Mazé, Paris (100) ; Raoul, Toulouse (100) ; Renée C., Montauban (150) ; Bocart, Reims (45) ; Roux, Dieulefit (30) ; Monique S., Amiens (150) ; Robert, Toulouse (150) ; Continente, Toulouse (45) ; Girod-Roux, Paris (45) ; Annie L., Bordeaux (35) ; Michel Fau, Paris (100) ; Cras, Brest (55) ; Al bouze, Orléans (45) ; Alain, Bordeaux (10) ; Joël, Bordeaux (100) ; Christine, Bordeaux (100) ; Michel, Toulouse (100) ; Alvarez, Toulouse (100) ; Thierry, Le Havre (100) ; Inès, Paris (100) ; Pistre, Paris (100) ; Boticario, Toulouse (60) ; Marcos, Thil (245) ; Mercelot, RFA (28) ; Letondor, Toulouse (55) ; Deret, Toulouse (45) ; Comité de soutien aux luttes des soldats, objecteurs et insoumis, Montpellier (45) ; Oustalet, Luchon (145) ; Mauriet, Tarbes (100) ; Robert d'Ag., Paris (45) ; Mayer, Cugnax (45) ; Bronner, Strasbourg (100) ; Belisson, Strasbourg (100) ; Nony, Périgueux (50) ; Gandini, Montpellier (45) ; Collectif Utilitaire Lyonnais, Lyon (45).

TOTAL ENTRÉES : 5 303,00 F
 ANCIEN TOTAL : 6 696, 70 F
 NOUVEAU TOTAL : 11 999,70 F

LYON AGORA RENCONTRE SES LECTEURS

le samedi 5 mars à 15 h.

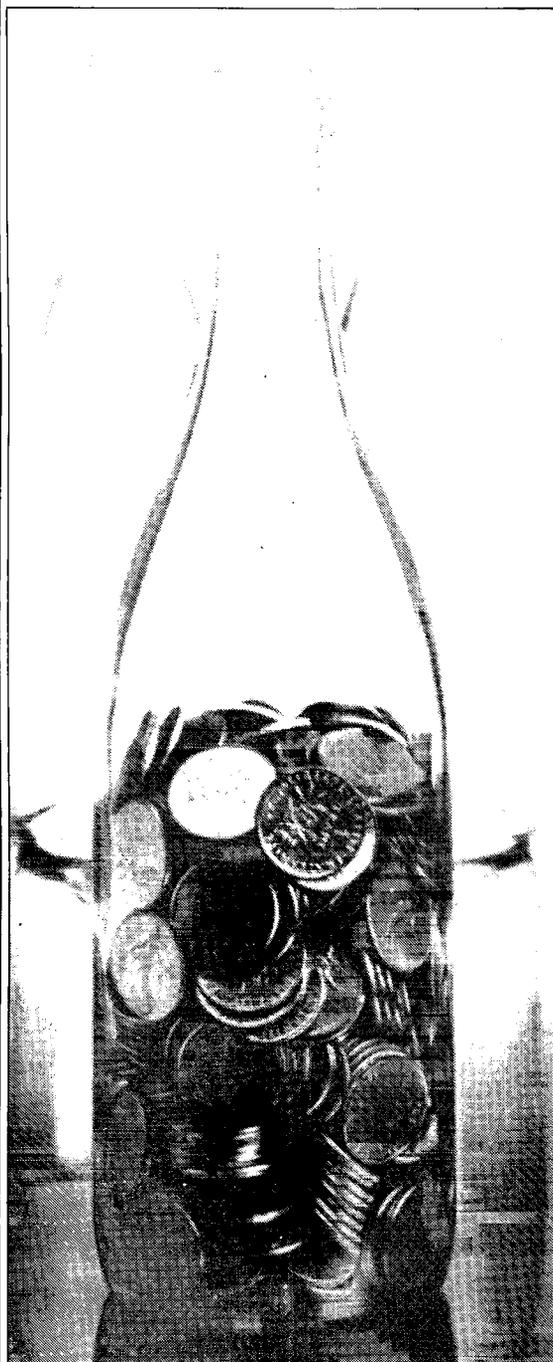
Librairie La Gryffe

5, rue Sébastien-Gryphe, 69007 Lyon.

BORDEAUX EN RÉUNION

LOCAUX de la librairie "L'En Dehors" refaits de neuf, présence - inattendue - d'une bonne vingtaine de personnes, la rencontre d'Agora avec quelques-uns de ses lecteurs bordelais s'annonçait bien. Et la réunion du 8 janvier fut à la mesure de ses prémises : l'absence de sectarisme, la diversité et la qualité des interventions comme le nombre élevé des intervenants furent l'occasion d'un véritable dialogue. Un débat assurément positif autour de la revue, de son contenu et de son graphisme, de ses orientations et de ses perspectives, put se dérouler, témoignant de la raison d'être d'une revue libertaire indépendante de toute organisation ou formation.

Les encouragements n'excluant nullement les critiques, les carences d'une publication qui est loin de nous satisfaire pleinement furent, bien entendu, évoquées au cours de ce fructueux échange. Mais, au risque de décevoir l'attente de certains de nos lecteurs, souhaitant qu'une revue davantage théorique, qui un organe d'expression davantage impliqué dans des formes d'intervention politique plus traditionnelles, la majorité des participants se reconnurent parfaitement malgré, ou plutôt à cause de leur diversité, de leurs sensibilités et préoccupations différentes, dans le projet d'Agora : une revue qui, par la variété des sujets abordés, le sérieux de ses articles et sa présentation, soit une revue d'information en prise sur l'actualité. Une revue qui, dans le ton comme dans la forme, soit éloignée du dogmatisme et des états d'âme pour s'efforcer d'être lisible et utilisable par le plus grand nombre d'appariteurs. Une revue qui ambitionne d'apparaître, enfin, comme un véritable organe de presse de presse libertaire. L'Agora trimestriel, puis bimestriel né voici trois ans est fini. Reste à construire, ensemble, l'Agora mensuel. La rencontre de Bordeaux fut, à cet égard, bien plus qu'un encouragement : une incitation.



FRANCE, TERRE D'EXIL ?



*Etranges étrangers
Kabyles de la Chapelle et des quais de Javel
hommes des pays loins
cobayes des colonies...
Apatrides d'Aubervilliers
brûleurs des grandes ordures de la ville de Paris
Tunisiens de Grenelle
embauchés débauchés
manœuvres désœuvrés...
Enfants du Sénégal
dépatriés expatriés et naturalisés...
Etranges étrangers
Vous êtes de la ville
vous êtes de sa vie
même si mal en vivez
même si vous en mourez.*
Jacques PREVERT

EMIGRÉS ou migrants, immigrés pour fuir la répression ou pour échapper à l'extrême pauvreté, fréquemment exilés pour survivre en tout cas, les étrangers résidant en France sont, plus encore que par le passé, confrontés à l'intolérance et à la xénophobie d'une société qui voit en eux de commodes boucs émissaires. Victimes de tractations policières, objet de négociations économiques et diplomatiques, les voilà devenus l'enjeu de sinistres marchandages entre Etats.



DROIT D'ASILE

LIBERTÉS AU RABAIS

INTERVENANT en pleine déliquescence de l'extrême-gauche, l'extradition de Klaus Croissant allait permettre la relance, toute ponctuelle, de la mobilisation. Ce combat fut, hélas, perdu. Dès lors, la tradition du droit d'asile, issue de la révolution française, était rompue. Les extraditions devaient se succéder sans qu'un puissant mouvement soit à même de s'y opposer !

On était en droit d'espérer que la gauche, arrivée au pouvoir, renouerait avec la vieille "tradition républicaine". Sur ce thème, comme sur bien d'autres, nous devons rapidement déchanter...



L'ancienne majorité présidentielle avait bougrement innové en matière de droit d'asile et d'extradition. C'est à Marcellin que l'on devait le principe, inventé de toutes pièces de "neutralité politique des réfugiés" sous peine de se voir expulsé du territoire français. Et c'est au régime giscardien que l'on était redevable de l'introduction de cette autre notion, non moins aberrante, de "gravité des faits". L'extradition, en 77, de Klaus Croissant accusé par la RFA d'avoir servi de "boîte aux lettres" à la bande à Baader ou celles, en 79, de Piperno et Pace accusés, eux, de complicité dans l'assassinat d'Aldo Moro, étaient ainsi rendues possibles grâce à ce critère.

UNE POLITIQUE "GÉNÉREUSE"

LE 10 mai 81 allait, pour un temps, renverser quelque peu la vapeur. A "l'état de grâce" devait correspondre, en matière de droit d'asile, une politique dite "généreuse" dont bénéficièrent les Italiens fuyant la justice de leur pays, les Basques pourchassés par l'Etat espagnol ainsi que les Polonais d'après le 13 décembre ou les "boat people". Certes, les cafouillages ne manquèrent pas au sein de l'équipe gouvernementale qui, dès le printemps 81, nous offrait un spectacle édifiant : à Mauroy déclarant écarter la possibilité d'extrader les Basques de l'ETA, faisait écho Cheysson affirmant par contre que les demandes seraient examinées cas par cas. Defferre, pour sa part, nous honorait, une fois n'est pas coutume, d'une excellente prestation journalistique au "Nouvel Obs" déclarant refuser l'extradition de ces "combattants clandestins". Les hurlements d'horreur poussés à Madrid ne manquèrent pas, y compris dans les rangs du PSOE alors encore

dans l'opposition, qui s'insurgeaient devant un tel qualificatif attribué à de "dangereux terroristes" !

Enfin bien installée au pouvoir, la gauche était aux prises à de multiples pressions : ses collègues européens l'accusant de faire de la France un repaire de terroristes, la droite la qualifiant de laxiste. Ainsi, de déclarations de principe dans l'opposition en pourparlers une fois sur le trône, les désaveux commencèrent de pleuvoir tantôt au nom du faux dilemme du "souhaitable et du possible", tantôt plus prosaïquement au nom de la raison d'Etat. Il est vrai que les alibis d'un tel revirement ne manquèrent pas. Les attentats comme celui de la rue Marbeuf en avril ou de la rue des Rosiers en août derniers en fournirent un sur mesure : la nécessaire lutte contre le terrorisme...

Dès lors, c'en était fini des précédentes déclarations s'attachant à distinguer le "terrorisme intérieur" aux origines socio-politiques du "terrorisme international" aux actes souvent aveugles et de logique étatique.

LE DISPOSITIF ANTI-TERRORISTE

LE 17 août, nous apprenions par la bouche même de Mitterrand, la mise en place d'un dispositif anti-terroriste approuvé le lendemain par le conseil des ministres : création d'un secrétariat d'Etat à la sécurité publique, rétablissement des visas pour les étrangers et création d'un mégafichier pour super-terroristes hyperdangereux !

Franceschi se trouvait bombardé chef dudit secrétariat et flanqué du cow-boy de service, l'assassin de Mesrine alias commissaire Broussard récemment nommé flic

suprême de la lutte anti-terroriste en Corse. Une semaine après, c'était l'entrée en scène du patron du GIGN, le chef d'escadron Prouteau, nommé "conseiller technique à l'Elysée chargé de mission de coordination, d'information et d'action contre le terrorisme". Les hommes de l'ancien régime remontaient donc en première ligne et l'armée entraînait également en lisse, via le GIGN (1), au plus grand dam des services de police. Une telle équipe ne devait pas tarder à porter des "coups mortels" au terrorisme international d'origine étatique et opposer ainsi un cuisant démenti aux accusations de laxisme. On procéda, avec l'apport publicitaire des médias, à l'arrestation de trois Irlandais à Vincennes et, le lendemain, on frappait un grand coup... à la porte d'Oreste Scalzone ! L'hilarité serait de rigueur si l'affaire ne témoignait d'un inquiétant revirement politique ne laissant rien augurer de bon pour les jours à venir.

Parallèlement à ces coups d'épée dans l'eau, le débat reprenait de plus belle autour du thème du droit d'asile. En plein mois d'août, le premier flic de France déclarait sans détours : « Les effectifs de la police de l'air et des frontières ont été considérablement renforcés depuis que je suis ministre de l'intérieur et de nombreux indésirables en France ont été refoulés à nos frontières » (2). Il allait même jusqu'à laisser entendre que les réfugiés politiques en France ne seraient pas pour rien dans le terrorisme !

Afin d'éviter des déclarations contradictoires, toujours préjudiciables à l'image de marque comme ce fut le cas entre les ministres de l'Intérieur et de la Justice à propos des contrôles d'identité (3), on instaure des consultations régulières entre Defferre et Badinter, Mauroy jouant les arbitres. C'est ainsi que firent à nouveau surface des notions que l'on avait la faiblesse de croire oubliées. A commencer par l'hypocrite "obligation de réserve des réfugiés" laissant clairement appa-



raître que l'on veut bien accorder le droit d'asile à condition que son bénéficiaire ne vienne pas envenimer les excellentes relations de bon voisinage ou commerciales entre la France et le pays d'origine... Comme le déclarait l'ex-ministre de la coopération Cot : « Si le gouvernement veut rétablir le droit d'asile malgré les complications internationales qu'il engendre, il demande en contrepartie aux bénéficiaires de ce droit d'asile d'observer la nécessaire obligation de réserve, sans laquelle une telle politique n'est pas tenable » (sic).

Refusant de signer les conventions de Dublin et de Strasbourg (4), le gouvernement n'en voulait pas moins faire montre de bonne volonté. On a donc chargé Badinter de présenter, le 25 octobre dernier, à Luxembourg, une proposition française en deux volets : la création d'un tribunal européen chargé de juger tous ceux donc l'extradition serait refusée et une convention européenne sur les extraditions.

LA FIN DU DÉLIT POLITIQUE

CERTAINS ont cru y voir la renaissance de l'espace judiciaire européen si cher à Giscard. Non sans raison, mais à une nuance près tout de même, qui vaut d'être retenue comme illustration d'une politique qui veut taire son nom. Car si la Convention Européenne Anti-terroriste de 77 prévoyait, en cas de refus d'extrader, que l'accusé soit jugé par le pays d'accueil, la "Convention Européenne d'extradition" (notez le distinguo !) éviterait ce pénible devoir en se déchargeant sur le tribunal européen. Les apparences seraient sauvées et l'hypocrisie sans bornes.

La proposition française n'a pas eu l'heur de plaire aux partenaires européens qui lui ont réservé, à ce jour, un accueil plutôt froid,

mais qui en ont bien saisi l'intention. En effet, le ministre hollandais de la justice devait déclarer, au sortir de la rencontre de Luxembourg : « On nous demande de résoudre un problème national. Ce n'est pas notre affaire ici », laissant clairement entendre qu'il s'agissait en fait d'un simple artifice français afin de sauver les apparences aux yeux de son opinion publique...

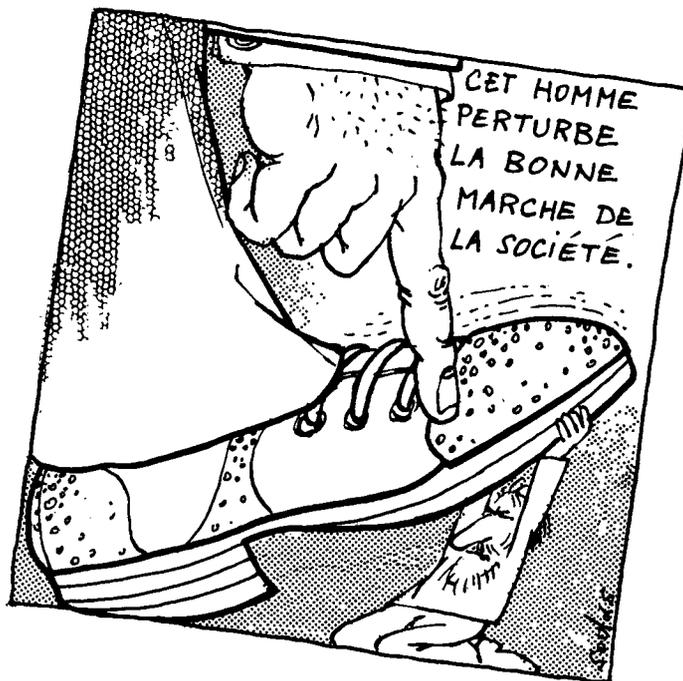
Quant à la nouvelle politique d'extradition, elle réintroduit la notion de "gravité des faits" et précise noir sur blanc que « la nature du système politique et judiciaire de l'Etat demandeur » sera prise en compte. Gare donc aux ressortissants des Etats européens qui, comme chacun sait, sont un modèle de démocratie car, comme devait le déclarer

Mauroy : « Il faut distinguer la révolte contre l'oppression (...) et le terrorisme au sein des démocraties, dans des pays, comme la France, où les citoyens bénéficient de tous les moyens de s'exprimer et d'abord du droit de vote » (5). Notre premier ministre n'hésitant d'ailleurs pas à invoquer les ordonnances de 59 pour mobiliser contre le terrorisme toutes les ressources de l'Etat : police, armée, justice "et tous les autres services publics" (sic !).

Après l'empoignade verbale Defferre/Badinter sur les contrôles d'identité se soldant par la victoire des thèses du premier flic de France, après la décision de maintenir aussi bien les visas que l'informatisation des cartes de séjour pour les étrangers, c'est aujourd'hui l'atteinte au droit d'asile qui vient confirmer les revirements et désaveux d'une gauche au pouvoir menant une politique que la droite n'aurait pas à renier.

NOTES

- (1) Pour l'anecdote, si l'on peut dire, les mésaventures du n° 2 du GIGN, le capitaine Barril, méritent d'être contées. Ce super-gendarme, à la tête de l'une des équipes de choc de la lutte anti-terroriste, avait "oublié" chez un ami, il y a quelques mois, détonateurs, mèches et munitions provenant du GIGN. L'ami en question était en outre impliqué dans un trafic d'armes entre la France et la Belgique. Mais, plus fort encore, le co-inculpé de Barril dans cette fâcheuse affaire est un ex-mercenaire, militant d'extrême-droite... (Voir "Le Canard Enchaîné" du 10/11/82.)
- (2) "Le Monde" du 10/9/82.
- (3) Voir, à ce propos, Agora n° 11.
- (4) Les conventions de Strasbourg (27/1/77) et de Dublin (4/12/79) tirent un trait sur le droit d'asile pour raisons politiques. La liste des actes auxquels on dénie le caractère politique est telle que seuls en réchapperaient les délits de presse.
- (5) "Le Monde" du 3/4/82.





repères

BOUCS ÉMISSAIRES

SOURIEZ, VOUS ÊTES FICHÉS !

AU cours de la prestation télévisée du 17 août dernier, Mitterrand nous faisait l'agréable surprise de dévoiler la mise en place d'un « *fichier central informatisé du terrorisme, avec l'ensemble des données de caractère international* ». Nul doute que la vague d'attentats de cet été était à l'origine de cette décision puisque la source, généralement bien informée, révélait qu'elle avait été prise en... mai ! Seconde surprise : la Commission Nationale "Informatique et Libertés" nous apprenait peu après ne pas en avoir été... informée ! Décidément, ça commençait bien !

Il faudra attendre un mois pour que Defferre saisisse, enfin, la CNIL d'une demande d'élargissement du sous-fichier "violence" des Renseignements Généraux. Dans l'intervalle, les chiffres allaient bon train à propos des futurs fichés : 25000, 60000, 100000.

Nous savons aujourd'hui — ou croyons savoir — que la matière de départ pour le fichier "VAT" (violence-attentats-terrorisme, nom suggéré par la CNIL) proviendrait de quatre sources : les 2000 fiches du sous-fichier "violence" des R.G., les 40000 versées par la PJ, les 30000 de la DGSE (ex-SDECE) et quelque 1000 aimablement fournies par le "parent pauvre" : la DST. La CNIL s'empressait d'indiquer que le total ne fait pas — contrairement à toutes les apparences — 73000 fiches car ce serait sans compter sur les innombrables "doublons". En outre, ajoutait-elle en guise d'apaisement, elle a fixé à 60000 le chiffre maximum des personnes concernées. Toutes choses qui, en effet, ne peuvent que nous rassurer... D'autant que d'autres "verrous" seraient établis, à com-

mencer par le nombre de terminaux n'excédant pas les 50 et ainsi répartis : un pour le Service Central de la Police de l'Air et des Frontières (PAF), une dizaine pour les services extérieurs de la PAF (aéroports, postes-frontière), une autre dizaine pour les sections "recherche" des RG, un par service régional de la PJ, un pour la Préfecture de police de Paris et un, enfin, pour la Présidence de la République. Comme on s'en doute, le secret sera bien gardé et seuls quatre à cinq fon-

ctionnaires par terminal seront habilités à l'interroger. Ce qui ne fait, somme toute, que 250 flics au parfum, chiffre on ne peut plus modeste, étant entendu que les heureux élus s'interdiront, il n'est pas douteux, de communiquer le moindre renseignement à leurs collègues moins chanceux, ben voyons !

Les 25000 fiches déjà recensées se ventilent ainsi : un quart de Français et trois quarts d'étrangers. La répartition politique étant, pour sa part : un tiers conséquent pour les terroristes internationaux, un tiers large pour l'extrême-gauche, le dernier petit tiers restant pour séparatistes et l'extrême-droite qui, si l'on en croit la place accordée, ne compte guère de terroristes dans ses rangs, comme chacun sait !

Ainsi donc, seront fichées les personnes "convaincues" de terrorisme, leurs amis et proches ; mais aussi les "terroristes potentiels" de par leur profil (origines, engagement politique), leurs amis et leurs proches, voire l'ami-d'un-proche-d'un-terroriste-potential, etc. Le modèle allemand pointe son nez.

Mais non, foutaises que tout cela nous reconforte la CNIL. N'a-t-elle pas pris toutes les précautions en interdisant rigoureusement les interconnexions de VAT avec d'autres fichiers, notamment ceux de la gendarmerie ? Ce qui est certes une garantie supplémentaire, surtout lorsque l'on sait que DGSE et gendarmerie dépendent du même ministère de la Défense. Nul doute, par conséquent, que les agents des services spéciaux français s'interdiront de demander le moindre tuyau à leurs confrères gendarmes : le code déontologique de la barbouzerie est en effet des plus stricts en la matière !



CAMBODGE : LES RÉFUGIÉS "OUBLIÉS"

Réfugiés politiques ou émigrés économiques ? Quoi qu'il en soit, fuyant l'invasion vietnamienne, nombre de Cambodgiens réfugiés en Thaïlande ont été regroupés dans des camps. Celui de transit de Phanat Nihon regroupe 5512 d'entre eux que la France, dans sa "généreuse" politique de juin 81, acceptait en principe d'accueillir. A cette fin, outre le quota de 1000 réfugiés indochinois par mois, on se déclarait prêt à accueillir un "contingent exceptionnel" de 6000 Cambodgiens. Le total pour 81-82 aurait dû être de 18000.

Oui, mais voilà : des promesses aux applications il y a tout le fossé du "réalisme" et des revirements de la gauche. Ainsi, seuls 1300 réfugiés ont été accueillis par mois, quota abaissé à 900 en juin dernier. Tant et si bien qu'un an après le 10 mai, le retard enregistré dépassait 5000 personnes.

Il y a bien eu, en juin 82, une réunion interministérielle sur les réfugiés, mais elle ramenait le quota à 450 réfugiés par mois en provenance d'Indonésie, d'Ho-Chi-Minh-Ville et de la Mer de Chine. Et la Thaïlande, là-dedans ? Mystère, le conseil des ministres n'en souffle mot !

Aujourd'hui donc, 5512 personnes attendent toujours que la France daigne "honorer ses engagements" tandis que les autorités thaïlandaises menacent de les renvoyer chez elles si leur départ n'intervient pas rapidement... Il est des "oubliés" qui s'apparentent à des condamnations à mort.

FRONTIÈRES REPRESSION





LA barque du socialisme est à la dérive au large de la France, cette terre d'exil. Les embruns sur le Golfe de Biscaye cachent les promesses électorales du candidat Mitterrand. Si le gouvernement navigue à vue, les réfugiés basques craignent de se briser contre les nouveaux écueils...

PRIS DANS L'ÉTAU SOCIALISTE

QUE l'on reconnaisse à un individu un droit à l'asile ou que l'on fasse obligation à un Etat d'accorder ce droit, on signifie que le concept de protection réside aussi bien dans la nature des choses que dans l'esprit des lois.

Mais celles-ci sont aussi floues que possible. Ni la loi du 10 mars 1927, ni la Convention Européenne d'extradition de Paris de 1957, ne définissent le délit politique. Il y a, dans ce vide législatif, un champ d'interprétations possibles qui confère au gouvernement une entière liberté d'appréciation, laissant ainsi la porte ouverte à l'arbitraire.

LE FAIT DU PRINCE

L'ATTITUDE des gouvernements successifs face aux exilés politiques basques illustre, fort à propos, cette nature élastique du droit d'asile.

Celui-ci a été, de tous temps, le fait du prince. Pendant des années, les exilés basques en France ont été soumis aux aléas des relations franco-espagnoles. Peu d'accrocs toutefois, hormis quelques assignations à résidence ou la dissolution sous Pompidou de l'ETA, plaçant de ce fait ses militants en infraction avec la législation française et rendant leur situation délicate.

Sous le bon roi Giscard, on innovera, livrant aux autorités espagnoles, début 78, le basque Aldalur, soigné à l'hôpital de Bordeaux pour de graves blessures reçues dans sa fuite vers le territoire français. L'ancienne majorité pourra récidiver le 30 janvier 79. Giscard ne laissera pas échapper cette nouvelle occasion et remettra entre les mains de la police espagnole 7 réfugiés basques. Ils devront être hospitalisés, suite aux tortures subies dans les commissariats de la "jeune démocratie espagnole".

Mais parfois la Justice n'entérine pas les mœurs giscardiennes. Ainsi, Apaoloza et Goikoetxea, incarcérés la même année à Marseille, ne seront pas expédiés en Espagne, malgré les demandes répétées de ce pays.

Cette année 79 voit également la fin du statut de réfugié pour les ressortissants de l'Etat espagnol en raison du label "démocratie" qu'il se voit décerner. Dès lors, la situation des exilés se dégrade. Sans papiers (seul



un récépissé trimestriel leur sera délivré), ils se voient contraints de vivre d'expédients et sont soumis à l'arbitraire des autorités françaises.

Le candidat Mitterrand promet pendant sa campagne électorale de mettre fin à cette situation. Mais il s'agit bel et bien d'une promesse électorale...

Si, en juin 81, Defferre, ministre de l'Intérieur, soulève la colère du gouvernement et de la presse espagnols, en faisant un parallèle entre la lutte des militants de l'ETA et ses propres faits de Résistance, ce seront une fois de plus les exigences des relations extérieures qui

façonneront la doctrine en matière de droit d'asile. Quand Madrid s'enrhume, les exilés basques éternuent sous les brumes de l'île d'Yeu !

Mais le gouvernement de la France proclame encore que son pays, terre d'accueil, n'extradera plus jamais ceux qui se réfugient sur son sol.

LA DÉRIVE SOCIALISTE

IL aura fallu l'été pétaradant de 1982 pour que la dérive socialiste fasse chavirer tant de belles promesses. Pour apaiser une opinion publique apeurée par les retombées du "terrorisme international" d'une part ; pour saluer l'arrivée au pouvoir des socialistes espagnols, d'autre part.

Pouvait-on, en effet, continuer à refuser à Felipe l'extradition des terroristes basques comme on l'avait refusée à ses prédécesseurs ? Certes, non !

La dérive socialiste est digne de figurer dans les manuels de droit. Elle est passée par toutes les phases que le droit d'asile lui-même a revêtues le long de l'histoire.

D'une conception quasi religieuse — où la demande même d'asile impliquait le droit à la protection —, les socialistes passent à la conception territoriale — où le droit d'asile relève de l'Etat. Bientôt ce droit devient diplomatique et dépend des rapports internationaux. Avec les propositions de Robert Badinter, approuvées le 10 novembre par le Conseil des ministres, la conception socialiste du droit d'asile est politique.

En effet, l'introduction de concepts tels que "violence acceptable" et "espace démocratique" érigent la politique comme mesure du droit d'asile.

Mais peut-on restreindre le droit d'asile sans tomber dans l'arbitraire absolu ? Et de quel droit la "démocratie bourgeoise" deviendrait-elle une valeur universelle ? La social-démocratie sera-t-elle bientôt le nouvel instrument de mesure des droits de l'homme, l'étalon face au droit d'asile ?

Une chose est sûre, dès maintenant : les mois à venir vont être marqués par le durcissement du gouvernement français vis-à-vis des exilés basques... Sale temps pour le droit d'asile !



repères

ITALIENS

L'ALIBI ANTITERRORISTE

ITALIENS et Basques sont deux exemples, parmi bien d'autres, d'Ides réfugiés soumis aux aléas de la politique extérieure de la France. Une politique qui semble désormais reposer sur deux piliers essentiels : désaveu et hypocrisie.

LES discours ministériels et la politique "généreuse" du gouvernement socialiste devaient attirer en France plusieurs centaines de militants Italiens poursuivis dans leur pays. Les uns fuyaient des accusations les plus farfelues établies sur la foi de révélations des "repentis"; les autres fuyant un passé activiste avec lequel ils avaient rompu.

Après de longues tractations, ils allaient enfin obtenir un certain nombre d'assurances, émanant directement de collaborateurs de Mauroy, Defferre, Cheysson et Badinter. Tout semblait donc aller pour le mieux. Prenons-en pour preuve la constitution, en juin 81, d'une Association des réfugiés politiques italiens regroupant d'anciens militants des Brigades Rouges, mais essentiellement d'anciens des groupes autonomes de "Prima Linea" et de "Potere Operaio".

RUPTURE D'UN CONTRAT

AVANT même que l'attentat de la rue des Rosiers ne vienne fournir l'alibi du désaveu, Defferre décidait de briser le contrat tacite ainsi établi, rejetant les réfugiés italiens dans l'incertitude la plus absolue. Le 4 juin 82 était arrêtée Maria-Grazia Barbierato, accusée par un "repenti" dont elle ignorait même le nom (la loi italienne promet, en effet, l'impunité, donc l'anonymat, en échange de la délation).

L'affaire Piperno était encore plus révélatrice. Extradé en 79 par Giscard, incarcéré puis libéré au bout de plusieurs mois par la justice italienne pour manque de preuves, Piperno se réfugiait à nouveau en France en 80, en toute légalité... Il eut la fâcheuse idée d'aller rendre visite à sa compagne, à Montréal, où une nouvelle demande d'extradition l'y attendait. Visite des geôles canadiennes et refus d'extradition. Enfin libéré, il décide, en juin 82, de rentrer en France, son lieu d'exil. Defferre le fait alors intercepter à l'aéroport parisien, le déclare indésirable (sic !) le 12 juin et le refoule vers le Canada...

Aux faits allaient succéder les déclarations. Le premier flic de France affirmait, en août : « Il n'est pas question de supprimer le droit d'asile, mais il est nécessaire de mieux définir ce droit avec plus de précision, car il n'est pas acceptable que des Français puissent être tués par des individus qui se réclament de



Oreste Scalzone.

ce droit sur notre territoire ». Outre la perle des plus significatives (*), l'amalgame "terroriste/réfugié politique" était lancé, Defferre feignant de croire que c'est parmi les réfugiés légalisés, venus parfois avec femmes et enfants, que se cachent les "terroristes internationaux". La suite devait confirmer qu'il ne s'agissait nullement d'une bavure, mais bel et bien d'un revirement complet.

Fin août, après lui avoir accordé une carte de séjour, le ministre de l'Intérieur faisait arrêter à son domicile Oreste Scalzone par la brigade criminelle, accompagnée pour la circonstance des flics italiens. Nous sommes déjà en plein délire étatique "anti-terroriste" : les trois Irlandais ayant été détenus la veille, on monte en épingle ces arrestations...

EXTRADITION : AVIS FAVORABLE

SCALZONE sera remis en liberté très surveillé le 15 septembre et Barbierato le 14 octobre. Mais au revirement gouvernemental devait, étrangement, faire écho celui de la justice qui, le 22 octobre, rendait un "avis favorable partiel" aux demandes d'extradition italiennes contre ces deux militants. Serait-ce là une concrétisation de ce que Mitterrand lui-même avait dénoncé du temps de Giscard à propos des extraditions de Piperno et Pace : à savoir les « pressions du pouvoir politique sur le pouvoir judiciaire », le premier « entendant ne pas déplaire à ses voisins » ? Tout nous porterait à le croire !

Dès l'instant qu'il suffit d'invoquer la "gravité des faits" pour dépolitiser une affaire, dès l'instant que le gouvernement français se prête — et avec quel empressement ! — à ces mesures liberticides, les inquiétudes des réfugiés italiens ne peuvent qu'être fondées. Chez des militants dont certains espéraient enfin pouvoir rompre avec un passé se soldant aujourd'hui en Italie par 4000 détenus politiques et 16000 inculpés, l'incertitude et l'angoisse ne peuvent que régner et pourraient bien, à court terme, les inciter à une fuite en avant... D'où la lettre envoyée en janvier 83 à Defferre par trois anciens des BR : « *Ou bien le gouvernement se décide en tournant le dos au droit d'asile, mais alors qu'il assume jusqu'au bout ses responsabilités, ou bien le gouvernement tient ses promesses, et dans ce cas qu'il nous délivre un titre de séjour régulier* ».

Le choix est en effet des plus simples. Mais le gouvernement, dont l'alignement sur les thèses européennes se fait chaque jour plus criant, tranchera n'en doutons pas pour la manière forte, proposant une réponse purement répressive à une question fondamentalement politique. La droite n'aurait pas procédé autrement...

(*) Un Defferre s'insurgeant de ce que les victimes d'étrangers soient françaises, il y a bien là une bourde qui mérite d'être relevée. Ce relent cocardier, frisant la xénophobie, n'a décidément rien à envier au lapsus de Barre sur les "Français innocents" au lendemain de l'attentat de la rue Copernic !



LE TEMPS DES INQUIÉTUDES

DISCRIMINATIONS, vexations et humiliations, racisme quotidien, le sort de millions d'allogènes venus en France louer leur force de travail n'a guère changé depuis le 10 mai. Au sentiment de précarité s'ajoute même, une nouvelle fois, celui d'insécurité : la politique de fermeture des frontières décidée par le gouvernement socialiste fait peser sur nombre de migrants la menace de l'expulsion ou du refoulement.

Des illusions rapidement dissipées

LE PC bien français avait beau s'être illustré, six mois auparavant, lors d'initiatives aux accents xénophobes (bull-dozer contre des travailleurs maliens à Vitry, encouragement à la délation à Montigny), l'arrivée de la gauche au pouvoir pouvait laisser espérer aux immigrés, à défaut d'une transformation radicale de leur situation, des améliorations non négligeables de leur sort. Aux prises de position rassurantes du PS succédaient les promesses électorales du candidat Mitterrand, promesses que son manifeste pour la campagne présidentielle articulait autour de trois axes : égalité des droits des travailleurs immigrés avec les nationaux (travail, protection sociale, chômage et formation professionnelle) ; droit de vote aux élections municipales et reconnaissance du droit d'association ; démocratisation de l'Office National de l'Immigration et lutte contre les trafics clandestins de main-d'œuvre, enfin.

La volonté affichée de « créer les conditions politiques d'une insertion sociale de la population immigrée » rompait avec la morgue et l'intransigeance de la politique précédente. L'annonce, juste avant l'été 81, de la suspension de toutes les expulsions, la mise en place d'une opération exceptionnelle de régularisation des « sans-papiers », comme la décision de mettre fin au refoulement des jeunes immigrés de moins de 18 ans, étaient encourageantes.

Il ne fallut pourtant que quelques mois pour que les mesures effectivement prises montrent leurs limites et témoignent, ce faisant, du peu de détermination des socialistes à mettre en œuvre la politique de « justice sociale » solennellement proclamée du haut des tribunes internationales. Enfin reconnu aux étrangers, le droit d'association était vidé de sa substance, aucun moyen concret ne leur étant donné pour en user. Non seulement les employeurs de travailleurs clandestins n'étaient aucunement l'objet de sanctions

mais encore les patrons pouvaient-ils, en retour, licencier en toute tranquillité nombre de leurs salariés. Que quelques BMW, utilisées dans les « rodéos » de la banlieue lyonnaise, finissent dans les flammes, et les engagements relatifs aux jeunes de moins de 18 ans s'envolaient en fumée...

Hypocrisie, opportunisme, les volte-face succédaient aux volte-face. Travaillant et payant des impôts, les migrants devaient se voir reconnaître le droit de gérer et de sanctionner la politique des élus. Droit purement formel, droit démocratique par excellence, le droit de vote allait être reconnu aux immigrés, tout au moins de manière limitée : réservé aux seuls migrants résidant depuis au moins cinq ans sur le territoire national, il ne s'exercerait qu'aux élections municipales. Le candidat Mitterrand l'avait promis, son ministre des Relations Extérieures le rappelait, début août 1981, à Alger. C'était sans compter sur François Autain, orfèvre en la matière (puisque secrétaire d'Etat chargé des immigrés), qui tranchait le 12 août 81 : « Les immigrés ne voteront pas en 1983, l'opinion n'est pas préparée à une telle réforme. » Souci électoraliste, concession au chauvinisme ambiant, les migrants demeuraient privés du moindre des droits politiques.

A nouveau sans-papiers

PROFITANT aux affairistes et intermédiaires de toutes sortes, encouragée par le patronat et avalisée par les autorités, l'immigration clandestine avait pris, depuis la fin des années cinquante, une importance considérable : venus clandestinement ou comme pseudo-touristes, 80 % des migrants s'étaient, en 1967, fait régulariser par l'ONI après leur arrivée. La crise venue, la décision, prise dès juillet 1974 de porter un coup d'arrêt à l'immigration, n'empêcha nullement l'arrivée et l'utilisation de nouveaux « sans-papiers » travaillant, au noir, dans des conditions de précarité extrême. Restait à la



gauche à assumer l'héritage des gouvernements précédents.

Mise en œuvre en juillet 1981, l'opération de régularisation des « sans-papiers » avait pour ambition de légaliser la situation de travailleurs estimés, selon les sources de 240 000 à 300 000. Nul doute que les autorités se soient heurtées au blocage patronal : bénéficiant de l'impunité, des employeurs ont refusé de délivrer les certificats de travail exigés quand d'autres ont tout simplement préféré licencier des salariés remplissant les conditions demandées. Nul doute aussi que la procédure ait été quelque peu freinée par le manque de dynamisme des syndicats — des syndicats qui n'ont pourtant pas hésité à voir leur activité indemnisée par le Fonds d'Action Sociale, autrement dit par les cotisations sociales prélevées sur le travail des immigrés —, voire entravée par des fonctionnaires repoussant



repères

des dossiers « en raison de la situation de l'emploi » (sic). Le gouvernement ayant imposé des conditions fréquemment impossibles à réunir (être entré en France avant le 1^{er} janvier 1981, avoir un domicile fixe et un contrat de travail d'un an), point n'est besoin de s'étonner que l'objectif qu'il s'était fixé soit loin d'être atteint : saisonniers, marchands ambulants, chômeurs et intérimaires (particulièrement nombreux dans le bâtiment) ayant été exclus, seuls 120000 migrants voient leur situation régularisée ou en cours de régularisation.

Officiellement terminée depuis le 31 octobre 1982, l'"opération exceptionnelle" laisse désormais sans-papiers des dizaines de milliers d'immigrés. Ne se résignant pas à devoir retourner dans la clandestinité, plusieurs dizaines d'entre eux ont, par la lutte, obtenu que leurs dossiers soient réexaminés. Non sans difficultés : à Paris, il a fallu qu'une vingtaine de travailleurs originaires d'Afrique noire mènent, un mois entier, une grève de la faim, pour que le gouvernement y consente. A la générosité affichée du candidat Mitterrand autrefois scandalisé par la situation des Turcs de la confection répond désormais la fermeté méprisante du chef de l'Etat. Isolés,

non-coordonnés, privés de tout soutien syndical et politique, les immigrés acculés à demeurer en situation irrégulière se heurtent, bien plus encore que par le passé, au mur de l'indifférence. Et de la répression.

La chasse au faciès est à nouveau ouverte. Coupables de ne pas pouvoir, bien malgré eux, présenter tous les papiers exigés, coupables de vouloir résider en France, des migrants sont, chaque semaine, traduits par dizaines devant les tribunaux, condamnés pour un ou trois mois à la prison, puis refoulés, expulsés, chassés : le 5 novembre, 590 avaient déjà été reconduits aux frontières. La régularisation étant, du reste, toute provisoire (la durée de validité de la carte attribuée est fixée à un an), innombrables sont les étrangers menacés d'être, cette année, victimes d'une semblable mesure.

La fermeture des frontières

LES effectifs de travailleurs immigrés se sont stabilisés depuis quelques années, l'économie n'a pas, n'a plus besoin de nouveaux migrants. Ou du moins, les flux de main-d'œuvre internes à la Communauté Economique Européenne, la présence régulière de saisonniers, l'arrivée de réfugiés (venus de Pologne et du Sud-Est asiatique essentiellement) et le potentiel énorme que représentent les jeunes de la "deuxième génération" suffisent aujourd'hui à répondre à la

demande de travailleurs mobiles, précaires et déqualifiés. La "souplesse" du marché de l'emploi étant de la sorte assurée, le gouvernement peut se targuer de motifs humanitaires et/ou démagogiques pour « faire respecter strictement l'arrêt de toute nouvelle immigration de main-d'œuvre » (1). Le contrôle des conditions d'entrée sur le territoire est devenu si strict que tout prolétaire originaire d'un pays du tiers monde est traité tel un clandestin cherchant à s'introduire frauduleusement en France pour y partager le sort ô combien remarquable de ses migrants.

Visas d'entrée, visas de sortie du territoire, la fermeture des frontières déjà amorcée sous le règne de Giscard prend dès lors une dimension alarmante. Qu'importent aux socialistes la libre circulation des personnes et le respect des engagements internationaux : c'est sous couvert de "sécurité" — ce maître mot — et de protection de la main-d'œuvre nationale qu'ils soumettent à autorisation le déplacement des étrangers : seuls les ressortissants de 46 pays échappent à ce jour au rétablissement des visas.

Mais dès lors qu'on n'exige pas d'eux l'obtention d'un tel document, et pour peu qu'ils ne proviennent pas de pays capitalistes dits "avancés", les étrangers se présentant aux frontières sont menacés d'être refoulés vers leurs pays d'origine si, en plus de leur passeport et de leur billet de retour, ils ne sont pas en mesure de présenter un certificat de garantissant leur hébergement dans une famille amie. Loi — relativement — libérale, décret d'application introduisant des dispositions vexatoires, circulaire plus restrictive encore,

PRÉCIEUX HOMMES-OUTILS

Recours massif aux travailleurs étrangers pendant la première guerre mondiale, après la Libération, puis, surtout, dans les années soixante ; licenciements non moins massifs à la suite de la dépression de 1929 et, une nouvelle fois, depuis 1974, l'importance des flux migratoires est, à l'évidence, déterminée par les soubresauts de l'économie. A la fois conséquence de la croissance des pays industrialisés et séquelle du sous-développement des pays dominés, l'immigration est pourtant moins un phénomène conjoncturel lié aux périodes d'expansion qu'une donnée essentielle des structures capitalistes européennes.

17 % des travailleurs de la métallurgie, plus du tiers des ouvriers du bâtiment et des travaux publics, 46 % des OS employés sur les chaînes de montage sont, aujourd'hui, en France, des migrants. Construction automobile, entretien de la voirie, réalisation des routes, barrages et autres immeubles reposent, en grande partie, sur la surexploitation d'hommes déracinés, exilés pour survivre. L'arrêt théorique de l'immigration n'a en rien freiné la montée du chômage alors même que la main d'œuvre immigrée est durement touchée par la récession. Retour au pays, déplacement, reconversion aussi rapide que déqualifiante, le pourcentage des migrants inscrits au chômage n'est cependant guère plus élevé que celui des chômeurs autochtones.

Très grande mobilité, source de surprofits — pour un même travail, le salaire des immigrés est inférieur de 18 % à celui des français —, extension de l'échelle des



salaires et dégradation des conditions de travail, l'utilisation de cette couche la plus vulnérable de la classe ouvrière a, pour le patronat, bien des avantages. Autrefois l'un des moteurs de la croissance, le recours aux migrants permet désormais d'entreprendre à moindres frais la restructuration de secteurs archaïques et/ou en pleine mutation : 22000 immigrés ont été récemment licenciés des usines automobiles et, sur 385000 emplois industriels supprimés entre 1976 et 1981, 225 000 étaient occupés par des migrants.

Raison d'être de leur exil, le travail bouleverse profondément l'existence des immigrés. Victimes désignées des accidents du travail, fréquemment atteints de maladies

psychosomatiques, ils sont de toute façon inexorablement marqués dans leur corps par les besognes les plus pénibles, répétitives, insalubres et dangereuses auxquelles ils sont astreints. Mais qu'ils osent revendiquer, viennent à être privés d'emploi ou exercent une activité considérée comme non productive et les voilà, telles ces femmes algériennes venues dans le cadre des regroupements familiaux, sur le point d'être reconduits aux frontières. Disponibles à souhait, immédiatement rentables et jetables après usage, les prolétaires étrangers ne sont admis à résider en France que dans la mesure où ils se cantonnent à demeurer pure force de travail, hommes-robots, hommes-outils.



les maires, qui sont habilités à délivrer ce certificat, ont à leur disposition tout un arsenal répressif. Autorisés à refuser ce document s'il apparaît "notamment" que le visiteur « ne peut être hébergé dans des conditions normales » (sic), bien des édiles ne s'en privent pas tandis que des policiers s'opposent, sous n'importe quel prétexte, à l'entrée et au séjour d'étrangers, fut-ce dans le cas de visites familiales ou de simples voyages touristiques.

Laisant libre cours à l'arbitraire, traumatisante dans ses effets, l'application de cette nouvelle réglementation discriminatoire a donné lieu, lors des dix premiers mois de l'année 82, à 45625 "refoulements" de ressortissants essentiellement maghrébins : 45625 personnes méprisées, humiliées, remises de force dans le premier avion en partance pour leur pays et qui ne connaîtront de cette fameuse "terre d'exil" que le hall froid d'un aéroport et les visages fermés des représentants de l'ordre socialiste. Signe des temps : le Groupe d'Information et de Soutien aux Travailleurs Immigrés (GISTI, auquel se sont notamment joints la Ligue des droits de l'Homme et la CIMADE, organisations de gauche s'il en est) a saisi le Conseil d'Etat en vue d'obtenir l'abrogation des textes (décret du 27 mai et circulaire du 31 août 1982) au caractère "ségréguatif et humiliant".

(1) François Autain, in "Le Monde" du 17 novembre 1982.

DIFFÉRENCES

Diversité des cultures, multiplicité des ethnies, langues et traditions, il y a assurément, selon l'ancienneté de l'immigration et ses motifs, la perspective ou non d'un retour dans le pays d'origine, bien des manières d'être étranger en France. Quoi de commun, en effet, entre le migrant venu seul louer pour quelques années sa force de travail et la famille installée de longue date ? Entre les Italiens, considérés comme les mieux "intégrés" et les maghrébins, victimes désignées des contrôles policiers et assassinats impunis ? Entre l'étudiant ou le stagiaire venu parfaire sa formation de dominant et le réfugié politique fuyant le totalitarisme ? La nationalité "autre" définit l'étranger — notion juridique — et détermine son absence de droits politiques. Mais y a-t-il plus étranger que ces jeunes de la "deuxième génération", immigrés ici, émigrés là-bas, également rejetés par les deux sociétés dont ils sont le commun produit et qui se voient, tels les Algériens nés en France depuis 1963, dotés des deux nationalités ?

Divisés par leurs origines, subdivisés en résidents "temporaires", "ordinaires" ou "privilegiés", les étrangers vivant en France (4 223 988 en 1982, soit le double qu'il y a vingt ans mais représentant la même proportion de la population totale qu'en 1930, 8 %) sont loin d'avoir le même statut : aux trois types de cartes de séjour (valables 1 an, 3 ans ou 10 ans, renouvelables) correspondent trois sortes de cartes de travail, aux durées et conditions d'utilisation différentes, quand la seule carte d'identité est exigée des ressortissants des pays membres du marché commun. Renforcer les différences, séparer pour mieux exploiter : plus ou moins bien accueillis, plus ou moins mal acceptés plutôt, en fonction de leurs particularités ethniques et culturelles — et de leur faculté à renoncer à leur identité —, les immigrés sont l'objet d'une espèce de hiérarchisation des communautés que le patronat se plaît à encourager (aux usines de Renault-Flins, par exemple, 26 nationalités se partagent, d'une façon fort inégalitaire, les sales besognes).

Venus de 123 pays, mais essentiellement originaires de zones semi-industrialisées (Espagne, Yougoslavie, Pologne, Portugal) ou non-industrialisés (Afrique noire francophone, Asie du Sud-Est et, surtout, Maghreb), les allogènes sont pour la plupart des migrants, des prolétaires exilés. C'est avant tout leur place dans les rapports de production qui, déterminant des conditions de vie fréquemment déplorables, fonde leur "différence" : la peur de l'"autre" se double bien souvent de la traditionnelle crainte éprouvée à l'égard des classes laborieuses-dangereuses.



CRAYON NOIR

BATELLIER le dessinateur dans la rue

MILLE trois cents dessins, deux albums auto-édités et un troisième tout récemment paru, des dessins publiés dans une quinzaine d'organes de presse ayant pignon sur rue et bien d'autres "piratés" avec ou sans son accord, dans une foule de journaux militants au tirage modeste, Jean-François Batellier est maintenant connu d'un très large public. Mais il ne vit pas tant de son activité créatrice que de sa fonction d'animateur : c'est dans la rue, dans les facultés et les MJC, les usines et les fêtes, que, depuis douze ans, il expose ses réalisations sur des panneaux et en vend des reproductions aux passants.



AGORA : Le dessin dans la rue. Ta formule est originale, unique en son genre. Elle t'a fait reconnaître, non sans t'attirer quelques tracasseries policières. Comment en es-tu arrivé là ?

J.-F. BATELLIER : Entrave à la circulation des piétons, activités illicites sur la voie publique, attroupement de plus de trois personnes et même incitation à la délinquance, j'ai été, il est vrai, victime d'interpellations, amendes et autres intimidations. Chirac a fait machine arrière et la paix est beaucoup plus grande depuis trois ans sur le front policier. Pour ma part tout au moins.

Au départ, je n'exposais pas dans la rue mais dans les facs. Je dessinais comme un fou quand j'étais étudiant et, après Sciences-Po, j'ai présenté une première expo d'environ 200 dessins en janvier 1971. A l'époque, les facs c'était un champ libre total. Un principe de squatt du secteur universitaire. Mes panneaux sur une mobylette, j'ai commencé par les facs parisiennes. Je n'avais pas de permis de conduire et, avec un copain qui me servait d'assistant-chauffeur, on a ensuite fait la

tournée des facs en 1973. Une bonne dizaine de villes : les restaurants universitaires, les couloirs de facs, la vente de petites reproductions au détail. Ça marchait pas mal mais je me retrouvais pratiquement sans boulot cinq mois de suite, vu la durée des vacances. Obligé de vivre de petits boulots, tri de lettres et autres intérim, j'en suis venu à exposer dans la rue : Quartier Latin, festivals d'Avignon et La Rochelle...

AGORA : Mais tu n'as pas renoncé aux facs ?

J.-F. BATELLIER : Non. Les facs, aujourd'hui, ça rend pareil. Mais ce n'est pas la même atmosphère. C'est sympa, c'est studieux, un peu mort, un peu chiant. En 1971-1973, l'expo c'était un lieu de débat. Elle était entièrement dans la mouvance de 68, et dans les thèmes et dans l'atmosphère. Actuellement, c'est un spectacle. Bien accueilli en tant que spectacle. C'est une animation. Ce n'est plus intégré dans une mouvance comme ça l'était quasi-naturellement à l'époque. Ça a perdu son caractère militant. Pour moi, c'est devenu un truc commercial, je gagne ma vie. Je ne renie pas du tout cet aspect-là. Mais je n'ai pas l'impression que ce soit porté par un courant collectif et, à la limite, je ne représente plus que moi-même.

AGORA : La mouvance dont tu étais issu s'est effondrée, la gauche a accédé au pouvoir. Le caractère critique, contestataire de tes dessins ne s'en est-il pas senti ?

J.-F. BATELLIER : Je ne pense pas faire des dessins tellement différents maintenant qu'il y a dix ans. Peut-être un peu plus modérés parce que je suis devenu plus calme, politiquement modéré. La marée s'est retirée. Restait le côté plus personnel : Batellier créateur de dessins, Batellier animateur. Ce qui n'a pas changé dans l'esprit, c'est Batellier l'autonome dans sa mouvance, dans son autonomie intégrale.

Prenons le nucléaire. J'ai été très anti, j'ai

jamais été pro bien entendu, maintenant je suis surtout interrogatif. Si tu as affaire à des écolos sectaires, tu n'as pas le droit d'être interrogatif par rapport au nucléaire. Si tu arrives avec un dessin vaguement, très vaguement "je sais pas trop", ils vont te censurer. Les niveaux de censure existent partout.

J'ai été invité à une bonne dizaine de fêtes du PS. Avec eux, je n'ai jamais eu la moindre tentative de censure. Jamais. Même avec les dessins qui sont à la limite chez eux. Je continue à attaquer la droite. En même temps, je suis sympathisant de cette gauche-là, en même temps je me sens un petit peu sur ses marges, critique sur la politique d'Hernu ou celle de Defferre. Ni pour ni contre. Au cas par cas. Je dessine presque au jour le jour : tel dessin, je fais ressentir que je suis pour, tel autre contre, tel autre impatient ou déçu.

AGORA : "Pilote" et "Politique-Hebdo", "Le Canard Enchaîné" et "Le Matin", "L'Humanité-Dimanche" et "Les Nouvelles Littéraires", certains de tes dessins ont paru dans des publications fort différentes. Tu n'as jamais collaboré régulièrement à un journal ?

J.-F. BATELLIER : Je ne cherche pas. J'ai travaillé avec ce que j'ai trouvé. Jamais attaché, jamais aucun contrat, toujours à la pique, toujours le dessin à la pièce. Mon option par rapport aux journaux n'est pas compliquée : le dessin que je viens de faire, celui-là et pas un autre, le dessin n° 648 de ma collection vous plaît tel qu'il est, vous le prenez. De toute façon, comme ils ne prennent jamais que ce qui les arrange, il n'y a pas de cas de conscience à avoir. Dans la presse, on navigue à vue. C'est jamais nous qui décidons. On est décidé en fonction de ce qu'on fait, de ce qui convient aux organes de presse et aux bailleurs de fonds qui sont derrière.

AGORA : Les dessins politiques sont loin d'avoir, dans la presse, la place qu'ils occupaient au début du siècle. Le dessin



a cédé la place à la photo. Disparition du dessin, émergence de la bande dessinée, n'est-ce pas paradoxal ?

J.-F. BATELLIER : Les journaux français, pour trois quarts, sont faits par des intellectuels terribles qui considèrent l'écrit comme une denrée de premier ordre et la photo comme une commodité. Non pas qu'ils la respectent. La photo est commode à gérer : il y a des stocks dans lesquels on fouille. Le dessin vient en dernier lieu, sauf pour quelques dessinateurs bénéficiant d'un contrat qu'ils ont réussi à obtenir à force de vedettariat, de qualité et parfois de piston.

Je pense que le dessin est profondément méprisé. Le dessinateur n'est jamais associé à la marche du journal. Ce n'est jamais qu'une pièce rapportée qu'on convoque le lundi matin alors que le journal est quasiment bouclé, dans ses grandes lignes en tout cas, dès le samedi soir. On nous demande à la dernière minute de venir apporter notre illustration à tel ou tel article et en fonction de telle ou telle idéologie bien entendu.

Le problème du dessin par rapport à la bande dessinée, c'est que les gens en veulent pour leur argent. Ils veulent qu'on leur raconte une histoire. C'est comparable aux longs métrages : les films de court métrage, rassemblés ou non, n'attirent plus personne. Figé, au rythme lent, le dessin s'apparente à la photo. La B.D. est, par contre, au niveau du cadrage et du mouvement, plus proche du cinéma, de l'audiovisuel. Favorisée par les éditeurs et les médias, la BD doit au fond son succès à sa lecture plus facile, plus "habituelle" dans un contexte absolument apolitique, individualiste, où chacun cherche avant tout à "prendre son pied" pour oublier ses angoisses.

AGORA : Considérant ces difficultés, qu'en est-il des regroupements de dessinateurs ?

J.-F. BATELLIER : Nous sommes très peu de dessinateurs à vivre de notre travail et il n'existe pas actuellement de collectif permettant de remédier aux carences de la distribution. Il y a eu le projet "Encres libres" auquel j'ai participé et qu'avait lancé Jean Hin. Nous étions une cinquantaine mais ça a foiré financièrement. L'idée de départ était très bonne mais fautive : nous étions regroupés pour fournir à la presse un échantillonnage mensuel de ce qui était créé sur des thèmes précis. Or la presse n'ayant pas besoin de dessins, le fait d'être ensemble n'élargissait pas pour autant le marché. En revanche, il y avait de grandes possibilités en créant une structure d'exposition collective. Un système de location et de circulation d'expos composées sur un seul thème par 30 ou 40 dessinateurs était, lui, parfaitement viable, comme le prouve mon expérience. Au fond, j'ai fait, je fais individuellement ce qui pourrait être fait collectivement.



AGORA : L'accession des socialistes au pouvoir peut-elle modifier les circuits de distribution ?

J.-F. BATELLIER : Il y a une évolution au niveau des autorisations. Le rôle de l'Etat, en tant que représentant de la collectivité, c'est à mon sens de mettre des infrastructures à notre disposition pour pouvoir échapper au cycle de l'argent dans les galeries privées, le secteur spéculatif. Je pense aussi que son rôle devrait s'arrêter là car ce serait une abomination d'avoir des dessinateurs fonctionnaires à la sauce soviétique, vivant de leur salaire en fonction d'une production régulière, de quotas. Tôt ou tard, ce serait l'enfermement.

Propos recueillis par Claude, Tony et Michel.



JOLI, PAS CHER

Vendus à la pièce, rassemblés dans trois albums édités et diffusés par ses soins, les dessins de Batellier sont disponibles lors de chacune de ses expositions. Mais comme il n'est pas doué du don d'ubiquité, vous pouvez lui écrire au 38, rue Cabanis, 75014 Paris.

5/72 J.F. Batellier.

ARAGON-LA-GÂTEUSE !

LE 3 octobre 1897 naissait Aragon. Son père, des plus discrets, n'était autre que le préfet de police Andrieu. La vie de notre poète national et militant commençait donc sous les auspices policiers. Déjà ! On aurait dû se méfier...



1918 : DADA commence à roucouler ses provocations. Le mince ruisseau, qui ne tardera pas à devenir le grand fleuve surréaliste y trouve sa source et s'y fraye déjà un chemin. La rupture ne tardera pas : trois ans plus tard, elle sera consommée. Entre-temps, dans cette période où les déchirures se multiplient sur tous les fronts, naît le 15 décembre 1920 à Tours, le Parti communiste. Un dialogue, heurté et difficile, va s'engager et se poursuivre sur plusieurs années, entre un parti qui veut tout régir de sa stratégie et les dynamiteurs libertaires de l'esprit que sont les surréalistes.

MOSCOU-LA-GÂTEUSE

A la mort d'Anatole France (1924), ces derniers se distinguent par un pamphlet ravageur, "Un cadavre". Aragon, au détour d'une phrase, lâche une formule : "Moscou-la-gâteuse". Comme la revue communiste *Clarté* lui reproche l'expression, il répond : « La révolution russe, vous ne m'empêcherez pas de hausser les épaules. A l'échelle des idées, c'est au plus, une vague crise ministérielle ». Propos méprisants et extrémisme facile qui laissent présager des virevoltes de cette future marionnette idéologique.

Côté antimilitariste, il est à l'avant-gardé. Le 18 avril 1925 il tient conférence à Madrid : « J'arrache de moi cette France qui ne m'a rien donné que de petites chansons et des vêtements bleus d'assassin... Riez bien ! Nous sommes de ceux-là qui donneront toujours la main à l'ennemi ». Trois ans après, il récidive dans "Traité de style" : « J'ai bien l'honneur de dire que très consciemment je conchie l'armée française dans sa totalité ».

Ce ton révolutionnaire aide à un rapprochement entre communistes et surréalistes à propos de la guerre du Rif. En 27, Aragon, Breton, Eluard, Bunuel et Péret adhèrent au PC. Ces derniers n'y resteront guère que trois semaines. Les contradictions sont trop fortes, d'autant plus qu'ils ne choisissent pas la meilleure des périodes pour marquer leur engagement ; l'année même où l'opposition ouvrière en URSS est battue, exclue et exilée.

PREMIÈRE TRAHISON

Les choses vont alors se précipiter avec, en particulier l'entrée en scène, en 1928, d'Elsa Triolet. L'année suivante, Breton publie le "Second Manifeste du surréalisme". Les ponts ne sont pas encore rompus avec le communisme, et en 1930, Georges Sadoul (futur historien du cinéma) et Aragon se rendent au congrès des écrivains révolutionnaires de Kharkov. Délégués pour y défendre les thèses surréalistes, ils vont y faire tout le contraire.

D'abord en se désolidarisant avec le "Second Manifeste", ensuite en dénonçant le freudisme comme "idéologie idéaliste" et le trotskisme comme "idéologie social-démocrate et contre-révolutionnaire". Enfin, pour couronner le tout, ils s'engagent à soumettre leur activité littéraire "à la discipline et au contrôle du Parti". Malgré cela, Aragon séducteur, évite au retour, la brusque rupture avec Breton. Aragon produit "Front Rouge", poème dévastateur et déjà aligné qui va le faire poursuivre : « Feu sur Léon Blum / Feu sur les ours savants de la social-démocratie / Feu vous dis-je / sous la conduite du parti



1949

communiste S.F.I.C.". Ce sont les années 30, les années Thorez, le printemps où Maïakovski se suicide.

Période où l'I.C. s'est engagée à la fois dans l'ultra-gauchisme et dans la braderie des révolutions allemande et chinoise. L'étoile de Staline brille déjà sur le Kremlin. Aragon fait de la poésie utilitaire : « C'est rue La Fayette au cent vingt / Qu'aux assauts des patrons résiste / Le vaillant Parti communiste / Qui défend ton père et ton pain ». Aragon-Déroulède poussera jusqu'à l'indécence assassine, en inventant le stalinisme poétique. Inoubliable, en 31, ce "Prélude au temps des cerises" au moment même où les surréalistes tchèques sont traqués : « Je chante le Guépéou nécessaire de France / Vive le Guépéou figure dialectique de l'héroïsme / Vive le Guépéou véritable image de la grandeur matérialiste ». Trop c'est vraiment trop, et 1932 verra la rupture définitive des surréalistes avec Aragon.

L'ÉCRIVAIN INQUISITEUR

Changement de cap pour les communistes : l'heure des fronts populaires a sonné. Les sociaux-fascistes deviennent les amis. On sait maintenant "terminer une grève" et Aragon patriotise : « de l'arc-en-ciel ancien je n'ai que trois couleurs ». Aragon n'y va pas de plume morte dans la revue *Commune*. En août 36, c'est une véritable ode à la constitution stalinienne qui vaut son pesant de gou-lag : « Dans l'immense trésor de la culture humaine, ne prend-elle pas la première place au-dessus de Shakespeare, de Rimbaud, de Goethe, de Pouchkine, cette page resplendissante écrite avec le génie bolchévique, la sagesse du Parti et de son chef, le camarade Staline, un philosophe selon le vœu de Marx ».

Sur cette pente, il applaudit aux procès de Moscou et entonne le couplet de "Trotsky, allié à la Gestapo" (*Commune*, octobre 36). De telles cartes de visite lui permettent de grimper dans la hiérarchie du parti en devenant directeur de *Ce Soir*, nouveau quotidien communiste. Et arrive ce 23 août 39 : le pacte

« Il me faut me prouver toujours je ne sais quoi Et tant pis qui j'écrase et tant pis si je broie » (Roman inachevé)

germano-soviétique. Le lendemain Aragon l'exalte : ce pacte Hitler-Staline, c'est la paix ! Toutes les publications communistes sont alors interdites, ce qui les sauvera d'une honte plus grande.

Ce n'est qu'en 41, avec l'attaque allemande contre l'URSS que le PCF redeviendra "patriote". Puis, c'est la Libération, Aragon affirme que son parti lui a « *rendu mes yeux et ma mémoire* ». On sait, en 44, à quoi ils lui servent : l'épuration farouche à partir de la liste noire établie par le Comité national des écrivains. André Breton témoigne : « *A Paris... les staliniens, avaient réussi à occuper presque tous les postes clés dans l'édition, la presse, la radio, les galeries d'arts...* » Selon Sartre, à cette époque, « *il eut été de la dernière imprudence de contester publiquement les mérites poétiques d'Aragon : on risquait de ne pas s'éveiller le lendemain* ».

Quant à ceux qui avaient rompu avec le PC lors du pacte germano-soviétique, cette chasse aux sorcières devait aussi les atteindre. Ainsi Paul Nizan, calomnié par Aragon sous le nom de Patrice Orfilat dans son roman "Les Communistes". En 1966, Aragon réécrira complètement cette "fresque" en enlevant tous les passages concernant Nizan. La réécriture de l'histoire, ça ne vous rappelle rien ?

D'UN MASQUE A L'AUTRE

Aragon s'enfonce alors dans toutes les thèses contestables : jdanovisme en littérature, Lyssenko pour la science prolétarienne... Rien de ce qui est infâme ne semble lui être étranger. Mais les virages se bousculent. 1956 : 20^e Congrès du PCUS. Novembre 56, Thorez explique : « *Quelqu'un a dit "le stalinisme a été nécessaire". Je considère que cette appréciation est une erreur. Il n'y a pas eu de stalinisme : cette expression appartient au vocabulaire de nos adversaires* ». Pas mal, non ?

Aragon continue un temps sur sa lancée stalinienne en prenant parti, en 57 dans la

revue *Europe*, pour les "hommes d'honneur" contre les "hommes de conscience à la merci de leur intelligence". En remerciement, cette même année, il reçoit le prix Lénine de la Paix.

Années 60 : changement de masque. Aragon va dès lors intelligemment jouer un sacré double jeu qui lui permet d'être la caution intellectuelle et libérale d'un parti dont il ne sait plus quoi faire. En 66 il proteste contre la condamnation de Siniavski et Daniel, avec un humour macabre : « *c'est créer un précédent (!) nuisible à l'intérêt du socialisme* ». Du bout des lèvres et de la plume, lui qui avait fait silence sur Budapest et Varsovie, prend fait et cause contre l'invasion russe de la Tchécoslovaquie. Dernière trahison, après avoir soutenu les thèses de Garaudy, l'avoir encouragé même, il le laissera exclure, sans un mot, au congrès de 1970.

Epuisé, vidé, Aragon n'est plus rien. Son bilan, il l'avait fait dans le dernier numéro paru des *Lettres Françaises* en 72 : « *Je ne suis pas le personnage que vous m'imposez d'être ou d'avoir été. J'ai gâché ma vie et c'est tout* ». Lucide et réel. Mais le pire c'est qu'il en aura gâché beaucoup d'autres qui valaient

UNE FOIS POUR TOUTES

- J. Malaquais (1947) : "Il a tout piétiné, y compris sa propre ombre".
- Armand Robin ("Poèmes indésirables") : "Il n'y a plus de pensée, il n'y a que des clairons ; / Il n'y a plus de poètes, il n'y a que des Aragons. / Bientôt plus même d'Aragon, mais des sous-Aragons, / des Aragons définitivement aragons.
- Tract pour la mort de Breton (1966) : "André Breton est mort, Aragon est vivant. C'est un double malheur pour la pensée honnête".
- Louis Scutenaire (1980) : "Ici-gît Aragon Louis. On n'est pas sûr que ce soit lui".
- D. Cohn-Bendit (1982) : "Et quand je lis une lettre d'amour qu'il a écrite pour Elsa, je me dis : encore un coup du KGB".

sans doute plus que la sienne. Voilà pourquoi sa "mort n'est pas une excuse". Ses "belles chansons" non plus.

Hervé Favreud



Manifestation au Parc des Princes. Pablo Picasso. Aragon mai 1949.

Il nous faut un Guépéou (1931)

*Je chante le Guépéou qui se forme
en France à l'heure qu'il est
Je chante le Guépéou
nécessaire de France
Je chanie les Guépéous de
nulle part et de partout
Je demande un Guépéou pour
préparer la fin d'un monde
Demandez un Guépéou pour
préparer la fin d'un monde*

*pour défendre ceux qui sont
toujours trahis
Demandez un Guépéou vous
qu'on pile et vous qu'on tue
Demandez un Guépéou
Il vous faut un Guépéou
Vive le Guépéou figure
dialectique de l'héroïsme
qu'on peut opposer à cette
image imbécile des aviateurs
tenus par les imbéciles pour
des héros quand ils se foutent
la gueule par terre
Vive le Guépéou véritable
image de la grandeur*

*matérialiste
Vive le Guépéou contre le
pape et les poux
Vive le Guépéou contre la
résignation des banques
Vive le Guépéou contre les
manoeuvres de l'Est
Vive le Guépéou contre la
famille
Vive le Guépéou contre les
lois scélérates
Vive le Guépéou contre tous
les ennemis du Proletariat
VIVE LE GUÉPÉOU*

L'ETAT DU MONDE

Maspéro, après la publication de l'an dernier, récidive en nous proposant l'édition 1982 de "L'Etat du Monde". La dernière cuvée est bonne, rassurez-vous. Comme l'an passé, on trouve beaucoup de choses dans cet "annuaire économique et géographique mondial". L'expérience précédente a d'ailleurs servi, puisque le tout est maintenant mieux organisé et plus clair. Les statistiques, difficiles à trouver ailleurs, fourmillent : telles celles qui portent sur les dépenses en armement dans chaque pays. La partie "Portrait", introduite à la fin de l'ouvrage, ainsi que les différents thèmes traités ("le bruit de la guerre", "la pression démographique") rendent la lecture agréable, ce qui évidemment ne gâche rien. Enfin, les auteurs se montrent à la pointe de l'information, puisque dans la très longue nomenclature des publications françaises, on voit, en bonne place, apparaître enfin une revue libertaire. Comble de bon goût, il s'agit d'AGORA. Comme quoi, je ne vous ai pas menti, c'est un livre bien documenté du début à la fin.

V.M.

"L'Etat du Monde", 1982, Maspéro.

REPENSER L'ANARCHISME ?

En co-production, les Editions Spartacus et Acratie nous livrent aujourd'hui une anthologie de textes parus dans les "les cahiers d'études anarchistes Noir et Rouge" entre 1956 et 1970.

De par la place toute particulière de "Noir et Rouge" dans le mouvement anarchiste français, de par les nombreux thèmes qui y furent abordés, cette anthologie vient à point pour nous rappeler les débats qui y furent menés et contribuer à remplir un vide (les cahiers étant aujourd'hui introuvables).

Regroupés en chapitres thématiques, accompagnés de présentations d'anciens militants-rédacteurs de "Noir et Rouge" ce livre mérite d'être lu. Je retiendrai tout particulièrement, pour ma part, les chapitres "sur la théorie", "Espagne", "Nationalisme et guerres de libération nationale" ainsi que celui sur la "Franc Maçonnerie", qui posent des problèmes que le mouvement se refuse souvent encore à aborder et qui restent pourtant d'une brûlante actualité. Un chapitre un peu décevant toutefois, "Marxisme et Anarchisme" qui contient essentiellement des écrits à l'occasion de telle ou telle parution d'ouvrages de Bakounine, même si,

au fil des commentaires, quelques idées intéressantes sont à peine exposées.

Il reste qu'une fois tournée la dernière page, ce livre nous laisse sur notre faim. Mais le rôle de "Noir et Rouge" était celui de lancer des débats, sans forcément vouloir ou pouvoir y apporter des réponses. La réflexion reste à poursuivre et ce livre offre une bonne base de départ.

J.D.

"Noir et Rouge" Anthologie 1956-1970", Editions Acratie (B.P. 25, 40300 Peyrehorade), 65 F.

"LA GAUCHE NUCLÉAIRE"

Passés, en peu de temps, de l'opposition résolue à la "bombinette" à la reconnaissance du fait accompli puis à l'adoption de la doctrine gaulliste du terrorisme nucléaire, doctrine dite "de dissuasion", les partis de gauche ont opéré un véritable virage à 180°. D'une importance considérable, anticipant sur les reniements auxquels ils se livreraient une fois parvenus au pouvoir, le ralliement du PC et du PS à l'armement atomique s'effectuait dans le plus profond mépris des populations et même de leurs propres militants : absence de discussions dans les cellules du PC, Marchais leur apprenant, lors d'une émission télévisée, l'adoption du rapport Kanapa : pseudo-débats et manœuvres d'appareils au PS, où les Henu et autres Chevénement ne répugnèrent point aux manipulations en tout genre pour faire adopter leurs thèses.

C'est à ce ralliement des partis de gauche que la revue "Alternatives non-violentes" consacre 50 pages de son 46^e numéro. Bref historique des luttes menées, en France, au sortir de la guerre d'Algérie, rappel des positions successives du PC et du PS, analyses et entretiens (dont celui, important, du rocardien Patrick Vivelet qui fut, au sein du parti socialiste, l'un des opposants au virage nucléaire) font de ce dossier un document essentiel. Soutenant des thèses parfois franchement contestables mais rarement dénuées d'intérêt, "Alternatives non-violentes" prend bien place au rang des publications de qualité ne pouvant être mésestimées.

M.A.

"La gauche nucléaire", 18 francs auprès d'"Alternatives non-violentes", Craintilleux, 42210 Montrond.

CHANSONS EN QUESTION

En musique, c'est souvent tirelire et matraquage. Pourtant, des gens luttent depuis longtemps sur ce front spécifique, pour un autre rapport à l'expression musicale. Ils sont regroupés dans le M.A.M. (Mouvement d'Action Musicale) et viennent de publier le n° 14 de leur revue. Au sommaire, deux dossiers : Chansons en questions et musique et idéologie. Fondamental ! Nous y reviendrons certainement un jour dans le cadre d'un dossier. En attendant, passez les commandes.

"Action Musicale", 45 bis, rue de la Glacière - 75013 Paris.

FOLLICULAIRES

Voilà un travail théorique qui, du point de vue formel, garde la lourde structure des thèses universitaires et nous accroche néanmoins autant par son sujet que par le développement de celui-ci.

De Rochefort et sa "Lanterne" à Rivarol, de Laurent Tailhade à Céline, en passant par les pamphlets de tous bords suscités par mai 68, cette forme d'intervention a été une constante de la confrontation idéologique.

Marc Angenot s'est essayé, avec bonheur, à la typologie de la littérature polémique, parole rebelle, s'il en est, à toute tentative de normalisation.

Oubliant l'effort nécessaire au voyage dans les vastes territoires de la linguistique, on suit avec un grand intérêt le décortiquage des mécanismes concourant à l'élaboration de ces perles de violence verbale. Avec quelle curiosité on regarde ces écorchés littéraires !

Hélas ! le livre refermé, on se retrouve dans la situation de l'enfant ayant démonté ses jouets mécaniques. Que de pièces dans nos mains !

Pour sortir de cette stupéfaction, un exercice de style au vitriol s'impose. A nos plumes...

X. V.-A.

Marc ANGENOT : "La parole pamphlétaire", Payot, 425 p., 99 F.

LA BANDE A BORIS

C'est à travers la vie de Boris Vian, que Geneviève Beauvarlet nous promène dans le Saint-Germain-des-Prés de l'après-guerre. Le jazz, l'anticléricalisme, le canular, l'antimilitarisme, la provocation, l'écriture... furent les principales occupations de cette faune nocturne qui, traquée par les "paparazzi", alimenta en scandale, la presse bien pensante des années 50. Même si G. Beauvarlet se montre parfois par trop inconditionnelle, elle arrive, par son enthousiasme, à nous donner envie de relire un bon vieux Vernon Sulliv(i)an en réécoulant "Le Déserteur". Hommage donc à celui qui avait écrit cette épitaphe pour Bonnot :

"Un de ceux qui rêvaient de voir
Tous les flics et tous les gradés
En chômeurs ou en clochards,
Pour que l'on vive en liberté".

C.A.

Geneviève Beauvarlet, "Boris Vian" (Hachette).

LA MÉTHODE A EDGAR

Avec son dernier ouvrage, "Science avec conscience" recueil d'articles et conférences, Edgar Morin place une nouvelle pierre dans ce patient édifice qui est son aventure scientifique : cette "réforme de la pensée" qu'il appelle de ses vœux et à laquelle il se livre corps et âme depuis plus de 10 ans.

Son avant-propos est d'ailleurs une très bonne introduction à ce travail difficile d'accès, ambitieux dans son but, de relier des savoirs disparates, voire antonymiques, dont les deux tomes parus de "La Méthode" (Seuil, 1977), présentent les résultats provisoires.

Ce nomade de la pensée, qui passe volontiers pour "indiscipliné" et dépense tant d'énergie à dénoncer le retranchement des scientifiques derrière leur discipline, s'est attelé cette fois-ci, en partant d'Adorno pour qui "la totalité est la non-vérité", à faire rentrer le doute dans la forteresse scientifique. En effet, pour Edgar Morin, on ne peut pas rester curieux sans devenir sceptique. Il s'attache, en conséquence, à nous délivrer de l'illusion naïve selon laquelle l'univers serait une machine déterministe entièrement connaissable et réductible à des formules mathématiques.

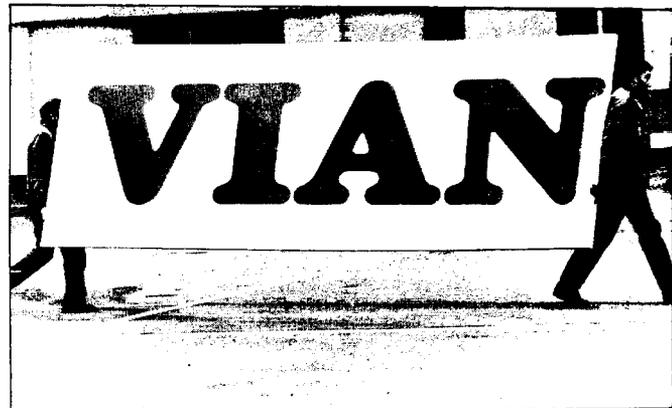
Invoquant Popper pour qui une théorie est scientifique lorsque elle accepte que sa fausseté puisse être éventuellement démontrée, faute de quoi elle n'est qu'un dogme, Morin revendique pour les sciences l'incertitude comme facteur de progrès.

Les scientifiques seront tentés de rejeter cette science de la science à laquelle s'emploie Edgar Morin, car elle relève de l'ordre philosophique.

Pourtant, même en regrettant sa fâcheuse tendance à l'auto-célébration, on doit saluer cette interrogation à/sur la science, car celle-ci avait perdu, ces derniers temps, conscience de son insertion dans une culture, une société, une histoire. Il n'était pas vain de le rappeler.

X. V.-A.

Edgar Morin : "Science avec conscience", Fayard, 238 p. 74 F





Hervé Hamon et Patrick Rotman.

LA C.F.D.T. VUE D'EN HAUT

La formule est désormais bien rodée. Mi-Libé, mi-Nouvel Obs, le style ne peut que susciter les lecteurs. Ajoutons-y un sujet "in" (la C.F.D.T.) et les best-seller est trouvé. Dans "la deuxième gauche", toutes les recettes sont jouées à fond pour un thème passionnant. De la déchristianisation de 64 aux "nouvelles solidarités" de 82, que de chemin parcouru. A travers la guerre d'Algérie, l'épisode Mendès, l'Union de la gauche et enfin le "je suis heureux" de Chère-que le soir du 10 mai, on voit se mettre en place la nouvelle structure : le fameux "syndicat-parti". Pendant plus de 20 ans, tous les débats sur l'Etat, la révolution, les classes sociales... ont été menés par la centrale. Dès "Reconstruction" dans la CFTC, une vision nouvelle de la société apparaissait. Et la force de ce projet est d'avoir su créer l'adhésion, non seulement, d'un courant modéré, mais aussi d'anarcho-syndicalistes et de révolutionnaires.

Les auteurs rappellent toutes les questions soulevées par la CFDT et qui "percutent", encore aujourd'hui, tout le pan non-communiste de la classe ouvrière. Ceci dit, le parti pris "mairiste" des auteurs leur fait commettre des erreurs. Ils ont adopté de trop près le point de vue de ce courant, notamment dans sa critique de la CGT. C'est ainsi que, parlant de celle-ci, les auteurs soulignent sa "pachydermique assurance" et n'hésitent pas à sa gausser du zéaïement de Krasucki. Tout ceci ne fait guère avancer un débat qui est d'ailleurs déclaré clos par Maire et ses amis. Plus grave, ce sont les omissions. Voulant, et cela est honnêtement dit au départ, analyser la centrale "par le haut", ils ont mis en valeur les créateurs d'idées. Cela serait très intéressant s'il ne s'agissait d'une centrale syndicale. Or, ce qui nous est présenté, c'est un "brain-trust". Les oppositionnels "gauchisto-marxistes" apparaissent rapidement des freins à l'évolution, des passésistes ou de doux rêveurs, quant aux exclus (BNP Paris, Dunkerque...) on ne les cite même pas. Cette absence des syndiqués a dû tout de même gêner un

peu les auteurs, puisque le dernier chapitre est là pour démontrer, chiffres et graphiques à l'appui, que la CFDT est "la plus démocratique des centrales" : un brin d'élection, une pelletée de discussions et beaucoup de négociations de cloïr.

La démocratie à la CFDT n'a certes pas les mêmes pesanteurs qu'à la CGT, mais le résultat est équivalent. Les auteurs, même de leur point de vue, auraient dû analyser de plus près les congrès et noter au passage que pour éviter la formation de tendances, les mandats n'y sont jamais impératifs. Et lorsque le vote est acquis il peut (cf. le cas des 35 h sans baisse de salaire) être interprété selon des "sensibilités" différentes. La démocratie y est plus "émotionnelle" qu'à la CGT. L'analyser serait nécessaire : peut-être un jour quand Hamon et Rotman feront un livre sur la CFDT.

"La deuxième gauche" permet de connaître toutes les orientations et thèmes dominants de cette centrale syndicale dont le noyau dirigeant siège aujourd'hui dans les antichambres du pouvoir ou en son sein même (Delors).

V.M.

Hamon et Rotman, "La deuxième gauche", Ramsay.

"DÉCHIFFRER L'ÉCONOMIE"

Lever les masques de la réalité économique et du discours qui s'y rapporte, voilà une entreprise plus que nécessaire. Dans la forme, le choix des thèmes, les indications bibliographiques, l'ouvrage est réussi et peut servir à la compréhension et à l'action. Sortir de l'abstraction pure des concepts de profit, crise... et des proclamations théoriques ne peut qu'être utile. Mais nous tiquons sur le fond : outre les raccourcis concernant l'analyse marxiste (pour le chômage par exemple et les crises), partir de la faillite du capitalisme et de ce que l'auteur nomme encore le socialisme pour s'en tenir surtout à une remise en cause du "productivisme" et de la "société industrielle" ne nous paraît guère éclairant. Ou plus précisément, cela éclaire sur une vision du monde

où il ne s'agirait plus de supprimer le profit, mais de lui retirer le rôle clef dans l'activité économique... car il est un mauvais indicateur de gestion. Or, que l'étatisation des moyens de production ne constitue pas une rupture réelle par rapport au capitalisme n'est plus à démontrer mais que l'exploitation (et le profit) prenne sa source dans la production reste vrai.

Il n'en reste pas moins qu'il fallait décanter les illusions et dangers du dirigisme en économie, du keynésianisme et du marxisme dominant. S'il est induit qu'il ne s'agit pas de se laisser enfermer dans l'alternative dirigisme/libéralisme, l'exposé strictement économique du sujet murmure à peine le sens d'une autre logique.

Il n'en reste pas moins que l'ouvrage de Clerc (par ailleurs animateur de la revue "Alter-Eco") constitue une bonne initiation aux mécanismes économiques. Ceux qu'y disaient n'y rien comprendre, n'ont désormais plus d'excuses.

G.A.

Denis Clerc, "Déchiffrer l'économie", Syros/Chronique sociale.

PRINCIPE D'ANARCHIE

La question de l'agir se place au centre de toute démarche individuelle comme de toute ontologie. Le monde occidental a expliqué ses faits et gestes, depuis Platon, par des principes dont la définition correspondait aux philosophes.

Heidegger renverse le rapport entre "penser" et "agir", ou plutôt il le subvertit, il le renverse à partir de la base, en niant la règle qui voulait chercher un Premier, un principe, à partir duquel le monde deviendrait intelligible et maîtrisable.

L'homme n'est véritablement que quand, à sa manière, il est comme la rose : sans pourquoi. C'est ainsi que l'on laisse de côté la problématique de l'être, venant du champ clos de la métaphysique, pouvant avancer que l'agir, en son essence, s'avère anarchique.

Reiner Schürmann développe dans ce volume la pensée d'Heidegger sur cette omniprésente question de l'agir et son rapport à l'individu. Sur ces sujets la pensée du philosophe est proche de celle de René Char qui voulait nous révéler "cette part jamais fixée, en nous sommeillante, d'où jaillira demain LE MULTIPLE".

X. V.-A.

Reiner Schürmann : "Le principe d'anarchie", Ed. du Seuil, 380 p., 120 F.

TIERS MONDE

A juste titre critiques, tant face aux attitudes strictement humanitaires soulageant la mauvaise conscience des privilégiés que vis-à-vis des militants prompts à s'engager dans les causes les plus douteuses pour peu qu'elles satisfassent leur besoin de lutter par procuration, n'aurions-nous pas tendance à nous enfermer dans un silence aux allures d'indifférence ? Des lettres de lecteurs, de plus en plus nombreuses, nous interrogent. Certitudes dépassées, schémas souvent devenus caducs, la pauvreté de nos analyses — voire leur absence —



nous condamnera-t-elle longtemps, nous libertaires, au silence et à l'inaction en ce domaine ô combien essentiel ? Comprendre pour agir. Nourrir ses réflexions de thèses et analyses sans doute discutables — mais dont l'intérêt est précisément de susciter des discussions — ne peut plus, ce me semble, être dédaigneusement repoussé.

En ce sens, le petit livre "Coopération et dépendances" est de ceux qui appellent un détour hors des sentiers connus et par trop sécurisants. Battant en brèche le mythe de l'"aide" au tiers monde, rappelant le contexte de la décolonisation, décryptant la fonction et les enjeux de la coopération comme le rôle des coopérateurs, les articles de cette revue certes éloignée des courants libertaires ont un indiscutable mérite : mettre à nu en quoi "le décalage considérable entre un discours cousu de bonnes intentions et une réalité présentant d'importants signes de continuité" qualifiaient, dès avant le limogeage de Jean-Pierre COT, la politique de "La France socialiste face au tiers-monde."

M.A.

"Coopération et dépendances", n° 20 de "Critiques de l'Economie Politique" Ed. Maspéro, 40 F.

"HISTOIRES D'OUVRIERS"

Ni magazine d'histoire, ni bulletin syndical, "Histoires d'ouvriers" c'est, comme le présente si bien sa rédaction, "une revue pour raconter l'histoire de ces vies sans histoires" : des vies d'ouvriers. Une revue pour parler d'une culture sans la Culture : la culture ouvrière. Une revue pour appeler ce qui n'est jamais écrit mais qui est inscrit dans les mémoires".

Portraits, souvenirs, interviews et récits s'entremêlent pour faire du n° 0 de cette publication entièrement rédigée et composée par des membres de l'ADEP (Association pour la Préservation et l'Etude du Patrimoine du Bassin de Longwy-Villerupt) une réalisation intéressante. Sommaire varié (immigration, travail dans la sidérurgie, faïenceries...), présentation claire et agréable, ton fort éloigné du misérabilisme, l'initiative de ceux et celles qui se proposent de faire connaître l'histoire et la culture ouvrières de leur région, mérite sans nul doute d'être davantage connue et encouragée.

"Histoires d'ouvriers" est disponible pour 5 F + port auprès de l'ADEP, 24, rue Pascal - 54190 Villerupt (abonnement pour 4 numéros : 20 francs, port en sus).

SÉVERINE

LA RÉVOLTE EST UN ÊTRE VIVANT

MAIS comment graver la mémoire de cette éternelle dissidente qui s'est toujours délibérément placée de l'autre côté du pouvoir ? Après sa mort, les "politiciens" ne furent capables que de discours lénifiants et leurs esprits obtus ne trouvèrent que le casier des "dames patronesses", des "petites sœurs des pauvres", pour la classer. Tout était dans l'ordre.

Une écervelée, plutôt frivole, pétrie d'incohérence, s'offusqueront les puritains de la politique. Les dépositaires de la Vérité et de la Morale ne s'égaient pas, leur cœur s'est arrêté de vibrer : les morts ne se trompent jamais. A ceux-là, elle laisse les monastères du dogme. Elle dira de Guesde, dont elle déteste le personnage tout autant que les idées politiques, profondément "autoritaires" : *"il fait naître la réflexion, jamais l'émotion : il sème, il ne féconde pas. C'est une œuvre sèche, presque une œuvre morte, dans l'agitation factice de stériles débats"*. Pour tous les pisse-froid, elle écrira dans "L'HUMANITÉ" pour l'anniversaire de Louise Michel : *"le rire de Danton, de Bakounine, de Jaurès, de Vallès, le rire spontané, presque enfantin de Louise Michel, sonnent aussi fort le glas du passé que les prêches des formalités, je dirais volontiers, des Pharisiens. Ceux qui osent rire au nez de la tyrannie ou de la mort, ceux qui s'égaient impunément des amusettes que crée la vie pour les plus simples des humains, savent généralement bien mourir"*. (1)

SÉVERINE, QUELLE VIE !

Son histoire, c'est d'abord celle d'une journaliste libertaire. Fille spirituelle et amie de Vallès, c'est aux côtés du vieux communalard qu'elle fait ses débuts dans le journalisme. Le rêve de Vallès de faire une tribune libre où se côtoieraient toutes les tendances du socialisme, est enfin réalisé : "LE CRI DU PEUPLE" paraît à nouveau en 1883. *"Ouvrez les portes, ouvrez les fenêtres, que le vent de la Révolution entre par toutes les baies de cette maison qui est à tous, qu'il disperse de son haleine les petites querelles d'école, les grandes rivalités de secte..."*. Ainsi s'exprime Séverine dans "LE CRI" : c'est un réel enfantement pour elle qui a trouvé là sa voie et le début d'une grande passion.

La mort de Vallès en 1883 lui est un véritable déchirement. Devenue directrice de publication, elle se retrouve seule face aux "autoritaires", guesdistes en particulier, dont le mépris du peuple et le goût du pouvoir ne rencontrent chez elle que dégoût : *"Le peuple, pour eux, n'était que l'instrument conféré à qui sait le manier une suprématie de domination : le peuple-moyen et non le peuple-but ; le peuple*

SÉVERINE (1857-1929). Une belle dame aux cheveux roux, journaliste, l'amie de Vallès. Voilà ce que retiendront ceux pour qui le politique ne peut exister hors de l'exercice du pouvoir ou de ses antichambres. A ceux-là, elle abandonne un magnifique pastel de Renoir et une rue dans le XX^e arrondissement.



carriatide de la statue de Karl Marx. Les degrés de sa détresse sont, sous leurs semelles implacables, les marches qui accèdent à la tribune du Parlement" (2). Elle craint que "LE CRI" ne devienne *"une grande sacristie vouée à un culte unique"*.

Elle les combat de façon acharnée sur le plan politique, et, par dessus tout, elle se méfie de leur ordre moral qui ne tolère que les femmes qui se taisent ou celles qui cachent leur féminité au point de la nier. En cela, Séverine n'a aucune envie de res-

sembler à Louise Michel.

Le conflit est proche. Il éclate à propos de l'affaire Duval, condamné à mort pour le cambriolage d'un hôtel particulier au nom de la "récupération sur le capital". Séverine condamne le vol, mais se solidarise du condamné. Marxistes, blanquistes, républicains indépendants quittent en bloc le journal. Séverine ne supporte pas leurs attitudes tranchantes et leurs condamnations sans appel. Elle est alors traînée dans la boue par tous ces "puritains de la Sociale" qui utilisent sa vie pour la discréditer et qui, dans l'injure, dépassent même les ténors de la bourgeoisie : « *c'est une putain et son amant et collaborateur au "CRI", un mouchard à la solde de la Sûreté Générale* » ! Elle est blessée, mais n'est pas femme à se laisser aller aux lamentations.

Sa haine de la République bourgeoise la conduit à adopter une attitude parfois bienveillante vis-à-vis de Boulanger. Elle polémique bruyamment à son sujet : « *le boulangisme, c'est le dégoût, non pas de la République, grand Dieu, mais de votre république, ce régime bâtard, sans cœur et sans entrailles qui, en 17 ans, n'a rien fait pour les pauvres, rien pour le peuple à qui il doit tout* » (3). Jusque-là, ses amis du "CRI" la suivent, mais toujours emportée dans ses propos comme dans ses passions (Labruyère, son amant, est devenu un fervent du boulangisme), elle dérape : « *si jamais, mon général, il vous prenait de tiche la Chambre à l'eau, ne vous gênez pas pour les socialistes, les socialistes ne vous gêneront pas* » (4). Elle doit partir. De plus, "LE CRI", qui périclité, ne lui assure plus un revenu suffisant. Elle devient donc journaliste professionnelle.

Avec plus ou moins de bonheur, elle va collaborer à diverses publications mais rester toujours fidèle à sa première grande passion. Elle écrit sur tous les sujets avec la même fougue (contre la vivisection, contre la bicyclette pour les dames qui se verraient affublées de pantalons...), mais c'est sur l'antimilitarisme et le féminisme qu'elle reste, à nos yeux, la plus passionnante.

CONTRE LES BOUCHERIES PROMISES

C'est son populisme, mais surtout son antimilitarisme, qui l'ont poussé, au départ, vers Boulanger. Elle fut très touchée par les réformes de ce dernier en 1886 et par sa célèbre intervention lors de la grève des mineurs de Decazeville : « *l'armée n'agit pas en faveur de la Compagnie contre les mineurs* ». Elle participe de l'illusion d'une république sociale et fraternelle. Mais son antimilitarisme ne lui fait accorder qu'un soutien conditionnel : elle garde la méfiance du sabre.

Puis vient la période du boulangisme revanchard et une très forte répression s'exerce alors contre toute littérature antimilitariste : elle lutte, aux côtés de Zola en particulier, pour la liberté d'expression après l'interdiction du livre antimilitariste de Descaves "Sous Offs" (1889). Ce livre, après avoir été interdit, n'en connut que plus de succès, ce qui permit, au grand regret de Séverine, la publication sans trop d'échos du magnifique "Biribi" de Darien (1890) dans lequel l'armée était bien plus malmenée. Séverine, qui



s'amuse toujours dans ses bagarres, n'hésite pas à parler "d'injustice littéraire" (5) à ce propos.

L'Affaire Dreyfus lui donne encore l'occasion d'affronter l'institution militaire. Son humanisme et son sens de la dignité la mettent au cœur de l'affaire dès le départ : dès le 25 janvier 1895, persuadée encore, comme tout le monde de la culpabilité de Dreyfus, elle écrit un papier s'insurgeant de la façon dont Dreyfus est traité. Cela lui vaut une demande d'entretien de Lucie Dreyfus qui voyait dans ce papier une lueur d'espoir, le silence rompu. Malheureusement, Séverine ne lui répondit pas. A propos de l'affaire, elle dira : « *la con-*

quête morale est immense. En plein forum, sous la lumière crue et cruelle du jour, le peuple, juge à son tour, a pû estimer certains de ces chefs, jauger leur mentalité... se rendre compte comment ces sous-Trochus le pourraient mener aux boucheries promises. Cette évolution-là vaut deux révolutions car elle ne fut pas sanguinaire et affranchit les cerveaux » (3).

C'est au moment de l'Affaire qu'elle rencontre Jaurès, qu'elle trouve chaleureux, généreux et éloquent. Elle n'y trouva point Guesde : il se préparait à de plus grandes destinées... La venue prochaine de la guerre, la montée du militarisme en font une militante active. Ensuite, très



Manifestations de suffragettes à Paris en juillet 1914.

affectée par la mort de Jaurès et la faiblesse du pacifisme, elle ne perd pas une occasion de clamer sa hargne contre le "couronnement" de Guesde au ministère de la Défense nationale. Malheureusement, la censure l'empêche vite d'écrire. Qu'importe, son amour du théâtre et son sens de l'émotion en font une oratrice remarquable. Elle défend avec brio une institutrice socialiste, traînée devant le tribunal militaire pour avoir diffusé des brochures antimilitaristes éditées par la CGT ; elle défend aussi les objecteurs de conscience et fait une intervention magistrale à Belleville en faveur des Marins de la Mer Noire.

PLUTÔT A L'AMBULANCE QU'À LA TRIBUNE

Séverine, féministe ? Certainement ! Jusqu'à la plus petite de ses fibres et avec toutes les contradictions qui rendent son féminisme vivant.

Née dans une famille petite bourgeoise, rien ne la prédestinait à devenir la première femme journaliste à vivre de son travail. Le droit au travail pour les femmes, et l'égalité des salaires, elle l'a toujours affirmé. Et elle n'est pas moins féministe lorsqu'elle prend un plaisir certain à séduire. Mais, dans le même temps, en 1885, elle refuse une proposition de femmes regroupées dans la Fédération républicaine et socialiste de se présenter symboliquement aux élections. Elle leur répond de manière hautaine et ironique : « Chères citoyennes, je vous suis infiniment reconnaissante de l'honneur que vous vouliez me faire, mais je me trouve forcée de le décliner pour trois raisons. La première est que je suis restée trop "femme" pour n'être pas de beaucoup au-dessous d'une tâche qu'une citoyenne plus virile accomplira certes mieux que moi. Le second motif est que je ne fais et je ne ferai jamais partie d'aucun groupe ni d'aucune organisation... Enfin, la troisième raison — et la dominante — je ne me sens point de goût pour la candidature. Il y a longtemps que, dans la lutte sociale, j'ai choisi mon poste de combat. Je préfère être à l'ambulance qu'à la tribune ; je ne réclame de la Révolution que ma part de dévouement, de douleurs et de dangers... » (1).

Séverine, qui s'est imposée dans le monde des hommes, ne sent pas cette lutte et son anti-parlementarisme l'en éloigne d'autant plus : « aura-t-on, après les fantômes mâles du régime parlementaire, leur pendant en cotillon : Madame la Conseillère, Madame la Députée, Madame la Sénatrice ?? » (2).

Cela ne l'empêche pas de faire scandale en réclamant le droit à l'avortement (1890) dans cette fin de siècle où la dénatalité et la Repopulation deviennent des obsessions face à l'Allemagne. La révolte de Séverine se déchaîne lorsque plusieurs femmes sont condamnées. « Et qu'on ne vienne surtout pas parler de Repopulation, misérables hypocrites, comment osez-vous prononcer ce mot ? Que fait-on pour les nombreuses familles, les "tiau-lées" de dix, douze moutards qui, dans votre état social, ne trouvent ni de quoi se nourrir, ni de quoi se loger. Un crime, l'avortement ? La vie d'un enfant est



sacrée dès qu'il a été lâché sur la terre". Mais avant, il y a une femme et rien qu'une femme, vous m'entendez bien ! » (1).

SÉVERINE, QUELLE PÊCHE !

Séverine a mené une lutte solitaire. Son indépendance d'esprit et parfois sa naïveté politique lui valurent des erreurs d'appréciation et des incohérences. Mais sa révolte, sa sensibilité politique, sa haine de l'injustice, sa passion jamais ternie par un quelconque goût du pouvoir, lui firent vivre intensément toute cette période.

Son passage au PC fut bref : la révolution russe fut un espoir fantastique. Espoir vite déçu... L'excommunication vint de Moscou : la délégation française au IV^e Congrès fut mise en demeure de se débarrasser d'intellectuels gênés en leur donnant le choix entre la Ligue des droits de l'homme et le PC. Devant cette sommation, Séverine quitte le Parti.

Son dernier meeting, c'est en soutien à Sacco et Vanzetti en 1927 qu'il a lieu au Cirque de Paris. Sa voix chaleureuse fait vibrer les 20 000 personnes rassemblées. Mais, âgée de 70 ans, elle songe à se retrouver vite chez elle, à Pierrefonds, près de Paris, avec ses plantes vertes et ses chats qui l'ont toujours suivie... Pierrefonds où tous ses hommes, dit-elle, sont venus vivre leur dernière nuit, dernier salut à une grande dame.

Geneviève AZAM

(1) Cité par E. Le Garrec, "Séverine une rebelle" (coll. Libre à Elles).

(2) Séverine, "Choix de papiers" (Ed. Tierce).

(3) Séverine, "Affaire Dreyfus : vers la lumière" (1900).

(4) "LE CRI DU PEUPLE" 7/1/1888. Cité par J. Nèze "Le boulangisme et la presse".

(5) Christian Charron "L'antimilitarisme et son expression littéraire à la fin du 19^e siècle en France (1886/1902)", (Thèse).

NOIR C'EST NOIR

LE BOTTIN DU MOUVEMENT

Les camarades autrichiens viennent d'éditer un Livre d'Adresses Anarchistes Internationales fondé sur l'idée de resserrer des liens assez lâches entre les groupes de divers pays et d'aider à la compréhension de leurs activités spécifiques. De la diversité à n'en plus finir dans ces 180 pages qui contiennent 460 adresses de 24 pays différents. On peut commander ce bottin du mouvement à :

Monte Verita, Neustiftgasse 33,
1070 Wien, Autriche.



LIBRE EXPRESSION

Naissance de l'association CASDAL (Centre d'Animation Sociale et de Documentation Alternatif et Libertaire). Cette association est ouverte aux problèmes du mouvement révolutionnaire dans son ensemble et du mouvement libertaire en particulier.

Le CASDAL met à la disposition de ses adhérents :

- une bibliothèque de prêt gérée collectivement,
- un atelier sérigraphie,
- du matériel de duplication,
- du matériel militant (affiches, brochures, etc.).

Le CASDAL organise par ailleurs, une fois par mois, des soirées de libre expression (hootnanny) qui placent la gratuité à l'ordre du jour.

CASDAL : 10 Bd Stalingrad - 24000 Périgueux.

ÉCOLOGIE LIBERTAIRE

En vue de la création d'un groupe, je recherche tous contacts avec des écologistes-libertaires pour échange d'informations et expériences. Si l'un ou l'une d'entre-vous a des renseignements concernant l'écologie/libertaire à me communiquer (commande d'affiches, tracts, journaux, contacts de groupes et Coordination, références de livres, brochures, etc.), ce serait vraiment bienvenu. Tout sera utile. Merci d'avance de votre solidarité.

Yanik Brunet - 29 bis, place du Breuil,
43000 Le Puy.



CE QUE NOUS VOULONS ? TOUT !

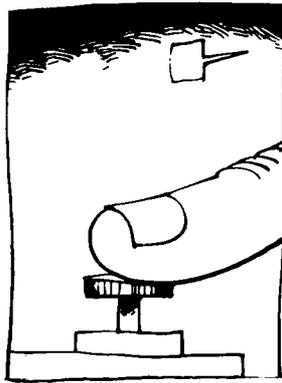
Un nouveau journal dans notre boîte. Il s'appelle "TOUT !", il est intéressant et il se présente lui-même : "TOUT ! se veut une tentative pour relancer un processus de production/circulation d'informations et d'analyses dans le mouvement. Ni expression d'une ligne, ni projet politique préconstitué (loin de toute réalité), ni tentative de centralisation... seulement une contribution de quelques individus autonomes qui ressentent le besoin objectif/subjectif de mettre en place un réseau d'échange-confrontation et rencontre prolétaire. TOUT ! n'entend pas être l'expression d'un courant (les "autonomes") ou le lieu d'élaboration d'une quelconque théorie fut-elle "autonome"... TOUT ! un lieu ouvert parce que nous faisons le pari que la rencontre de nos différences et leur confrontation (à ne pas confondre avec juxtaposition) mutuelle, sont dix mille fois plus créatives et efficaces que tout projet unificateur et centralisateur. TOUT ! pour en finir avec le désert et l'"hiver précocé".

"TOUT !", 21, rue de la Butte aux
Cailles, 75013 Paris.



CLASH

La revue de contre-information militante "Clash" vient de faire paraître son premier "cahier" consacré aux années agitées que vient de vivre l'Italie. Malgré un caractère partisan affirmé (sympathies pour l'ultra-gauche armée) et parfois une absence d'analyse remplacée par des affirmations discutables (mais non discutées), ce texte est un document actuellement irremplaçable pour la connaissance et la compréhension du mouvement italien. (CLASH c/o Librairie Atmosphère 7/9, rue F. de Pressensé 75014 Paris).



UNE SEMAINE LIBERTAIRE

Le C.I.R.A. de Marseille organise, du 21 au 26 février, une semaine libertaire.

A la F.N.A.C. (Centre Bourse) de 17 h 30 à 20 h :

— lundi 21 : Poésie et chansons libertaires,

— mardi 22 : Forum débat avec la participation de A. Skirda, R. Creagh, E. Témine, D. Armogathe, R. Bianco.

— mercredi 23 : Théâtre et Anarchie autour de la pièce d'Anne Roche et Françoise Chatot mettant en scène un dialogue imaginaire entre Louise Michel et Emma Goldman.

— vendredi 25 : Projection d'un film sur Malatesta, suivie d'un débat.

— samedi 26 : Daniel Cohn-Bendit (sous réserves).

A son local (5, rue des Convalescents, 13001 Marseille).

— mardi 22 : à partir de 21 h Alexandre Skirda viendra parler de son dernier livre, "N. Makhno, le cosaque de l'anarchie".



L'ACHARNEMENT

Communiqué de l'Imprimerie "34" (Toulouse) après l'attentat qu'elle a subi :

« Le 10 janvier, nous quittons nos locaux, à vingt heures. Une demi-heure après, il n'y avait plus qu'un brasier. Malgré leur diligence, les pompiers n'ont rien pu sauver des locaux administratifs.

Pourquoi cet acte ? La campagne municipale n'est pourtant pas encore entamée... Par qui a-t-il été perpétré ? Faisons — une fois de plus — confiance à la police... pour faire suivre son cours "habituel" au dossier.

Il est clair — depuis le temps — qu'il y a quelque part une volonté (politique-hystérique ?) de nous empêcher de travailler. Des sortes de zorro de la cause fasciste qui nous suivent à la trace avec acharnement, plastiquant et brûlant les lieux où nous installons nos ateliers. En mettant en péril les personnes qui vivent dans les mêmes immeubles que nous, ils veulent créer un phénomène de rejet, faire de nous des pestiférés dans la cité.

En tant qu'ouvriers d'imprimerie, nous nous considérons comme ayant une responsabilité dans le maintien d'une expression libre. C'est une conception du "métier" constante chez les travailleurs du livre qui est renforcée par nos convictions libertaires.

Nous allons tenter de préserver notre outil de travail. L'avenir est au bout de nos pelles ! Quant à la municipalité de Toulouse, elle n'a apparemment aucun moyen de nous aider. Elle a tant d'affiches à coller ».

Le Collectif des Travailleurs
de l'Imprimerie 34



AGORA
 n° 1, printemps 1980, 40 pages

«Castoriadis: le régime social de la Russie» «Espace aérien militarisé» «Voyage à travers des "Anarchives"» «Espagne: congrès de la CNT» «Images de l'enfant» «Zemliak: sur la dissidence» «Livres»

AGORA
 n° 2, été 1980, 40 pages

«KIMONSKY PREVOIR LE DÉSPOIR» «BLAISE, LIBERTAIRES ET GUERRE D'ALGERIE» «NICARAGUA» «ANARS À HONG-KONG» «LES PEY À L'UEHNE» «SAC STORY» «MAY PICQUERAY» «CNT»

l'espoir s'impose!

AGORA

«Mintz: de l'anti-léninisme» «Pays-Bas: Squatters en lutte» «Pa Chin, écrivain libertaire» «La Colonne de Fer» «Suisse: "Faites de la salade avec l'Etat"»

AGORA

ANTI-MILITARISME

LES MAUVAIS MOMENTS DU TRAVAIL

«Travailleurs informels» «Kachin: ecologie et liberté» «Marchisme en Espagne»

EN AVRIL... AGORA MENSUEL !



AGORA

«A LA RECHERCHE DU TEMPS PERDU»

«Le jour de Solidarité» «L'Internationale anarchiste» «Le retour d'Armand Colin»

AGORA

«NICARAGUA» «L'UNION WEST PAISE»

«MACE & L'UN» «L'UNION NARRE DE DOLLAR» «L'UNION NARRE DE DOLLAR»